

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

1900

Année 1905

THÈSE

No

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le 23 février 1905, à 1 heure

Le Péril vénérien

et

la Prophylaxie des Maladies vénériennes

PAR

FERNAND-CHARLES-EUGÈNE MIGNOT

Né à Saint-Nazaire-sur-Loire (Loire-Inférieure), le 2 novembre 1880

Président : M. DEBOVE, professeur ;

Juges : MM. RAYMOND

POZZI

JEANSELME, agrégé.

} *professeurs ;*

NANTES

IMPRIMERIE A. DUGAS & C^{ie}

5, QUAI CASSARD, 5

1905

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen	M. DEBOVE.
Professeurs	MM.
Anatomie	POIRIER.
Physiologie	CH. RICHET.
Physique médicale	GARIEL.
Chimie organique et chimie générale	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale	BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales	BOUCHARD.
Pathologie médicale	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale	BRISSAUD.
Anatomie pathologique	LANNELONGUE.
Histologie	CORNIL.
Opérations et appareils	MATHIAS-DUVAL.
Pharmacologie et matière médicale	N.
Thérapeutique	POUCHET.
Hygiène	GILBERT.
Médecine légale	CHANTEMESSE.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	BROUARD.
Pathologie expérimentale et comparée	DEJERINE.
	ROGER.
	HAYEM.
Clinique médicale	DIEULAFOY.
	DEBOVE.
	LANDOUZY.
	GRANCHER.
Maladies des enfants	JOFFROY.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale	GAUCHER.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	RAYMOND.
Clinique des maladies du système nerveux	LE DENTU.
Clinique chirurgicale	TERRIER.
	BERGER.
	RECLUS.
Clinique ophtalmologique	DE LAPERSONNE.
Clinique des maladies des voies urinaires	GUYON.
Clinique d'accouchements	BUDIN.
Clinique gynécologique	PINARD.
Clinique chirurgicale infantile	POZZI.
	KIRMISSON

Agrégés en exercice

MM.	MM.	MM.	MM.
AUVRAY.	DESGREZ.	LAUNOIS.	POTOCKI.
BALTHAZARD.	DUPRÉ.	LEGRY.	PROUST.
BRANCA.	DUVAL.	LEGUEU.	RENON.
BEZANCON.	FAURE.	LEPAGE.	RICHAUD.
BRINDEAU.	GOSSET.	MACAIGNE.	M. RIEFFEL, chef
BROCA (André).	GOUGET.	MAILLARD.	des Travaux anatomiques.
CARNOT.	GUIART.	MARION.	TEISSIER.
CLAUDE.	JEANSELME.	MAUCLAIRE.	THIROLOIX.
CUNÉO.	LABBÉ.	MERY.	VAQUEZ.
DEMELIN.	LANGLOIS.	MORESTIN.	WALLICH.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

*Témoignage de filiale affection et de
reconnaissance.*

A MES AMIS

A MES MAITRES
MESSIEURS LES PROFESSEURS DE L'ÉCOLE
DE MÉDECINE DE NANTES

A MES MAITRES DANS LES HOPITAUX
MESSIEURS LES MÉDECINS ET CHIRURGIENS
DES HOSPICES CIVILS DE NANTES

A MONSIEUR LE DOCTEUR HENRI MALHERBE

*Notre bien vive gratitude pour les précieux
conseils qu'il nous a prodigués dans la
direction de ce travail.*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR DEBOVE

Doyen de la Faculté de Médecine

Médecin de l'Hôpital Beaujon

Membre de l'Académie de Médecine

Commandeur de la Légion d'Honneur

*Notre profonde reconnaissance pour le très
grand honneur qu'il nous a fait en
acceptant la présidence de cette thèse.*

PRÉAMBULE

Ut longum discant vivere...

Qui de nous à la fin des études médicales n'a présente à l'esprit cette belle devise, qui couronne le front du grand amphithéâtre de la Faculté de Médecine de Paris :

Ad cædes homnium prisca amphitheatra patebant

Ut longum discant vivere nostra patent (1)

Pour que les hommes apprennent à vivre longtemps...

Notre devoir à nous, médecins, ne consiste pas seulement à soulager la douleur, à guérir, si possible, nos contemporains qui se confient à nous, il consiste aussi et surtout à leur apprendre à vivre, en répandant les notions d'hygiène qui constituent la vraie prophylaxie de la maladie.

C'est dans cet esprit que nous avons entrepris ce modeste travail.

(1) Les amphithéâtres antiques s'ouvraient pour les meurtres des hommes, les nôtres s'ouvrent pour qu'on y apprenne à vivre longtemps.

Les progrès de la science, les règles d'hygiène qui en ont été la conséquence, et les lois sanitaires ont fait disparaître du monde occidental les épidémies destructives et universalisées qui furent le deuil du moyen âge : peste, variole, choléra ; la lèpre, contre laquelle nos ancêtres luttèrent si vigoureusement, n'a pas, hélas ! disparu, même du vieux continent, mais des mesures sévères empêchent son extension et, dans nos régions au moins, elle ne fait que de rares apparitions.

L'humanité civilisée, heureuse de la disparition de ces fléaux dévastateurs, n'a-t-elle donc plus à lutter contre des périls aussi menaçants : les nations d'Europe et d'Amérique ont dans leur législation des articles concernant la police sanitaire, les mesures prophylactiques contre la peste, la variole, le choléra, la lèpre et autres grandes épidémies, il en est d'autres cependant que les pouvoirs publics semblent ignorer, alors qu'ils sont coupables actuellement des neuf dixièmes de la mortalité, nous avons nommé : l'Alcoolisme, la Tuberculose et les Maladies Vénériennes, cette « triade des pestes contemporaines. »

Il a fallu que des initiatives privées luttent courageusement, que des hommes avertis des dangers, des médecins particulièrement, se lèvent, organisent des conférences, répandent des brochures, placardent des affiches pour qu'enfin une certaine élite semble s'intéresser à la lutte.

Personne n'a opposé de résistance lorsqu'il s'est agi de lutter contre la tuberculose ou contre l'alcoolisme ; les conférences sur ces sujets pouvaient, de l'avis des plus

pubidonds, être entendues par toutes les oreilles, les brochures concernant ces deux dangers pouvaient traîner à la portée de tous les yeux ; mais au seul titre de **maladies vénériennes**, on entend un tolle général, car il est convenu que tout ce qui concerne les *organes intimes* est indécent et que doit être tenu pour pornographe l'individu assez osé pour parler des affections particulières à ces organes.

« ... Il y a en ce monde une chose moins aisée encore que toutes les autres, c'est de marcher contre les préjugés, en s'affranchissant bravement de cette hypocrisie, de cette vertu de feintise et de dissimulation, comme l'appelait Montaigne, sous laquelle étouffe notre pauvre vieille société » (1).

Ces éloquents paroles si profondément vraies, qu'un jeune auteur de talent écrivait naguère en tête d'un de ses derniers ouvrages, nous reviennent à l'esprit au moment où nous abordons nous-même ce sujet et nous donnent la raison de cette conspiration du silence, faite dans le public autour du **péril vénérien** jusqu'à ces derniers temps.

Le thème est si vaste, il soulève de si nombreuses et de si graves questions philosophiques et sociales que, pour l'approfondir et l'étudier complètement, il faudrait joindre à la science d'un moraliste l'expérience d'un économiste de premier ordre.

Sans prétendre à de si hautes visées, nous dirons simple-

(1) GUY DE TERAMOND. L'Adoration perpétuelle.

ment les réflexions qu'ont fait naître en notre esprit la lecture de nombreux articles qui, chaque jour, paraissent sur ce passionnant chapitre et l'observation des faits qui se présentent à nos yeux. . .

LES MALADIES VÉNÉRIENNES

Le Chancre mou, la Blennorragie, la Syphilis : leurs ravages

Les maladies vénériennes sont au nombre de trois : *le chancre mou, la blennorragie, la syphilis* ; tels sont les noms savants de ces affections, communément appelées maladies secrètes et maladies honteuses ; elles sont des maladies parasitaires, transmissibles, qui naissent et se propagent par le contact de l'homme et de la femme.

Le chancre mou, appelé encore chancre simple ou chancelle, est un ulcère vénérien, contagieux, inoculable, auto-inoculable, causé par un microbe spécial décrit par Ducrey en 1889.

Il se prend soit par voie directe, à l'occasion des rapports sexuels, soit par voie indirecte, en se contaminant par les doigts, par les objets de toilette ou par les objets de pansement, à la condition, bien entendu, qu'il existe une écorchure, une ouverture du tégument, si petite soit-elle ; mais qui ne présente ce *foramen contagiosum* ? comme l'appelle M. Jullien.

Chez les individus peu soigneux de leur personne, le chancre mou est très répandu ; c'est une maladie parallèle au manque de soins et à la malpropreté, facile à s'inoculer, la virulence du pus persistant pendant longtemps.

Le chancre mou produit sur l'homme des ulcérations avec une tendance nette à la destruction, aussi la cicatrice en est-elle indélébile ; malgré ses complications : bubon, phagédénisme, gangrène des organes génitaux, d'ailleurs rare, le chancre mou est la plus bénigne des affections vénériennes ; nous ne nous étendrons pas longuement sur lui, parce que, bornant ses méfaits à l'individu, il n'a pas, ainsi que la gonococcie et la syphilis, le triste privilège de nuire à la collectivité, à la race.

Il n'est une maladie sociale que dans des conditions particulières, dans les classes où manquent les soins hygiéniques et parmi les foules des pays exotiques, privées de tout souci et de toute notion d'antisepsie et même de propreté.

Là, le chancre mou devient un véritable danger social : il s'auto-inocule avec prolixité et donne ainsi entrée par les plaies qu'il entr'ouvre, à toutes les autres infections. L'hygiène seule suffit à le combattre et on peut dire que le chancre mou devient une rareté en Europe, ou tout au moins que l'on voit bien rarement aujourd'hui les horribles désordres qu'il occasionnait jadis.

Combien plus dangereuse pour l'individu, pour la collectivité et pour la race est la blennorragie.

Sous le nom de blennorragie (du grec *blenna*, mucus et

regnumi, je chasse dehors) ou sous le nom de gonorrhée (*gonos*, semence et *rein* couler), étymologies qui, on le voit, ne sont pas irréprochables, on décrit une maladie virulente, contagieuse, caractérisée par une douleur, une cuisson plus exactement, d'ailleurs inconstante et variable, sur le trajet de l'urèthre et principalement au méat, et par un écoulement muco-purulent de la muqueuse de l'urèthre. Cet écoulement peut provenir d'autres muqueuses ; dans ce dernier cas, on ajoute une épithète qui désigne la localisation de l'infection ; on dit par exemple : blennorragie rectale, vaginale, oculaire, etc.

La blennorragie, qui fut décrite par les auteurs de tous les âges, est reconnue aujourd'hui être produite par un microbe spécifique, le gonocoque, découvert par Neisser.

Cette gonorrhée, appelée communément « la chique-naude de Vénus » et traitée d'ordinaire en souriant, a été justement définie par un de nos Maîtres « ce cadeau de nocces que les courtisanes déposent dans la corbeille des jeunes épousées ».

Peu d'individus en connaissent les méfaits ; à peine si quelques-uns ont entendu parler des complications locales : prostatite, cystite, épididymite, orchite ; dans le public, tous ignorent la conjonctivité purulente si fréquente et si redoutable, puisqu'après des douleurs intolérables, elle se termine par un leucome diminuant considérablement l'acuité visuelle, quand la fonte de l'œil n'en est pas la terrible suite.

Qui, parmi les profanes, a entendu parler de l'endocardite gonococcique, de la myélite, du rhumatisme avec ses

localisations persistantes : arthrites purulentes parfois compromettant irrémédiablement les mouvements de l'articulation atteinte ?

Combien est rare cette connaissance de la stérilité qui, même sans orchite double, à la suite d'épididymite et de funiculite, est la conséquence d'une blennorrhagie en apparence bénigne. Næggerath le premier, en 1872, affirma les dangers de la gonorrhée latente et la stérilité qu'elle apporte si souvent dans les unions :

« Peu après le mariage, disait-il, les femmes souffrent de règles douloureuses, de pertes blanches, de mictions fréquentes et pénibles, de pesanteurs lombaires, finalement d'inflammations péri-utérines et d'ovarites. C'est la gonorrhée latente du mari qui s'est transmise à la jeune femme sous forme soit aiguë, soit chronique ». Et il ajoutait, basant son aphorisme sur 105 observations de sa pratique : « ... 90 pour cent des femmes stériles ont pour maris des hommes qui, à une époque de leur vie, ont eu la blennorrhagie. »

C'est une chose très fréquente que la blennorrhagie acquise par la femme pendant les premiers jours du mariage, et tous les médecins en font la triste constatation.

Les jeunes femmes, peu après l'infection, se font languissantes et prennent un teint particulier aux souffrances utéro-ovariennes. Elles se plaignent alors de maux de reins, de pesanteurs dans l'abdomen, le bas-ventre est sourdement douloureux, la digestion difficile, la marche pénible.

L'entourage plaisante et attribue au changement de vie,

à l'initiation de l'amour, les conséquences de la stupidité ou du crime du mari, car l'homme qui, ayant la *goutte militaire*, à défaut de blennorragie aiguë, contamine sa femme, est un inconscient ou un criminel.

Or, depuis une vingtaine d'années que l'on connaît bien les méfaits de cette infection dans la littérature médicale, on s'étonne que les profanes aient, sur ce sujet, des notions aussi incomplètes et aussi fausses. Le public est notamment persuadé que le coït complet est la condition indispensable de toute contagion. Il ne peut se figurer qu'un simple attouchement, le frôlement d'une muqueuse malade suffit à la transmission d'un principe morbide, ni s'imaginer que les uréthrites, ce qui a été constaté dans plus d'un cas certifié, ont succédé à des rapports *ab ore*.

Nous disons *uréthrite* et non *blennorragie*, parce que, jusqu'ici les observations publiées ne reconnaissent pas comme coupable le gonocoque, mais le staphylocoque ; à l'appui de notre dire, nous demandons la permission de rapporter ici deux observations publiées dans la *Gazette médicale de Nantes* du 24 décembre 1904.

La première, qui appartient au Dr Henri Malherbe, est ainsi conçue :

« Vers le milieu du mois d'août dernier, se présente à ma consultation un homme d'une quarantaine d'années qui vient demander conseil pour une irritation très vive et très douloureuse du canal. Voici ce qu'il raconte.

Il y a environ cinq jours, le malade ressent en urinant une cuisson très vive à l'extrémité de la verge. Bientôt, cette cuisson s'accroît et persiste même entre les mictions. Quinze heures

environ après le début de cette uréthrite apparaît un suintement continu et assez abondant, qui laisse sur le linge des taches jaune clair et quelquefois roussâtres. Se trouvant à la campagne, loin de Nantes, cet homme, très inquiet, au lieu de se borner à une expectative prudente, fait, de son propre chef, des injections de résorcine au 1/200^e. Cette thérapeutique intempestive, loin d'améliorer la situation, ne fait que l'aggraver, et c'est alors que le malade vient nous trouver. L'examen montre un méat rouge et tuméfié, la muqueuse, très gonflée, fait légèrement saillie au dehors, tout le gland et le prépuce sont rouges et irrités, et dans le sillon banalo-préputial, s'accumule une sécrétion séreuse abondante. La palpation le long du canal est extrêmement douloureuse, jusque vers la région moyenne du pénis; la pression fait sortir du canal un liquide roux marquant un linge blanc, comme le ferait une tache de café au lait; parfois même ces taches sont franchement roussâtres, c'est qu'elles contiennent une goutte de sang.

Devant ces faits, il y avait lieu de songer à la blennorragie, dont le malade niait cependant la possibilité, attendu qu'il n'avait eu d'autre rapport qu'avec sa femme très saine. Lui-même, ayant eu une gonorrhée il y a vingt ans, ne l'avait plus vue reparaître depuis.

Néanmoins, on procéda à un ensemencement, et les tubes de gélose donnèrent, en 24 heures, à l'étuve, des colonies pures de staphylocoques blancs.

L'examen des préparations extemporanées faites avec le pus uréthral montre l'absence totale de gonocoques.

Le malade, à nouveau interrogé, est brusquement questionné sur la possibilité de caresses buccales, dont il serait la victime; très étonné de cette supposition, il la reconnaît juste et avoue avoir, dans les huit à dix jours qui précédèrent l'apparition de son

écoulement, subi les attouchements prolongés d'une femme qui, suivant son expression, pour terminer la cérémonie, durant laquelle aucun rapport naturel n'avait eu lieu, se livra sur lui à des caresses buccales prolongées.

Il n'y eut pas d'éjaculation consécutive, aucun lavage ne fut fait et, ajoute très judicieusement le malade, les événements se passant pendant des jours très chauds, les urines étaient rares par suite de la transpiration, la première miction n'eut donc lieu que quatre à cinq heures après.

L'origine de l'urétrite paraissant démontrée, il restait, pour confirmer l'hypothèse, à examiner la femme, auteur de la contamination, ce qui fut fait.

Cette femme, douée d'une bonne constitution, venait d'être atteinte d'embarras gastriques, avec angine et stomatite que le médecin traitant qualifia de stomatite aphteuse.

Des cultures faites avec les fragments de l'exsudat trouvé sur l'amygdale droite de la femme donnèrent du staphylocoque blanc.

Il est donc logique d'admettre que l'urétrite en question provenait du *coïtus baccalis*.

La seconde observation, due au professeur Ollive et au Dr Léquyer est analogue ; urétrite à staphylocoque, suite de coït *ab ore*, mais cette fois avec symptômes exacerbés : douleurs, pendant la miction, presque syncopales et, fait rare dans l'urétrite gonococcique, à plusieurs reprises un écoulement sanguinolent apparaissant au méat en même temps que le pus, lorsqu'on presse l'urèthre.

Ce qui est certainement une cause d'erreur et, par suite, de contamination, est la différence de douleur que cause à l'homme ou à la femme la blennorragie : chez cette der-

nière, le gonocoque se localise le plus souvent aux replis de la muqueuse vulvaire ou aux culs-de-sac du col, où ses méfaits sont peu douloureux et l'homme qui voit une femme pratiquer le coït sans souffrance s' imagine difficilement qu'elle est contaminée.

Nous répéterons volontiers ici quelques lignes empruntées au distingué syphiligraphe, le Dr Jullien, qui dit à ce sujet : « C'est pour l'homme et par l'homme qu'a été inventé le mot *chaudepisse*, tout à fait inapplicable à l'autre sexe. Il est vrai qu'après cuisson et souffrance, la maladie a plutôt chez lui une tendance spontanée à s'éteindre et à disparaître, privilège dont est loin de jouir la femme, chez laquelle le gonocoque trouve toujours à se cantonner et à progresser. Quoiqu'il en soit, il est une chose incontestable, c'est qu'une femme peut avoir une blennorragie aiguë sans s'en douter ; l'urétrite ne donne lieu qu'à très peu de symptômes subjectifs, à moins qu'elle ne se complique de cystite ; la métrite débutante elle-même est peu remarquée en général. Quant à la vulvite et à la vaginite, elles passent plus difficilement inaperçues, mais elles sont loin d'exister dans tous les cas, car, ainsi que l'a fort bien dit de Verchère, la blennorragie aiguë, généralisée, est plus fréquente chez les jeunes sujets et particulièrement chez les novices, les femmes plutôt âgées ne présentent que des localisations. J'en dirai autant de l'anus et du rectum bien plus souvent atteints qu'on ne suppose... »

Il faut savoir pour s'expliquer certaines contaminations la vitalité extraordinairement longue du gonocoque ; Guérin ne raconte-t-il pas l'histoire d'une veuve jadis

blennorrhagique du fait de son mari et qui, trois ans après la mort de ce dernier, trois ans qui furent passés dans la vertu, retrouva toute sa virulence pour contagionner un amant qu'elle aimait éperdument.

Diday, en 1881, avait déjà pu dire :

« Soit qu'elle ait méconnu son mal, soit qu'elle l'ait traité..... comme elle le traite, la femme, une fois blennorrhagique, demeure fort longtemps, pour quelques autres, je dirai à perpétuité, une source de sécrétions contagieuses, source d'autant plus féconde que c'est une source profonde, cachée et surtout une source intermittente. »

Ainsi donc la blennorrhagie non seulement exerce des ravages énormes sur l'individu, ayant pu aller jusqu'à la mort dans quelques cas d'ailleurs rares, mais elle retentit douloureusement sur la femme qu'elle rend infirme, la condamnant trop souvent à une existence de chaise-longue quand elle ne l'oblige pas à passer sous le couteau du chirurgien ; enfin elle exerce ses méfaits sur la race, puisqu'elle apporte la stérilité dans nombre de ménages et qu'elle peut par la conjonctivite purulente des nouveau-nés faire d'un bel enfant, qui sort d'une vulve infectée, un aveugle.

Combien le cas est fréquent puisqu'on a pu établir que sur trois enfants atteints de cécité dans le bas âge un, au moins, la devait au gonocoque.

Cette affection n'est pas d'ailleurs un fléau apparu dans les temps modernes ; elle est au contraire vieille comme le monde et on retrouve ses traces et même sa description exacte dans les temps les plus reculés.

Un recueil chinois, qui porte le nom de *Nuci-King*, donnait, il y a 4541 ans, de précieux renseignements sur la blennorrhagie. « Nous y trouvons, dit le Dr Ed. Dupouy, la description de la blennorrhagie virulente (pe-tcho), différenciée déjà de l'urétrite simple » (1).

On la retrouve chez les Grecs, chez les Romains, avant eux chez les Hébreux le Lévitique de Moïse faisait mention d'*écoulement impur*.

Les auteurs de la décadence et du moyen âge ont bien constaté aussi les accidents initiaux, mais il était réservé à notre époque d'en découvrir les complications à distance et d'étudier la gonococcie, infection généralisée.

Aussi vieille est la syphilis, dont on retrouve mention dans toutes les littératures : indienne, chinoise, qui nous donnent, bien avant l'ère chrétienne, des descriptions dignes des temps modernes de cette maladie, reconnue déjà coupable de ravages considérables.

Grossièrement décrite dans les légendes de l'Inde, elle y est représentée comme un feu dévorant. Rollet, dans le dictionnaire encyclopédique, dit à l'article Syphilis : « Un des premiers foyers de la syphilis fut probablement l'Inde, c'est-à-dire le berceau du genre humain. »

L'Ayurvêda, recueil de préceptes médicaux, dictés par l'Hippocrate hindou Dhanvantari, existant il y a trois mille ans, contient des passages concernant bien nettement la syphilis et la blennorrhagie, et montrant le pro-

(1) Dr Ed. DUPOUY, *La Prostitution dans l'Antiquité*.

cessus classique des accidents primaires, secondaires et tertiaires contre lesquels le livre médical des Vegas préconise les préparations mercurielles : le cinabre, le sublimé, le calomel.

On peut donc conclure, avec le Dr Ed. Dupouy, que la syphilis, de même que la prostitution, date de l'apparition de l'homme sur la terre, que c'est la tâche originelle.

En 1869, M. P. Dubry, consul de France en Chine, a publié un livre intitulé : *La Médecine chez les Chinois*, dans lequel on trouve la description de la vérole d'après des manuscrits datant de 2.600 ans avant Jésus-Christ.

Le *Nuci-King*, déjà cité plus haut, parle « du chancre infectant produit par le virus syphilitique (*kan-tou*) ». « Ce virus, d'après le livre chinois, causera un ulcère et se répandra ensuite dans toute la masse du sang. Il s'accompagnera de tumeurs qu'on devra traiter avec une pommade faite d'huile et d'une certaine poudre mercurielle (*choui-yn*) ».

Le texte chinois indique ensuite l'apparition sur le front de petites taches rouge-cuivré (*tan-hong*), de la douleur et du prurit à la gorge, de céphalalgie et de douleurs dans les os, de plaques muqueuses fort bien décrites.

« Sous le nom de *pi-ting*, le texte chinois décrit le coryza syphilitique, et sous celui de *py-ynen*, la nécrose des os du nez ; enfin, le *tien-ho-tchoang* n'est autre chose que la syphilis infantile.... » (1).

(1) Ed. DUPOUY, *loc. cit.*

Ainsi qu'on peut le voir, le tableau est presque complet et la syphilis moderne ressemble bien à son aïeule.

Gilles de la Tourette constate que, s'il y a quelque confusion dans l'étude des symptômes attribués à la syphilis, cette maladie a été cependant décrite de façon qu'on la reconnaisse nettement.

On a découvert des traces palpables de syphilis sur des débris humains trouvés dans des fouilles de sépultures antiques et préhistoriques : os du squelette humain portant les stigmates indélébiles de la syphilis tertiaire, exostoses crâniennes, tibiales, fémorales, etc., qu'on peut voir au Musée Broca.

Les affections vénériennes des pays asiatiques prenaient incontestablement leur source dans la prostitution et dans le culte des dieux, du Lingam chez les Hindous, de Bahhal-Pehhor chez les Hébreux, du Phallou chez les Egyptiens et de Priape chez les Grecs et chez les Romains.

C'est peut-être avec raison que de la Mettrie disait en 1744 : « Je croirais volontiers avec Guy Pattin, que non seulement Job, David, Salomon et Adam avaient la vérole, mais qu'elle était dans le chaos avant la création. »

Les Juifs, dans leurs émigrations, furent les propagateurs peut-être les plus dangereux du mal vénérien :

« Ces Juives, dit Pierre Dufour, si belles qu'elles fussent avec leurs yeux noirs fendus en amande, avec leur bouche voluptueuse aux lèvres de corail et aux dents de perles, avec leur taille souple et cambrée, avec leur gorge riche et ferme, avec tous les trésors de leurs formes potelées, étaient affligées, s'il faut en croire Moïse, de secrètes infir-

mités que certains archéologues de la médecine ont considérées, avec raison, comme les symptômes du mal vénérien. »

C'est cette fréquence des maladies vénériennes chez les Hébreux qui inspira à Moïse de rendre obligatoire, par une loi religieuse, la circoncision habituelle aux Egyptiens.

Le roi David, au dire de certains historiens, fut des plus atteints et la thérapeutique juive ne sut apporter aucun remède à son mal pour la guérison duquel il invoquait **Jehovah** en ces termes :

« Miserere meï, Domine, quoniam infirmus sum : sana me, Domine, quoniam conturbata sunt ossa mea.... Et dispersa sunt omnia ossa mea... ! »

La syphilis pendant une certaine période semble s'atténuer ou s'oublier au point qu'on n'en parle presque plus, puis elle fait une bruyante réapparition à la fin du x^v^e siècle, lors du siège de Naples par Charles VIII. De Naples, elle gagne l'Europe entière et les gouvernements prennent à l'égard des syphilitiques des mesures analogues à celles édictées contre les lépreux. Ces mesures d'hygiène furent d'autant plus sévères et strictes que les idées les plus erronées avaient cours au sujet de la transmission de cette maladie. On prétendait que la syphilis se transmettait par l'air.

Il faut arriver au xix^e siècle pour voir de nombreux ouvrages et d'importants travaux sur la syphilis, qui ne fut vraiment étudiée qu'avec Ricord et Fournier.

Cette affection, dont nous n'avons pas la prétention d'avoir fait l'historique, est encore insuffisamment connue

dans sa nature même. Est-ce une maladie microbienne ? Est-elle due à une toxine ? On n'en sait absolument rien.

C'est une maladie spécifique, de caractère infectieux, exclusivement propre à l'espèce humaine (1), importée dans l'organisme par contagion ou par hérédité, chronique d'évolution et indéfinie comme durée, essentiellement intermittente comme manifestations et constituée par une innombrable série de symptômes ou de lésions qui peuvent, sous des formes naturellement très diverses et naturellement aussi très variables comme gravité, intéresser tous les systèmes de l'économie.

Telle est la définition que donne M. le Professeur Fournier dans son important traitement de la Syphilis.

Elle est un danger pour l'individu, puisqu'elle s'attaque à tous les systèmes, à tous les appareils, à tous les organes ; en outre des accidents primaires ou secondaires soupçonnés par une partie du vulgaire : chancre, roséole et plaques muqueuses, il ne faut pas oublier les artérites, laryngites, coryzas, iritis, néphrites de la période secondaire ou tertiaire ; les accidents vraiment tertiaires : gommès et sclérose avec toutes les lésions que ces deux formes entraînent, s'attaquant à tous les organes, détruisant tous les tissus, ni passer sous silence ces terribles affections para-syphilitiques que sont le tabes et la paralysie générale.

Nous sommes brefs, notre but n'étant pas de faire ici de la pathologie.

(1) On le croyait du moins jusqu'aux inoculations sur les chimpanzés pratiquées par MM. Metchnikoff et Roux. Tentative faite également au début du siècle précédent par Martineau.

La syphilis est dangereuse pour la famille, puisque le syphilitique est longtemps susceptible de transmettre sa maladie et que souvent la femme est la victime de la diathèse du mari : tous ceux qui approchent celui-ci, de près ou de loin, sont susceptibles d'être infectés.

Elle est aussi un danger social à quatre points de vue, comme l'a établi M. le Professeur Fournier :

De par le dommage individuel qu'elle inflige au malade qu'elle met bien souvent dans l'incapacité temporaire ou permanente de gagner sa vie.

De par les dommages collectifs qu'elle inflige à la famille, détruisant les liens d'affection et provoquant la séparation ou le divorce. Dans le ménage la syphilis du nourrisson peut amener la contamination des nourrices. C'est là une éventualité fréquente et redoutable. L'enfant syphilitique héréditaire, porteur de plaques muqueuses labiales, linguales, buccales, infecte le sein de sa nourrice qui, au bout de trois semaines, voit apparaître au lieu inoculé un chancre.

La nourrice n'accepte pas en général ce « bobo » avec résignation, on le conçoit sans peine, et de la colère au scandale il n'y a qu'un pas : poursuite judiciaire, sommation sur papier timbré donnant les motifs de la poursuite remise dans la loge du concierge et lue par celui-ci, dont la discrétion est proverbiale, et voilà une famille cotée.

Remarquons en outre que la nourrice infectée ira contaminer d'autres nourrissons.

De par les conséquences héréditaires qu'elle comporte,

puisque la syphilis est coupable de 46 avortements sur 100, d'après une statistique du Professeur Pinard.

Accouchements prématurés ou accouchements à terme avec enfants morts ou mourant dès les premiers jours.

Le Dr Porak n'a-t-il pas cité une famille de syphilitiques où, sur 11 naissances, il a vu 11 morts, et le Dr Ribemont-Dessaignes, 19 naissances et 19 morts.

Nous joindrons à ces observations ces deux autres que nous devons à l'obligeance du Dr H. Malherbe :

1^o Un père vraisemblablement syphilitique et alcoolique et une mère saine procréent plusieurs enfants, dont deux filles : l'aînée présentant une division du voile du palais, la seconde normalement constituée.

Les deux filles se marient toutes deux à des hommes sains en apparence et font cependant toutes deux une suite de fausses couches ; l'examen microscopique des placentas dénote des caractères indéniables de syphilis, donc hérédité syphilitique.

Le traitement intervient et les deux femmes mettent ensuite au monde des enfants viables, bien constitués.

2^o Un homme, ayant eu la syphilis pendant ses études et s'étant insuffisamment traité, se marie à une femme saine, dont il a plusieurs enfants bien constitués ; aucune ausse-couche.

Une de ses filles se marie à un homme sain et exempt de syphilis : grossesse normale et accouchement à terme, mais l'enfant présente de l'atrophie de l'avant-bras droit. Hérédité encore cette fois, à la seconde génération.

Vingt ans après le début des accidents, cet homme voit réapparaître sa syphilis sous forme d'une ulcération spécifique de la cloison du nez et de plaques de psoriasis syphilitique.

De par la dégénérescence, l'abâtardissement imprimé à l'espèce ; combien d'enfants de syphilitiques enrichissent la littérature tératologique et font, par les tares qu'ils présentent, regretter l'absence à notre époque du Baratrum des Spartiates.

Bien peu de gens savent combien la syphilis est répandue et cependant, à notre époque de statistiques à outrance, les chiffres sont là et, de quelque source qu'ils émanent, ils sont effrayants.

La population syphilitique de Paris est, d'après le Professeur Fournier, des quinze centièmes ; on compte dans la bourgeoisie 8 à 9 % de spécifiques et 13 à 14 % dans la classe pauvre.

Ce serait un tort de croire que les grandes villes détiennent seules le triste privilège de voir fleurir les maladies vénériennes.

Plus faciles et plus rapides que jamais, les communications aident puissamment à la propagation du mal vénérien. Le service militaire obligatoire dirige les jeunes gens vers la caserne et aussi vers la basse prostitution des villes, d'où leurs sœurs, qui y viennent comme servantes, s'en retournent au village, ayant perdu leurs illusions, mais ayant gagné... autre chose, qu'elles communiquent à leur tour. Grâce aux nourrissons syphilitiques envoyés à la campagne, celles qui les nourrissent sont contaminées elles aussi. Enfin, les commis-voyageurs ne sont pas seulement des propagateurs d'idées, comme le disait Gambetta, mais aussi des propagateurs de maladies vénériennes. Les campagnes sont ainsi peu à peu envahies par

la blennorrhagie et la syphilis, comme elles le sont aussi par la tuberculose et l'alcoolisme et, possédant ces trois fléaux, elle n'ont plus rien à envier aux villes.

Le même fait se passe dans les autres nations et les campagnes ne sont guère moins épargnées que les villes pour les raisons ci-dessus énumérées.

M^{mes} Dina Sandberg, Guerstzentein ont noté l'invasion des campagnes russes ; le professeur O.-V. Petersen (de Saint-Petersbourg), donnait à la Conférence de Bruxelles, en 1899, des chiffres stupéfiants.

Le Dr Axel Holst, dans son rapport à la même Conférence, sur les maladies vénériennes en Norwège, disait : « La population de la campagne est, à un très haut degré, contaminée par des personnes qui ont pris dans les villes les germes de la maladie ».

M. le Dr Blaschko, de Berlin, n'a-t-il pas écrit : « Les maladies vénériennes sont plus rares à la campagne, mais, par le fait du service militaire obligatoire, elle tendent à s'y répandre. »

Les déclarations des praticiens français sont, de tous points, analogues aux opinions émises par les confrères étrangers. Le Dr Lardier dit en effet : « C'est dans le chef-lieu de canton, dans la petite ville où il n'y a pas encore de maison de prostitution, mais où il y a déjà des prostituées, réfugiées dans quelques bouges infects, que s'épanouissent les différentes formes du mal de Vénus, qui, de là, gagnent les champs » ; le Dr Issaly, en 1895, faisait les mêmes constatations.

Il a été impossible de faire une statistique des maladies

vénériennes dans les campagnes et d'établir un pourcentage, étant donné que la plupart des paysans atteints vont faire soigner à la ville ce genre d'affections, se méfiant sottement de la discrétion de leur médecin habituel.

Si nous jetons maintenant un coup d'œil sur les ravages causés dans l'armée et dans la marine par les maladies vénériennes, nous sommes effrayés.

Du rapport de M. Burlureaux, publié dans le *Bulletin de la Société de Prophylaxie sanitaire et morale* du 10 octobre 1901, nous extrayons des chiffres inquiétants :

En 1895, il y avait 8 cas de syphilis pour 1.000 hommes dans l'armée de terre et sur un effectif de 489.785 hommes on a trouvé 4.355 soldats syphilitiques.

La syphilis atteint dans l'armée française presque autant d'hommes que la fièvre typhoïde, dont le coefficient était 8.25 pour 1.000 en 1895.

La morbidité vénérienne varie selon les corps d'armée et tandis qu'on constate pour le ^x^e corps (Nantes et la Bretagne) une immunité relative, 3.7 seulement de morbidité vénérienne pour 1.000 soldats, la syphilis provoque en Algérie des ravages inouis qui, sur la province de Constantine, se chiffrent par 21.6 de morbidité pour 1.000.

On a constaté que les soldats étaient particulièrement atteints pendant leur première année de service ; les réservistes et les territoriaux fournissent aussi un fort contingent de vénériens et sont particulièrement dangereux en ce qu'ils réintègrent leurs foyers étant en pleine virulence.

On trouve également dans les autres armées européennes la syphilis qui n'est pas l'apanage exclusif de l'armée

française; si l'armée allemande et l'armée belge sont moins contaminées que la nôtre, d'autres, et particulièrement l'armée anglaise, le sont davantage.

On peut juger, d'après le nombre des hommes de l'effectif atteint, quel sérieux péril réside dans les affections vénériennes, pour les individus d'abord, pour le commandement, ensuite, privé d'hommes sur lesquels il croyait pouvoir compter, enfin pour le budget, puisque les maladies vénériennes, à elles seules, occasionnent environ 100,000 francs de frais par an dans l'armée.

Le rapport intéressant, lu par M. Paul Petit à la *Société française de Prophylaxie*, touchant le péril vénérien dans la marine, nous apprend qu'en l'année 1899, où il y avait 40.237 hommes d'effectif, la morbidité par maladies vénériennes a été de 76.30 pour 1.000, par conséquent bien supérieure à l'armée de terre.

La syphilis, en 1899, atteint donc 13.42 pour 1.000 de l'effectif et 12.78 pour 1.000 en 1900.

La blennorrhagie et ses complications atteignent 39.83 pour 1.000 de l'effectif en 1899 et 37.51 en 1900.

Enfin, le chancre simple et ses complications font, en 1900, 22.91 victimes pour 1.000.

Si l'on cherche quelle est la morbidité vénérienne sur les marins à terre et sur les marins embarqués, on constate que les premiers sont, de beaucoup, les plus atteints.

Alors qu'en 1899 les navires isolés n'ont que 41.92 pour 1.000 de leurs effectifs frappés, les escadres en comptent 53.75 pour 1.000 et les dépôts 141 pour 1.000.

Les marins hors de France sont très souvent contaminés

à bord des navires stationnaires, surtout en Indo-Chine où, en 1899, on compte 87.56 pour 1.000 de l'effectif atteint.

Les ports sont particulièrement touchés et Toulon plus que tout autre : en 1899, la morbidité vénérienne a atteint dans ce port le chiffre formidable de 155,06 pour 1.000 de l'effectif.

Les troupes coloniales doivent également solliciter notre attention ; or, en 1899, il y a eu 199,70 pour 1.000 de l'effectif atteint, proportion énorme.

Les colonies sont plus ou moins infectées par la syphilis qui y cause des ravages différents : tandis qu'elle est très répandue en Algérie, à Madagascar et à la Réunion, elle l'est beaucoup moins aux Antilles, à la Guyane, en Calédonie, à Tahiti et en Indo-Chine et on peut dire qu'elle est presque inconnue sur la côte occidentale d'Afrique.

Cette syphilis, appelée chez nous exotique, diffère dans ses manifestations de la syphilis européenne ; beaucoup plus destructive, elle a une tendance marquée au phagédénisme, mais conduit rarement à la mort. Tandis qu'en Europe, elle a une prédilection pour le système nerveux, elle respecte au contraire le cerveau fruste des indigènes à qui elle se contente de détruire d'importantes parties du revêtement cutané.

Nous nous sommes longuement étendus sur cette question de la syphilis dans l'armée et dans la marine ; nous pouvions le faire étant donné le nombre et l'exactitude des statistiques, plus faciles à établir dans ce milieu discipliné et restreint que partout ailleurs et nous y trouvons en outre un intérêt très vif : ces jeunes hommes, que le ser-

vice prend, constitue l'élite de la nation, vu le tril opéré au conseil de revision et ce sont surtout ceux-là qui sont destinés à devenir des pères, des chefs de famille.

Aussi n'aura-t-on jamais assez de sollicitude à l'égard de leur santé.

En présence d'un péril aussi menaçant, on conçoit difficilement l'indifférence de la masse et surtout des gens instruits. Il y a cependant une raison que mettent en avant ceux-ci, dans leur ignorance de l'étiologie syphilitique et blennorragique.

« Puisque les affections ne peuvent jamais résulter des accouplements d'un homme sain et d'une femme saine, nous ne risquons rien, nous ni les nôtres, qui pratiquons la vertu et ne connaissons l'amour que dans le mariage. »

Ils ignorent totalement ceux, et ils sont hélas ! légion, qui pensent ainsi, que ces affections ne respectent rien et que point n'est besoin de « *s'amuser* » pour devenir un vénérien.

La blennorragie, tout comme la syphilis, peut frapper et frappe souvent des innocents ; nous nous permettrons à ce sujet de noter ici quelques observations parmi les innombrables connues et publiées.

D'abord celle-ci, que nous empruntons au Dr Jullien :

« Une jeune fille du monde vint, un jour, me consulter peu après l'époque de ses fiançailles. Elle avait été prise tout d'un coup d'un catarrhe très douloureux de la vulve, bientôt propagé au vagin ; l'orifice hyménéal donnait passage à un exsudat blanc jaunâtre, et les nymphes elles-mêmes en étaient couvertes ;

l'idée d'un catarrhe vénérien se présentait tout d'abord à l'esprit. Mais à l'objectif on apercevait une nuée de petits bâtonnets, tout soupçon de blennorragie était ainsi écarté et j'ajouterai que le seul mode étiologique que j'ai pu incriminer fut la souillure par le contact des cabinets d'un grand magasin, que fréquentait journellement ma jeune cliente pour les achats de son trousseau. »

L'agent propagateur de la maladie eût pu aussi bien être le gonocoque qu'un streptocoque ou un staphylocoque vulgaire.

Puis cette observation qui nous a été communiquée par M. le Dr H. Malherbe :

Une enfant vient au monde et à son passage à la vulve maternelle contracte une infection vulvo-vaginale gonococcique qui nécessite quelques soins dans les jours qui suivent la naissance. Puis le bébé semble se guérir et aucun phénomène n'attire l'attention jusqu'à l'époque de la nubilité.

Cette enfant, devenue femme, se marie à un jeune homme absolument sain et vierge de tout contact, assure le médecin qui rapporte cette observation et qui, fréquentant les deux familles, a suivi les jeunes gens depuis leur naissance jusqu'à cette époque de leur vie.

Quelques jours après la célébration du mariage le mari vient trouver le dit médecin, présentant une uréthrite gonococcique bien caractérisée.

Il n'a eu d'ailleurs aucun autre contact que celui de sa femme ; celle-ci examinée est reconnue porteuse d'un écoulement vulvo-vaginal verdâtre assez restreint, dans lequel on constate nettement la présence de gonocoques.

Il faut donc supposer que la jeune fille, insuffisamment gué-

rie les premiers jours de sa naissance, est demeurée en état de gonococcie latente jusqu'à l'époque de son mariage.

Pour rares que soient des faits semblables, ils n'en sont pas moins bons à connaître en raison des conséquences funestes qu'ils peuvent entraîner.

On sait l'histoire de petites épidémies locales développées et entretenues chez des fillettes par des piscines ou des baignoires mal nettoyées.

Actuellement la blennorragie « insontium » est connue de tous les cliniciens.

Faut-il noter aussi la conjonctivite purulente contractée à la suite d'une poignée de main à un ami sortant des water-closets ou par l'intermédiaire des jumelles de théâtre transportant le gonocoque ?

Pour la syphilis, les cas de contagion extra-génitale ne se comptent plus depuis longtemps et l'on a pu dire avec raison que cette affection était la moins vénérienne des maladies vénériennes.

A propos des conséquences matérielles et morales de la syphilis dans la famille, nous signalions la syphilis des nourrissons.

La syphilis vaccinale ne doit pas être oubliée non plus, et on a connu autrefois dans les temps où la vaccine humaine était de pratique courante, des épidémies importantes de syphilis vaccinale.

Telle l'épidémie de Rivalta en 1841 dans la province d'Alexandrie «... quarante-six enfants sont vaccinés avec le vaccin d'un enfant syphilitique et sur ces 46 enfants, 38

prennent la syphilis vaccinale. Un de ces 38 enfants sert à vacciner 17 autres et 7 de ces nouveaux vaccinés prennent la syphilis. Par ricochet de contagion, ces enfants infectèrent leurs mères qui les allaitaient ; en résumé, dans un petit village où la syphilis était inconnue, 52 personnes sont atteintes de la syphilis et 7 succombent à la maladie. En 1880, en Algérie, 58 soldats du 4^e régiment de zouaves sont infectés de la syphilis par la vaccination. » (1)

Tous les baisers peuvent donner la syphilis :

« Il n'est pas nécessaire que ce soit un baiser passionnel, ardent, prolongé et réciproque, tout mode de contact labial suffit. Aussi bien que du baiser d'amour on a vu la contagion dériver du baiser de l'amitié, du baiser simplement affectueux, familial, respectueux même, voire du baiser indifférent, tel que celui que l'on donne au petit enfant inconnu qui vous tend sa tête blonde. Les petits enfants sont très souvent victimes de ce fait qu'ils embrassent tout le monde et sont encore plus embrassés qu'ils n'embrassent. Le petit enfant, a dit Michelet, est fait pour le baiser, il l'attire, il le provoque. C'est là un triste privilège. » (Fournier.)

Des vierges ont été contaminées de la même manière, des fiancées ont contracté la syphilis dans un chaste baiser ; de toutes jeunes femmes sont contaminées à la bouche dès les premières semaines de leur mariage par des maris peu scrupuleux, porteurs de plaques muqueuses buccales. Une jeune femme, lors du passage à la sacristie, occasion de

(1) Louis RENON. Les Maladies populaires.

cette ridicule et dangereuse convention mondaine des embrassements, contracta la syphilis, nous rapporte le D^r Raoult.

Les sièges des cabinets, où sont déposés souvent les objets de pansements, ont fait de nombreuses victimes, témoin celle de l'observation du D^r Jullien, précédemment citée.

Les canules d'injecteurs, de laveurs ont pu à juste titre être parfois incriminées, comme dans cette observation que nous devons à un confrère et ami :

Une jeune femme de vingt ans, vient me consulter pour une éruption discrète répandue sur tout le corps. A l'examen on reconnaît aisément une roséole syphilitique, en outre on trouve manifestement l'engorgement notable des ganglions mastoïdiens.

L'examen des parties génitales permet de découvrir à la partie inférieure de la vulve, au niveau de la fourchette, une ulcération, indurée, rouge et minuscule qui n'est autre que l'accident initial.

Très étonnée, cette femme affirme n'avoir pas eu d'autres rapports qu'avec son amant attitré qu'elle affectionne passionnément et qui lui-même est absolument sain.

Enquête est faite pour trouver le mode de contamination, et l'on apprend qu'une femme de chambre peu scrupuleuse usait tous les jours de l'injecteur de sa maîtresse.

Or, cette femme de chambre était, paraît-il, en pleine période d'éruptions secondaires et portait notamment des plaques muqueuses vulvaires.

On n'en n'est plus à compter les victimes des coiffeurs infectées par le rasoir ; les contaminations sont connues effectuées par les plumes, porte-plumes, crayons, pinceaux, portés à la bouche, par les instruments de dentistes, les

bâtons de colle à bouche, les cornets acoustiques, les pièces de monnaie tenues entre les lèvres, comme le font très souvent les receveurs de tramways ou d'omnibus, les pipes et porte-cigarettes ou cigares, et jusqu'à la guillotine qui, dans les bureaux de tabac, sert à couper l'extrémité des cigares, préalablement mis dans la bouche le plus souvent.

On a pu incriminer tous les ustensiles de cuisine et toute la vaisselle, l'argenterie et la verrerie.

La contamination par les verres à boire est affirmée par de nombreuses observations, notamment celle-ci du Dr H. Malherbe :

Un jeune ménage rencontre au milieu de ses pérégrinations un ami du mari ; celui-ci, fêtard de premier ordre et en pleine période d'accidents secondaires, les invite à venir consommer avec lui dans un café ; là, croyant faire un trait d'esprit et prétendant vouloir connaître la pensée de la jeune femme en buvant dans son verre, croyance stupide autant que dangereuse, il échange son verre contre le sien.

Or le jeune homme avait les lèvres garnies d'abondantes plaques muqueuses.

Trois semaines après cet incident la jeune femme se présentait à notre consultation avec un chancre syphilitique à la lèvre supérieure. Elle eut une vérole sévère, au cours de laquelle elle contagiona son mari.

Par cette incomplète énumération de facteurs de propagation, on peut juger combien à tort le public attribue à la débauche seule le fait de contracter une maladie vénérienne ; celle-ci peut atteindre les hommes les plus vertueux dans les actes les plus ordinaires de la vie journalière.

Et ainsi l'on conçoit que le porteur d'un chancre labial ou amygdalien n'est pas toujours celui qui, se souvenant du conseil renfermé dans ces mots de Sénèque :

... si succederit de genui pugnat (1)

aura été saphiste à un moment de sa vie.

Il faut répandre largement cette notion pour que chacun, se sentant menacé, ne puisse se désintéresser d'une lutte où tous doivent apporter leur concours en vue d'un résultat sérieux.

En contemplant ce péril vénérien tel que nous l'avons brièvement exposé, l'on répète bien volontiers avec Ricord : « Si tu ne crains pas Dieu, crains... autre chose ! »

(1) S'il tombe, qu'il combatte à genoux.

CAUSES DE PROPAGATION DES MALADIES VÉNÉRIENNES

D'abord et surtout la prostitution. — La prostitution dans l'antiquité et dans les temps modernes. — Maisons de tolérance.

La propagation des maladies vénériennes peut se faire, nous venons de le voir, par des circonstances fortuites, mais si l'on cherche l'origine, la cause première de la contamination de l'individu propagateur, on trouve toujours *la prostituée*.

Que faut-il entendre par ce mot? Les auteurs en ont donné de nombreuses et variées définitions; la meilleure est, nous semble-t-il, celle du Digeste, qu'acceptèrent aussi MM. Richard et Le Pileur, d'après laquelle la prostituée est celle qui se donne « ... *palam... sine delectu... pecunia accepta* », c'est-à-dire se livre publiquement au premier venu moyennant une rémunération pécuniaire. Pour être complet, on devrait ajouter « et n'a d'autres moyens d'existence que les relations passagères qu'elle entretient avec un plus ou moins grand nombre d'individus. »

On conçoit quelle différence dans le chiffre et dans la

qualité des prostituées apporte la définition de ce mot ; quoiqu'il en soit, la prostituée est une femme qui vit de l'amour ; aussi conçoit-on qu'il y en ait toujours eu.

Le culte de l'amour précéda chez l'homme toute conscience.

« D'une manière générale, appréciant au point de vue physiologique les documents relatifs aux mœurs des premiers peuples civilisés, on peut chez tous distinguer *a priori* deux classes de femmes, les unes destinées par le mariage à la reproduction de l'espèce, vivant à peu près dans l'observation des lois de la nature, les autres ayant pour condition de se livrer à des fonctions sexuelles d'un autre genre, dont la fin est la stérilité pour elles et pour les hommes la surexcitation du sens génital avec tous les raffinements de la volupté. C'est chez celles-ci qu'il faut chercher les causes premières des maladies vénériennes, et ces aberrations des facultés morales dont la formule est encore à trouver. L'histoire de cette partie de la pathologie est donc étroitement liée à celle de la prostitution, plaie des races asiatiques, fléau fatal des générations futures qui, à notre exemple, en feront vraisemblablement la soupape de sûreté des passions humaines et la gardienne immorale de la moralité publique. » (1).

L'histoire de la prostitution présente trois phases bien distinctes : d'abord l'époque de la *prostitution hospitalière*, c'est-à-dire de la concession à titre plus ou moins gracieux à l'étranger de la femme esclave que l'hôte mettait à sa

(1) Ed. DUPOUY, *loc. cit.*

disposition en même temps que tous les objets de sa maison ; puis l'époque de la *prostitution sacrée*, répondant aux volontés des dieux, traduites naturellement par les prêtres, les premiers bénéficiaires ; enfin l'époque de la *prostitution légale*, qui tolère et sanctionne le commerce voluptueux, nécessaire et utile au point de vue de la morale et de l'hygiène, comme le reconnaissent les législateurs.

Cette classification, reconnue par tous les auteurs qui se sont occupés de l'histoire de la prostitution antique, se trouve notamment dans l'ouvrage de Rabutaux.

La première prostitution, la prostitution hospitalière, remontant à l'âge de pierre, a laissé peu de traces, et les auteurs sont muets sur une époque presque inconnue (1) ; en revanche la prostitution sacrée est décrite dans nombre d'ouvrages.

Les Hindous, sur lesquels nous trouvons les premiers renseignements, eurent le culte du Linguam, identique au Phallus grec et au Priape égyptien ; le Linguam était l'organe viril, considéré comme le symbole de la fécondation universelle, son culte et la prostitution sacrée qui en était la suite ont laissé de telles traces que des voyageurs parcourant l'Inde, il n'y a pas un siècle, les retrouvèrent aussi populaires qu'à l'époque de la tradition grecque.

L'abbé Mignot, dans son second *Mémoire sur les anciens philosophes de l'Inde*, en parle en ces termes : « Cette espèce de Linguam se trouve encore aujourd'hui dans l'Inde,

(1) La prostitution hospitalière est encore une pratique courante chez les Esquimaux et chez les Lapons.

comme on le voit par les figures des idoles de ce pays qui ont été envoyées à M. le Marquis de Marigny. »

Le culte du Linguam est si peu effacé dans l'Inde, que dans les hôtelleries et sur les voies publiques, il n'est pas rare d'apercevoir le dieu hindou, soit sous sa forme organique humaine, soit sous sa forme allégorique : un piédestal supportant un vase, d'où part un long cylindre. « Le piédestal, c'est Brahma; le vase, c'est Vishnu, le dieu femelle; le cylindre, c'est Chiven, ou le dieu mâle » (1). Telle est la trinité indienne.

Dans les pagodes consacrées à Chiven, les prêtres de ce dieu hindou « initient aux mystères de l'amour, dit Duquesne, les jeunes *Devadassi* que nous connaissons sous le nom de *Bayadères* ou *Bailadera*; et en même temps qu'elles sont consacrées au culte elles servent aux plaisirs du public, tout comme les courtisanes et prostituées de la Grèce. »

Chez les Assyriens, les Chaldéens, les Chananéens et les Phéniciens, le culte du Linguam se retrouve, avec quelques modifications d'ailleurs, sous les noms de Phallou, de Bahhal-Pehhor, de Moloch, d'Astis, et d'Adonis.

Le principal élément du culte de Bahhal, le plus connu de ces dieux, était la prostitution sacrée, et Pierre Dufour dit à propos des acolytes de ce dieu : « C'étaient de beaux jeunes hommes, sans barbe, qui, le corps épilé, frottés d'huiles parfumées, entretenaient un ignoble commerce

(1) Ed. DUPOUY, *loc. cit.*

d'impudicité dans le sanctuaire. La Vulgate les nomme *effeminati* — effeminés — ; en langue hébraïque on les appelait *Kedeschim*, c'est-à-dire saints ou consacrés. Leur rôle ordinaire consistait dans l'usage plus ou moins actif de leurs mystères infâmes ; ils se vendaient aux adorateurs de leur dieu et déposaient sur les autels le salaire de leur prostitution. Ce n'est pas tout, ils avaient des chiens dressés aux mêmes ignominies et le produit impur qu'ils retiraient de la vente ou du louage de ces animaux, le *prix du chien*, ils l'appliquaient aussi aux revenus du temple. »

Cette prostitution de l'homme fut l'origine de la castration chez les Orientaux.

Mais les hommes ne suffisant pas à tous les goûts sans doute, « on adjoignit aux *effeminés* une association de femmes qui se prostituaient au bénéfice de l'autel » (1).

Le culte de Mylitta, la Vénus asiatique, prit naissance en Chaldée et passa de ce pays dans toute l'Asie occidentale. C'était dans le principe le culte de l'amour céleste, de l'amour principe de la génération.

Chez les Lydiens, où les marchands phéniciens avaient transporté cette déification des jouissances vénériennes, la prostitution sacrée devint légale pour la première fois.

Hérodote parlant de la prostitution des filles lydiennes se sert des mots : *energa somatikôs paidiskai*, que Henri Heine a traduits : *ces filles font leur métier horizontalement*. Saint-Augustin, d'après Anthénagoras, dit des Phéniciens :

(1) Ed. DUPOUY, *loc. cit.*

« *Veneri etiam dabant de prostitutione filiarum antequam jungerent illas viro* » (1).

Les Egyptiens sacrifiaient au culte de Priape, d'Isis et d'Osiris. « Les prêtres de l'Antique Egypte enseignaient qu'au printemps, quand le Soleil-Osiris ramène la vie à la nature, la fécondité à la terre et aux animaux, il entre dans la constellation du Taureau ; Osiris devait donc, dans la langue parlée à Memphis, avoir pour emblème le Taureau, Apis et Isis : la terre, celui d'une vache. En ajoutant au mot Apis le préfixe *pre* qui indique une chose sacrée, on fit Priape, qui désigna les parties sacrées d'Osiris. »

La prostitution légale marcha de pair en Egypte avec la prostitution sacrée et la renommée rapporte que les courtisanes Egyptiennes furent très recherchées.

L'Egypte eut ses Almées (3), chanteuses et danseuses, comme l'Inde ses Bayadères, et cette catégorie de femmes, fort appréciée, se retrouve chez les Hébreux, où elles se recrutaient parmi les meilleures familles, témoin Salomé, nièce d'Hérode, une des plus connues.

Les Hébreux n'eurent rien à envier aux autres peuples sous le rapport de la débauche et de la licence.

« La Genèse nous montre Agar se prostituant à Abraham, déjà marié à sa sœur de père, à Sarai ; les filles de Loth se prostituant à leur père après l'avoir enivré ; Léa et

(1) Ils livraient même leurs filles à la prostitution avant de les donner en mariage.

(2) DUPOUY.

(3) Du mot arabe Almeh : savant.

Rachel prostituant leurs servantes à Jacob ; Bala, une des femmes de Jacob, se prostituant au fils, à Ruben ; Thamor se prostituant à Juda, son beau-père... etc. » (1).

La prostitution n'avait d'ailleurs rien de déshonorant aux yeux des Hébreux, que ne retenait aucune loi civile dans le débordement de leurs instincts même antiphysiques.

Moïse, dans le Lévitique, s'éleva courageusement et avec force contre le spectacle d'une débauche, dont il constatait les tristes conséquences, mais ses objurgations furent vaines.

En vain, dans le décor imposant du Sinaï, il leur avait prêché, au nom de son Dieu : « Vous ne paillarderez point, vous ne coinvoiterez point la femme de votre voisin ».

Avec les Grecs et le culte de Vénus, on arrive à une conception idéalisée de l'amour, que n'avait pas connue les peuples asiatiques.

Les courtisanes, *hiérodules* ou *consacrées*, continuaient en Grèce, au début, la prostitution sacrée, qui dura peu d'ailleurs, pour faire place à la prostitution légale ; celle-ci convenait mieux au caractère artistique des Héllènes qui s'accommodaient mal des cérémonies obscènes et des mystères cyniquement érotiques de la première. « Cependant, leur mépris pour le culte de la Vénus asiatique les avait conduits à l'adultère, au concubinage et aux pratiques de l'amour antiphysique.

« Donc, autant pour sauvegarder l'honneur des femmes et la pudeur des filles grecques que pour prévenir les effets

(1) DUPOUY, *loc. cit.*

de la pédérastie des jeunes gens, Solon établit la prostitution légale sous le contrôle de l'Etat » (1).

Et voilà apparue officiellement la maison de tolérance, déjà dessinée dans ce temple de la Vénus Mylitta où, nous dit Hérodote, le père de l'Histoire, « les filles de Babylone sont obligées de se livrer une fois en leur vie, et pour de l'argent, aux désirs d'un étranger » (2).

Solon, le premier, fonda à Athènes des *dictérions*, c'est-à-dire des établissements où des esclaves entretenues aux frais de l'Etat s'offraient pour une obole (trois sous) aux désirs des visiteurs. A en croire les écrivains de l'époque, ils auraient été reconnus d'une utilité incontestable et leur création aurait valu à leur inventeur le titre de bienfaiteur (3).

Les dictérions étaient placés sous la protection de la loi, en tant qu'établissements d'utilité publique, pour répondre aux besoins physiologiques des jeunes gens et des étrangers. C'était la part du feu offerte à l'immoralité et à l'hygiène publique, car, dit P. Dufour, *on n'avait là aucun risque à courir, comme si la prévoyance de Solon eut joint un dispensaire à sa fondation*, opinion contrôlée par cette citation du poète Eubulide : « C'est à ces belles filles que tu peux acheter du plaisir pour quelques écus, et cela *sans le moindre danger* ». On reconnaissait donc déjà les dangers de la prostitution clandestine.

(1) Ed. DUPOUY, *loc. cit.*

(2) HÉRODOTE, Hist., Liv. II.

(3) BÉRAULT, La Maison de tolérance.

« La prostitution légale en Grèce n'était pas représentée seulement par les dictérions autorisés et les dictérions municipaux créés par Solon. Elle avait aussi des courtisanes libres que l'on peut ranger dans trois grandes catégories bien distinctes : les *dictériades*, analogues aux femmes en carte modernes, se livrant à la prostitution pour leur compte ; les *aulétrides*, danseuses et joueuses de flûte, qui donnaient des représentations à domicile et se montraient dans des endroits publics, et les hétaires (1), femmes galantes, demi-mondaines de grande et de petite marque, dont quelques-unes jouèrent un certain rôle dans l'histoire littéraire, artistique, philosophique et politique de la Grèce » (2).

De même qu'à Athènes, on trouve à Rome, en y étudiant la prostitution, deux catégories de prostituées : les femmes enfermées dans des maisons publiques et les courtisanes libres, innombrables, dans les rangs desquelles un grand nombre de femmes mariées se glissaient clandestinement, avec ou sans le consentement de leurs maris.

Mais on ne retrouve pas chez les Romains, l'hétaire grecque ; ce peuple était en effet incapable d'apprécier ce genre de femme si fameuse à Athènes notamment : la conception qu'entretenaient les Romains de la femme, leurs appétits trop matériels, la fierté de leur politique, ne pouvaient admettre la camarade, la conseillère et confidente.

La prostitution masculine ne le cédait rien à la prostitution féminine et on la trouve à son maximum d'intensité

(1) Du mot grec *Etaira*, du radical *Ethès* : ami, camarade.

(2) Ed. DUPOUY, *loc. cit.*

sous les empereurs qui donnèrent, il est vrai, les pires exemples et ne rougirent pas de se prostituer eux-mêmes. comme nous le raconte Suétone."

Les lupanars romains eurent autant de vogue que les dictérions grecs et M. Bérault nous les décrit ainsi :

« De même que la Grèce avait eu ses *dictérions*, Rome eut ses *lupanars* ; on appelait ainsi les lieux de débauche à cause du nom de louve, *lupa*, donné par des bergers à la femme d'un de leurs compagnons, Acatia Laurentia, la nourrice des célèbres jumeaux, Romulus et Remus (1), appellation qu'elle devait à sa grande beauté et à l'appétit charnel qu'elle possédait. Comme à l'origine, ces lieux étaient voûtés, on appela *fornications* les actes qui s'y commettaient, le mot *fornix* signifiant *voûte* en latin. Ils se trouvaient surtout dans les quartiers excentriques, comme celui de Suburre, au Mont Cœlius, près des casernes, dans celui des Esquilies et aux environs du Cirque. Dans le centre de la ville, il y en avait également, notamment près du temple de la Paix, c'étaient les plus aristocratiques et les mieux tenus. La disposition de ces lieux que Tertullien appelait consistoires de la débauche (2), a été décrite par maints auteurs anciens, notamment Pétrone (3). Ils se composaient d'une série de cellules ayant deux portes, l'une pour l'entrée et l'autre pour la sortie, donnant sur une rue différente. Ils étaient placés la plupart du temps dans une ruelle obscure, mais à la porte un énorme

(1) TITE-LIVE. Liv. 1, 4.

(2) TERTULLIEN. *Ad uxorem*, II, 6.

(3) SATIRYCON.

priape qui, la nuit, se transformait en lanterne, indiquait suffisamment la destination du lieu. Devant chaque cellule, un écriteau indiquait si elle était libre ou non, ainsi que le prix donnant droit aux faveurs de la locataire, prix qui était perçu d'avance. Dans les lupanars riches, les cellules donnaient sur une cour intérieure, les meubles étaient luxueux, un plus nombreux personnel était attaché à l'établissement sous la direction du tenancier ou *leno*. »

Nous nous sommes permis d'emprunter ce long passage *in integro* à M. Bérault, qui, dans son très intéressant ouvrage sur la Maison de Tolérance, nous donne de précieux et curieux renseignements sur les mœurs d'un peuple, auquel nous devons tant et chez lequel on trouve l'origine d'usages ou de mots actuellement encore en cours.

Ces lupanars eurent un succès prodigieux et les philosophes les recommandèrent de préférence aux *meritoria taberna*, sorte d'hôtels interlopes, répondant assez exactement à nos maisons de chambres garnies louées au mois, au jour, à l'heure. Caton ne disait-il pas à un jeune homme sortant d'un lieu de débauche : « Sitôt que l'âcre luxure a gonflé les veines, c'est là que doivent aller les jeunes gens, au lieu de poursuivre les femmes d'autrui » (1).

Les lupanars étaient au nombre de quarante-six ; mais à côté de ces établissements, voués par destination au trafic de la prostitution, il y en avait d'autres qui s'y prêtaient complaisamment, tels les cabarets, les tavernes et les bains.

Là, on rencontrait les prostituées isolées, les unes

(1) HORACE. Sat. 1-2-30.

soumises, les *meretrices*, reconnues, patentées, puisqu'elles payaient une redevance à l'État, et les *prostibulæ*, insoumises, qui trafiquaient de leurs charmes jour et nuit, liberté, qui, au nom de la morale, n'était pas accordée aux *meretrices*, dont le commerce ne devait s'exercer qu'à la nuit tombée.

A côté des *meretrices* et des *prostibulæ* et leur faisant concurrence, on désignait sous le nom d'*alicariæ* les filles publiques qui avaient coutume de solliciter les passants dans les carrefours et sur le seuil des boulangeries ; les *bustariæ* avaient le cynisme de se vendre dans l'ombre nostalgique des cimetières, enfin des *copæ* vivaient au sein des cabarets, se prêtant aux plus immondes complaisances.

Les Romains qualifiaient de *putæ* les filles de la basse prostitution, nom qui est passé avec un très léger changement dans l'argot français, s'appliquant aux mêmes personnes.

Et déjà s'ébauche une certaine réglementation : « Certaines obligations visaient à Rome la prostitution, l'une de celles-ci obligeait notamment toutes les femmes qui se disposaient à vivre de leur corps à solliciter de l'édile une autorisation qu'on appelait la *licentia stupri*, en même temps on inscrivait sur des tablettes spéciales les déclarations relatives à l'état-civil des nouvelles prostituées, et on prenait, si étrange que cela puisse paraître, une mention toute particulière du taux de leurs faveurs. C'est d'après cette dernière indication que se calculait la taxe proportionnelle réclamée par les édiles en paiement du *vectigal*, impôt établi par l'État sur la prostitution publique.

« Toute la réglementation des mœurs consistait donc

dans le nombre des précautions nécessaires pour assurer d'une manière exacte et régulière l'exécution des mesures fiscales et punir l'insoumission ou l'infraction à ces ordonnances. Les édiles enquêtaient sur place, dans les maisons publiques (1) pour préciser l'identité des pensionnaires ; ils veillaient à ce que les formalités administratives fussent strictement remplies et ne se préoccupaient en aucune manière des droits impartis à l'Etat pour le maintien de la santé publique. Les incursions inopinées des édiles, leurs brusques interrogatoires, leur soudaine apparition dans les *popinæ*, dans les hôtelleries ou cabarets soupçonnés de favoriser le commerce clandestin des courtisanes non pourvues de la *licentia stupri*, leurs prérogatives et leurs abus de pouvoirs défrayaient déjà la chronique scandaleuse de Rome.... » (Paul-Louis Garnier) (2).

Il y avait à Rome trente-deux mille prostituées ; proportionnellement à la population, c'était un chiffre bien supérieur à celui qu'elles atteignent à Paris actuellement.

La prostitution, qui s'était épanouie depuis le commencement des siècles, avec la sanction des gouvernements et

(1) Contrairement à cette affirmation de visite à domicile, nous lisons dans *Rome au siècle d'Auguste*, de Dezobry, page 407 :

« ... Les mœurs des femmes sont également sous la surveillance des édiles et les courtisanes dépendent tout à fait de ces magistrats ; ils tiennent la liste de toutes celles qui habitent dans leur ressort et nulle ne peut exercer son infâme métier sans avoir fait au préalable la déclaration devant eux et chez eux, car *entrer dans le repaire des femmes de mauvaise vie leur est interdit* ; gardiens de la morale publique, ils se souilleraient dans ces lieux impurs ».

(2) Paul-Louis GARNIER. — Introduction historique au *Prolétariat de l'Amour*, de Henri Turot.

l'indulgence des moralistes, trouva dans le christianisme un adversaire redoutable.

Les premiers chrétiens, dans l'enthousiasme et la ferveur de leur zèle de néophyte, allaient prêchant la chasteté, en donnant eux-mêmes l'exemple et répétant les commandements de Dieu, dont l'inobservance est sévèrement punie par la loi divine.

Le sixième commandement ne dit-il pas :

« *Luxurieux point ne seras
De corps, ni de consentement* ».

et le suivant ajoute :

« *Œuvre de chair ne désireras
Qu'en mariage seulement* ».

Le commerce charnel illicite est condamné par l'Eglise, qui considère comme fautes mortelles le concubinage et l'adultère ; aussi voyons-nous, aux époques de ferveur religieuse, les débauchés et les adultères être cruellement punis.

« Dans certaines villes, nous dit notre ami et confrère, le Dr Paul Bruzon, en obéissance aux ordres de l'évêque, l'épouse coupable fut promenée à califourchon sur un âne et son complice exposé au pilori. Tout le monde connaît la cruelle façon dont le chanoine Fulbert fit punir Abeilard.

» La prostitution fut aussi réprouvée par l'Eglise.

» Cependant, les papes semblent l'avoir jusqu'à un certain point tolérée dans leurs états et nous savons qu'au

temps où les abbés avaient l'autorité souveraine sur une partie de la France mérovingienne, la visite et le maintien de l'ordre dans les lupanars entraient parmi les attributs du barbier du couvent. Les premiers essais de réglementation de la prostitution furent faits à l'instigation du clergé.

» En 800, Charlemagne, nommé empereur d'Occident, ordonne que les femmes de mauvaise vie seraient devêtues et battues de verges en public. L'homme qui aurait donné asile à une prostituée devait payer une amende, puis la porter sur ses épaules de chez lui à la place publique. En 1254, saint Louis fit bannir les prostituées. En 1256, il leur interdit l'entrée des églises et des cimetières. En 1360 furent fondées les premières maisons de tolérance parisiennes et le prévôt de Paris interdit aux pensionnaires de ces établissements de porter le même costume que les sages demoiselles.

» Une ordonnance du 18 septembre 1367 indique comme maisons tolérées celles de l'Abreuvoir, Macon, de la Boucherie, de la rue du Froid-Mantel, du clos Bruneau, de la cour Robert de Paris, de la rue Chapon. En 1369, l'évêque de Toulouse fit savoir par une lettre pastorale qu'il exigeait que toutes les filles qui faisaient commerce de leur corps dans son diocèse, portassent une marque sur leurs vêtements. En 1560, l'archevêque de Paris réussit à faire abolir complètement les mauvais lieux (1). »

La prostitution qui avait disparu ou s'était atténuée avec

(1) Dr P. BRUZON. *La Médecine et les Religions.*

les Gaulois et les Francs reparait sous Charlemagne ; si le christianisme semble l'avoir diminuée, c'est moins par le fait de la foi, croyons-nous, qu'à par les châtimens corporels et peines matérielles que l'ingérence des abbés dans le gouvernement valait aux débauchés.

C'est ainsi que, nous dit Bruzon, « durant tout le moyen âge, les étudiants de la faculté de Paris qui étaient convaincus d'avoir eu commerce avec une ribaude étaient exclus des cours pendant un temps plus ou moins long. »

Au cas où pareille mesure aurait actuellement cours, nous soupçonnons les amphithéâtres de la Faculté d'être bientôt déserts.

Si chez les Gaulois et les Francs la prostitution fut pour ainsi dire inconnue, la raison en est à la vie pénible de ces peuples qui passaient leur temps à la chasse ou à la guerre, dépensant ainsi leur excès de vitalité et d'énergie.

Aussi, lorsque les temps deviennent plus calmes, la vie plus casanière et renfermée, avec le moyen âge, la prostitution reparait et la sévérité des édits lancés contre elle ne la fit diminuer qu'en apparence ; elle n'en devint que plus clandestine.

Les mesures sévères prises par Charlemagne ne firent que rendre plus prudentes les habitantes des puits d'amour, ainsi nommés parce que les maisons de prostituées avoisinaient les puits.

Ces puits d'amour furent remplacés au XII^e siècle par les

bordes ou *bordeaux* (1), désignés également sous le nom de *clapiers* ou d'*étuves*, qui servaient de refuge à celles qu'on appelait avec mépris des *putes* et des *garses*.

Louis IX, avec l'aide de Guillaume III, évêque de Paris, fit bâtir l'hôpital des Filles-Dieu à l'usage des prostituées repenties, mais, dans le même temps qu'il donnait aux filles publiques une preuve de mansuétude, il punissait de peines sévères la prostitution.

Le premier essai de réglementation, hygiénique apparaît avec Jeanne I^{re}, reine des Deux Siciles et comtesse de Provence, qui permet à Avignon la création d'un lieu de débauche, mais ordonne (2) une visite hebdomadaire des femmes, qui doit être pratiquée par une baillive et un chirurgien, de telle sorte que « s'il s'en trouve quelqu'une qui ait contracté du mal venant de paillardise, qu'elle soit séparée des autres pour qu'elle ne puisse point s'abandonner et donner du mal à la jeunesse » (3). Ce souci, une première fois manifesté de réglementation hygiénique, sera toujours désormais la préoccupation des gouvernements dans les siècles qui suivront et on les verra dans ce but édicter des mesures diverses autant que bizarres, inappliquées autant qu'inapplicables.

Paris, à la fin du *xv^e* siècle, comptait officiellement six

(1) « Nous deffuïons honneur, il nous deffuie
En ce *bordeau* où nous tenons notre Etat ».

(Ballade de la grosse Margot. — VILLON).

(2) SABATIER. Histoire de la Législation sur les femmes publiques, 1828.

(3) G. BÉRAULT. La Maison de Tolérance.

mille prostituées, mais combien de clandestines ne venaient pas augmenter ce chiffre.

Cependant les filles publiques étaient de plus en plus surveillées et traquées, et la police abattait sa lourde main sur elles, comme nous le dit M. Paul-Louis Garnier :

« En vertu d'une ordonnance de police rendue en novembre 1778, le raccolage fut interdit à Paris. Une infraction à cette règle était punie de prison. C'est à ce moment que la police décida de contrôler d'une manière effective le fonctionnement des lieux de prostitution. Ainsi fut créé « le département des demoiselles » que surveillaient avec un arbitraire, qui impliquait le droit aux plus odieuses complaisances, des officiers de police. Trente-deux mille prostituées étaient inscrites sur les livres de police, sous le règne de Louis XV ; on soumettait celles d'entre elles qui avaient contracté des affections vénériennes à des vexations humiliantes qui se traduisaient par des peines corporelles. La formalité de l'inscription qui mettait les filles à la discrétion de la police fut rigoureusement exigée en 1789.... » (1)

Et c'est ainsi que la prostitution, remontant à la plus haute antiquité, est arrivée jusqu'à nous avec le cortège des maladies vénériennes qu'elle entretenait.

Ce très court aperçu de l'évolution de la prostitution à travers les âges est évidemment imparfait, mais outre qu'un historique complet eut fait double emploi après le livre si documenté du Dr Ed. Dupouy, il n'eut pas trouvé

(1) Paul-Louis GARNIER. *Loc. cit.*

place ici, où nous avons eu le seul souci de rechercher dans l'histoire l'enseignement qu'elle comporte toujours, par les exemples qu'elle nous offre ou les indications qu'elle peut nous fournir.

Il n'était pas sans intérêt, nous a-t-il semblé, de rechercher l'étymologie de mots, l'origine d'usages qui se retrouvent actuellement et c'est le cas de le dire ici, comme en bien autres matières « *nul novi sub sole.* »

C'est en vain que certains gouvernements ont lutté pour étouffer la prostitution toujours vivace ; la plupart des législateurs se sont résignés avec raison à la tolérer, persuadés comme St-Thomas qu'elle est utile : « Retranchez, dit celui-ci, les femmes publiques du sein de la société, la débauche la troublera par des désordres de tout genre. Les prostituées sont dans une cité ce qu'est un cloaque dans un palais ; supprimez le cloaque, le palais deviendra un lieu malpropre et infect. »

Aussi, convaincus de cette vérité, les gouvernements ont-ils pris le parti de tolérer et de reconnaître la prostitution, espérant diminuer ses risques en la canalisant.

Nous allons voir maintenant ce qu'elle est à notre époque. La France sera principalement notre champ d'observations et Paris fixera plus particulièrement notre attention, parce qu'il est le centre, d'où part en notre pays toute vie, tout exemple bon ou mauvais et que, par sa situation dans le monde, il a un rôle prépondérant dans l'univers entier.

Paris est réputé universellement comme un lupanar, comme le lieu de la corruption la plus raffinée, et si l'on

se bornait au seul spectacle de notre capitale, sans regarder les nations voisines, on serait tenté de trouver les reproches mérités, tant la prostitution étend ses tentacules sur la grande cité.

Certes, le spectacle de l'infortune des autres ne diminue pas la nôtre, mais nous permet au moins de leur répondre quand, affichant un mépris déplacé pour nos mœurs, ils nous considèrent comme une nation dissolue, incapable de saine énergie et uniquement soucieuse de s'amuser.

A écouter nos pudibonds voisins d'Outre-Manche, on serait presque tenté de croire que la prostitution n'existe pas chez eux, et cependant le premier venu peut, en se promenant le soir dans Saint-James Park, dans Piccadily ou dans l'East-End, se faire une opinion sur cette question.

Les journaux anglais qui, chaque semaine, notent les ravages causés dans l'armée par les maladies vénériennes, nous renseignent par là sur la chasteté de leurs nationaux.

La Norvège pratique, dit-on, l'hospitalité la plus large, et les étrangers en rapportent des souvenirs de tous genres.

A Munich, à Berlin, on retrouve la prostitution aussi bien organisée qu'à Paris, et le Professeur Lesser, dans une leçon faite à la Charité en 1900, avouait le nombre et le danger des prostituées de Berlin.

« Et dans cette bonne ville de Fribourg, où l'on ne trouve pourtant jamais un étudiant en compagnie suspecte, comment se fait-il que les salles de syphilitiques soient aussi bien garnies qu'ailleurs?

» Faut-il donc croire qu'en ce pays des *Gretchen*, des

Dorothées, des mœurs idylliques et des forêts primitives rappelant l'âge d'or, on doit, comme pour l'autre âge d'or, dire avec Juvénal :

« Dans ces grottes, sur ces montagnes

« Oserait-on jurer qu'il ne se passe rien ? » (1).

Les auteurs varient sur le chiffre des prostituées qui semble atteindre à Paris 40 à 50.000, sur lesquelles on compte 6.031 filles inscrites à la Préfecture de Police en 1903; les 40.000 autres, si l'on s'arrête à ce chiffre, étant des clandestines, des insoumises.

On conçoit ce que ce chiffre peut avoir d'approximatif, vu l'impossibilité d'établir une statistique portant sur les éléments aussi divers que nombreux constituant les clandestines, dans les rangs desquelles entrent la domestique autant que la grande dame, la petite ouvrière comme la demi-mondaine.

Quelles multiples formes et quels aspects curieux présente cette prostitution; toutes les classes sociales, toutes les professions lui fournissent des recrues: la femme de chambre accorte, la cuisinière au tablier blanc et au sourire engageant, l'employée à la mise discrète, l'ouvrière au coquet corsage, deviennent souvent des prostituées après quelques amourettes; à côté des demi-mondaines au luxe éblouissant, aux pompeux équipages, aux dessous alléchants, prend place la femme du monde, singeant la cocotte, et ne se bornant pas à la toilette dans son imita-

1. Dr F. JOUON. Conférence imaginaire sur le Péril vénérien, 1901.

tion ; l'adultère n'a pas seulement de vogue dans la littérature, on le trouve à chaque pas dans la vie, et nombre de femmes, dites honnêtes, ne sont, en somme, que des prostituées, comme cette Raymonde Ridère, une des *Manceilles* d'André Couvreur.

On coudoie les clandestines partout, on les rencontre maquillées, affichant une prétendue profession ou une situation sociale fausse, destinées à allécher les passants depuis « la fausse veuve aux longs voiles de deuil qui fait les cimetières, jusqu'à la pseudo-nourrice, qui fait les gares — la gare Saint-Lazare principalement — ou bien encore la petite parfumeuse des passages qui pleure dans son tablier noir ; la grosse brune sur le retour, pommadée, astiquée, dégageant à chaque pas d'après effluves de lilas et de chypre, qui charme les longueurs du voyage sur la ligne de Versailles ou sur la ligne de Ceinture ; la sévère Alsacienne qui promène autour de l'Opéra son bonnet aux grandes ailes ; la petite brunette de douze ans à peine, arrêtée au Bois de Boulogne, en compagnie de son souteur....

« Allez donc vous promener, vers quatre heures, au moment de la sortie des élèves du lycée Condorcet par exemple, passage du Havre, rue Saint-Lazare, rue Caumartin. C'est l'heure où les filles bien nippées commencent à faire leur tournée d'avant dîner.

« Il en est une à l'allure modeste, presque toujours habillée d'un costume de drap sombre, elle porte sur son visage maquillé une voilette épaisse à travers laquelle brillent des yeux luisants comme des escarboucles.....

Attendez le coup de cloche annonçant la sortie tumultueuse des externes et vous verrez cette femme indifférente aux provocations des passants, se redresser, sourire et se porter rapidement vers une des portes du lycée..... » (1)

Parmi les lieux favoris de la prostitution clandestine, il faut mentionner les bals publics dans lesquels le défilé des filles est trop connu pour qu'on y insiste ; les brasseries, que ce soit les tables d'hôtes de Montmartre, appelées jadis le Conservatoire de Lesbos, les luxueux établissements des grands boulevards, ou les tavernes et cabarets à l'aspect bien particulier de la Rive Gauche.

Dans ces derniers, les femmes sont souvent nourries par le patron qui parfois leur accorde un salaire suivant l'achalandage dont elles sont susceptibles ; dans certains établissements du quartier de la Sorbonne et du boulevard Saint-Michel, la fille donne au commencement de la journée un ou deux francs, mais en revanche elle est nourrie le soir.

Dans quelques brasseries, la femme donne tant au patron, tant au garçon (2).

Chaque brasserie a ses usages et dans celles de la Rive Droite, les femmes sont obligées de se nourrir et même paient au patron une certaine redevance.

Dans les petits débits, non seulement la bonne n'est pas payée, mais elle verse au patron 3 fr. 50 par jour pour pouvoir y *travailler*... et, moyennant cette redevance, le patron ferme les yeux sur l'arrière-boutique où la bonne

(1) GORON. Le Marché aux Femmes.

(2) MARTINEAU. — La Prostitution Clandestine.

a une moyenne de six à dix rencontres les jours sur semaine et parfois de quinze à vingt les dimanches et jours fériés quand *l'ouvrage donne*.

M. le professeur Fournier, dans son rapport à l'Académie de Médecine, en 1887, montrait tout le danger de ces débits ; il citait le cas de cette Luxembourgeoise qui, entrée vierge, comme domestique, dans un de ces établissements, céda aux menaces de son patron qui entendait qu'elle excitât les mineurs à boire et qu'elle se prostituât ; elle fut infectée et, bien que porteuse de plaques muqueuses vulvaires confluentes, elle n'en continua pas moins pendant cinq mois à recevoir trois, cinq ou six hommes quotidiennement sans intermission d'un seul jour.

Ce qui donne, en prenant le chiffre quotidien minimum de deux, environ trois cents hommes ayant pu être contaminés par cette seule femme pendant les cinq mois.

Les maisons de parfumerie, ganteries, les librairies dans certains quartiers de Paris, sont aussi des nids fréquentés d'où l'on rapporte souvent des souvenirs... cuisants.

N'oublions pas les salons qui, sous une apparence décente, sont des repaires de prostituées présentées dans un élégant décor.

« Il y a dans certaine rue, dit le Dr Martineau, un appartement, d'apparence ordinaire, tenu par une femme et sa fille. Le soir on joue aux cartes en attendant que les hommes viennent. Toutes les après-midi des femmes s'y présentent pour savoir si on ne les a pas demandées pour le soir. Quand elles ne viennent pas et qu'on a

besoin d'elles, on les envoie chercher. Ces femmes sont généralement des femmes entretenues. Quelquefois on voit dans cette maison des femmes mariées. Les relations y sont assez haut cotées : on y paye rarement moins de cinq louis. Rarement aussi on y passe la nuit, on reste d'une heure à deux heures. Deux chambres seulement sont à la disposition des clients. » (1)

Les ateliers de modistes ou de couturières, les salons d'essayage sont surtout le champ de bataille des femmes mariées qui viennent y faire payer leurs notes par de riches messieurs préférant les femmes *honnêtes*.

Ces maisons clandestines existent dans tous les pays : la chaste Edimbourg, la pudique ville de Londres ont leurs maisons de nuit ; Berlin, Vienne, Bruxelles comptent de nombreuses maisons de rendez-vous très prospères.

Aux raffinés, aux blasés, les proxénètes fournissent des saphistes, soit de femme à homme, soit de femme à femme, soit d'homme à homme, connus alors sous l'épithète de pédérastes, car le sexe dit « laid » fournit de nombreux adhérents à la prostitution.

Les pratiques de Sapho trouvent de nombreux adeptes, notamment dans les jeunes fleuristes de 12 à 13 ans qui fréquentent le soir les cafés, offrant des violettes ou des roses, mais surtout leur *savoir faire*, et dans les jolis jeunes gens imberbes, clients ordinaires de certain bal de la rive gauche.

Voilà quelques-uns des nombreux aspects de la prosti-

(1) MARTINEAU, *loc. cit.*

tution clandestine ; on peut passer à côté sans la reconnaître et ce maquillage en constitue le plus grand danger, car beaucoup de ceux qui se défient des professionnelles ne savent pas à qui ils s'adressent lorsque, croyant à une bonne fortune, ils emmènent dans leur chambre la prétendue modiste ou la fausse veuve.

La fille publique soumise, c'est la pierreuse, la femme de la dernière catégorie qui, prête à toutes les complaisances et en maigre équipage, vous provoque au passage, se cachant dans les coins sombres, et vous invitant du geste, du regard et de la voix : « Psstt, il y a du feu chez moi... viens beau brun... je serais bien gentille. »

Son seul aspect dégoûte beaucoup de jeunes gens qui craignent avec elle une contamination dont ils ont vaguement entendu parler et ces mêmes jeunes gens se précipiteront sur la fille aux dessous soignés, au corsage de soie ou de mousseline transparente qui leur donne l'illusion de la conquête, les flatte dans leur amour-propre et a le tact souvent de ne parler du *petit cadeau* qu'après.

La conclusion sera la blennorrhagie ou la syphilis plus souvent encore avec la clandestine qu'avec la soumise, quoi qu'en disent certains abolitionnistes.

Dans les 6.031 filles inscrites sur les registres de la Préfecture de police, figurent 387 filles de maisons ; c'est un chiffre bien minime, en raison de ce qu'il fut autrefois : 772 filles en 1880 pour ne pas remonter plus haut.

Le nombre des maisons de tolérance diminue chaque année, au lieu de 69 en 1888 il n'est plus que de 47 actuellement.

Cette diminution est due à plusieurs causes : d'abord les démolitions de vieux quartiers, les difficultés d'installation, la concurrence des maisons de rendez-vous et de la prostitution clandestine, enfin et surtout l'évolution des idées et des sentiments à notre époque et cela non seulement à Paris, mais en province : à Lyon, en 1895, les maisons ne sont plus que 17 ; à Marseille, en 1899, 12 ; à Nantes, en 1905, 14, alors qu'elles atteignaient en 1885 le chiffre de 31 ; à Bordeaux, 19 en 1896, et à Brest, 21 en 1891.

On trouve la même décroissance à l'étranger : à Saint-Pétersbourg on n'en compte plus que 64 en 1891 ; à Bruxelles 6 en 1901, et 24 à Rome en 1900.

La maison de tolérance n'est plus dans les mœurs, et celles qui existent encore sont plutôt un lieu de curiosité que vont visiter les étrangers, elles constituent le but de promenade traditionnel de la « tournée des grands ducs » qui vont y contempler des spectacles tout particuliers.

Beaucoup de ces maisons ont en effet une spécialité de tableaux vivants, dans lesquels l'immobilité n'est pas toujours de rigueur, où, au contraire, certains mouvements sont reconnus devoir intéresser les spectateurs, les « voyeurs » qui ont payé souvent fort cher leurs places pour ce genre de spectacle, offert par nombre de tenanciers d'établissements hospitaliers.

Pour fournir ces maisons en femmes existe un réseau de proxénètes très bien organisé, pour leur attirer des clients un syndicat de rabatteurs.

Si les tenanciers n'ont pas leur journal, ils ont du moins leur annuaire tout comme les corps constitués : l'Annuaire

Reirum, mentionné par Fiaux, sorte de bottin spécial qui peut servir d'indicateur aux hommes en mal d'amour et qui traite également de questions professionnelles.

Beaucoup d'auteurs ont cherché à s'expliquer cette disparition des lupanars francs, pourrions-nous dire, car les maisons de passe qui leur ont succédé ne varient guère que par l'enseigne absente.

Le Pileur dit à ce sujet : « Le nombre des maisons de tolérance diminue et par contre celui des brasseries à femmes, véritables maisons de tolérance, moins le titre, augmente dans des proportions colossales » (1).

En 1888, les brasseries de femmes au nombre de 200 à Paris « renferment » 1,000 serveuses et les tenanciers de ces estaminets par leurs enseignes (Moulins... de quelque couleur qu'ils soient) ne laissent aucune illusion au public sur les distractions offertes à l'intérieur.

Ces brasseries ont été un moment un véritable fléau par leur nombre et leurs méfaits. Bien des potaches, des élèves des écoles, qui n'oseraient pas entrer dans la maison de tolérance, viennent en foule dans ces brasseries « ... où servent des marquises Pompadour, des Italiennes ou des Russes... »

La verseuse donne au jeune homme l'illusion de l'amour et, lui prodiguant des caresses que sa situation l'oblige à accorder au premier venu, elle grise doublement le naïf qui vient la frôler ; de telle sorte que dans ce milieu les

(1) *Journal de Médecine de Paris*, 3 février 1889.

jeunes gens s'abîment l'estomac, le cœur, l'imagination... et le reste.

Nous préférons à cette dégradation le « simple régal physiologique » que va prendre, poussé par un impérieux besoin, le jeune homme avec les pensionnaires de maisons cloîtrées ; là du moins il ne passera pas ses journées, ne s'abrutira pas en s'intoxiquant, usera, mais n'abusera pas, reprenant le sentiment du devoir et de la dignité aussitôt le besoin satisfait.

Le pays où les brasseries sont le plus en vogue, l'Allemagne, nous donne une preuve de nos légitimes craintes sur l'imminence du danger dans ces sortes d'établissements : d'après le Dr Mugden, 30 % des Kellnerinen de Berlin sont syphilitiques.

La prostitution, avons-nous dit au commencement de ce chapitre, est la grande pourvoyeuse des maladies vénériennes. Toute prostituée, par le fait même de son commerce avec un grand nombre d'hommes, est fatalement condamnée à être contaminée à une certaine époque, qui d'ordinaire est précoce, et à rendre avec usure ce qu'elle a reçu, car il suffit d'une Messaline pour contaminer un nombre d'hommes considérable.

« Et lassata viris, nondum exsatiata recessit » (Juvénal).

C'est presque toujours dans les premières années où elle se prostitue que la fille est contaminée, aussi est-elle en pleine évolution morbide, en pleine virulence à l'âge où sa beauté brille du plus vif éclat. On a pu dire que prostituée à 16 ans, la fille publique était blennorragique à 17 et syphilitique à 18.

Et ceci nous amène à considérer le rôle des mineures dans la prostitution et dans la propagation des maladies vénériennes, l'une accompagnant toujours l'autre.

Tous les auteurs ont constaté que les mineures fournissaient les plus fortes recrues de la prostitution ; les chiffres, sur ce point, ont peu varié.

Le Dr Jullien, sur 1.808 prostituées, compte 658 âgées de moins de 21 ans, et ce distingué praticien ajoute : « Trois âges (17, 18, 19 ans), détiennent incontestablement le privilège de l'initiation à la débauche ». Le même auteur résume ses propres statistiques comme suit : « La prostituée est infectée entre 17 et 20 ans dans près de la moitié des cas, soit 47.95 % ».

Le Dr Commenge arrive sensiblement aux mêmes chiffres.

Le nombre des mineures arrêtées et examinées au Dispensaire de Salubrité de Paris a été, en deux années, de 12.615 sur lesquelles on a trouvé 4.712 malades : 2.651 fois accidents syphilitiques ; 2.169 fois accidents vénériens.

A 12 ans, une malade avec des accidents vénériens ; à 13 ans, 10 malades avec 5 fois accidents syphilitiques et 5 fois accidents vénériens ; à 14 ans, 207 malades avec 76 fois accidents syphilitiques et 131 fois accidents vénériens ; à 16 ans, 493 malades avec 137 fois accidents syphilitiques et 291 fois accidents vénériens ; à 17 ans, 854 malades avec 470 accidents syphilitiques et 384 fois accidents vénériens ; à 18 ans, 1,040 malades, 580 fois accidents syphilitiques et 480 fois accidents vénériens ; à 19 ans, 978 malades, 567 fois accidents syphilitiques et 394

fois accidents vénériens ; à 20 ans, 1,074 malades, 569 accidents syphilitiques et 431 fois accidents vénériens.

Le Dr Sperk arrive, pour St-Pétesbourg, presque exactement au même chiffre que le Dr Jullien : « 47.6 % des filles se trouvant à la période condylomateuse étaient âgées de 15 à 20 ans ».

M. le Dr Hoëffell (de Bouxviller) déclare, lui aussi, que « ce sont surtout les jeunes prostituées qui sont prises de syphilis ».

Le Dr Richelot fait de la prostitution en Angleterre un effroyable tableau. Il a puisé ses documents à quatre sources : l'ouvrage du Dr Ryan, *Prostitution in London* ; les *Etudes sur l'Angleterre*, par Léon Faucher ; *Prostitution in relation to public Health* du Dr W. Acton, et un article du Dr T. S. Holland, dans la *British and Foreign medico-chirur. Review*, volume XIII, page 457, écrits qui remontent à un demi-siècle. *

« Une enquête faite à Londres en 1835 avait donné le chiffre de 80.000 prostituées pour Londres ; des milliers de ces malheureuses n'avaient pas plus de 11 à 14 ans, et les auteurs avouent, ajoute le Dr Richelot, que les deux tiers des prostituées de Londres ont moins de vingt ans ; qu'à Londres et dans sa banlieue on compte une prostituée sur sept femmes honnêtes, et que, dans les rangs inférieurs de la société, sur trois jeunes filles, il y en a une qui devient prostituée avant l'âge de 20 ans.

» Parmi les maisons consacrées à la prostitution, dit-il, il y en a qui sont organisées spécialement pour recevoir et débaucher des jeunes filles âgées de moins de quatorze ans.

Dans près de la moitié de ces établissements on attire également des jeunes enfants de l'autre sexe. »

Les raisons de la contamination si fréquente des filles mineures sont nombreuses : l'âge, qui s'accompagne d'ignorance, d'insouciance, les rend plus généreuses de leurs corps ; leurs attraits plus recherchés ; enfin leur commerce clandestin, car, plus timorées et plus achalandées que les majeures, elles tombent moins souvent que ces dernières sous le coup des règlements de police, et évitent ainsi plus facilement la mise en carte.

Le chiffre de celles qui cependant sont inscrites est encore assez important : le nombre des nouvelles inscriptions de mineures était, en 1900, de 253 à Paris, d'après le Dr Fiaux.

Or, nous le répétons, ce chiffre est insignifiant par rapport au chiffre réel, que contribuent à parfaire toutes celles qui, suffisamment recherchées, n'ont pas besoin de se livrer au raccolage et ne courent pas le risque de l'arrestation.

Cette prostitution des mineures est un point capital ; et au chapitre de la prophylaxie, nous nous appuierons sur les chiffres cités ici pour réclamer hautement des gouvernants la suppression (autant qu'elle est possible) de la prostitution des mineures.

Sous quelque aspect qu'elles se présentent, sous quelque nom qu'on les désigne et quelle que soit la taxe de leurs faveurs, les prostituées sont les grandes propagatrices des maladies vénériennes, et nous leur devons en grande partie les chiffres actuels :

43 hommes vénériens pour 1.000 en France et en Russie, 63 en Autriche-Hongrie, 71 en Italie, et 69 en Hollande.

Nous avons esquissé sans fausse pudeur le tableau de la prostitution antique et moderne, adoptant le précepte de Senèque :

Depictam semet adversatur pravitas (1).

(1) Il n'y a que la corruption qui s'offense du tableau de la corruption.

AUTRES FACTEURS DE CONTAMINATION

DONT LA PLUPART SONT AUSSI

DES CAUSES DE PROSTITUTION

Éducation mal comprise ou manque d'éducation, ignorance, misère et promiscuité, proxénétisme, spectacles, livres et journaux pornographiques, charlatanisme para-médical, le mariage tardif.

« On nous apprend à vivre quand la vie est passée. Cent escoliers ont pris la vérole avant que d'être arrivés à la leçon d'Aristote : *De la tempérance.* » (MONTAIGNE)

La prostitution est, de l'avis de tous les hygiénistes, le plus important facteur de la contamination vénérienne, mais il en est d'autres qui, pour ne pas jouer le premier rôle, ne sont pas négligeables et, en premier lieu, la mauvaise éducation que nous avons mise intentionnellement en tête de ce chapitre.

Prenons en effet l'enfant, le garçon à douze ou treize ans dans les familles riches, aisées ou simplement bourgeoises, et prenons-le à cet âge, qui coïncide généralement avec l'éveil des sens : pour certains le danger est déjà menaçant.

L'enfant est interne ou externe pour s'arrêter à deux grandes divisions, il vit au collège, au lycée ou dans la famille.

Au collège, dans cette malsaine agglomération d'enfants et d'adolescents, les pires exemples s'offrent à ses yeux, les plus mauvais instincts se donnent libre cours, et si l'on confessait chaque débauché en particulier, combien avoueraient que leur initiation fut faite dans leur jeune âge par des grands qui ont corrompu leur âme et éveillé de mauvais instincts, alors qu'ils ne s'annonçaient nullement comme des enfants vicieux.

Qui ne connaît les dangers des séjours prolongés aux water-closets, les tête à tête démoralisateurs du dortoir ! Hélas ! des méfaits de l'internat les garçons ne sont pas seuls victimes et, dans certains pensionnats, dans certains couvents, les choses se passent de la même façon ; de telle sorte que nous aurons en ces enfants, garçons et filles, un terrain merveilleusement préparé à toutes les turpitudes.

L'externe ne connaît pas généralement ces dangers, mais il rencontre ceux de la rue en rentrant du collège où les parents n'ont pas toujours le souci ou la possibilité de les accompagner ; ils trouvent chez eux les domestiques, souvent leur seule compagnie par l'incurie des parents, soucieux avant tout de se distraire et de satisfaire aux obligations mondaines. Garçons et filles ont à leur dispositions, dans l'intérieur familial, ces livres, ces brochures, ces journaux, ces gravures immondes, pour lesquelles la censure est si bonne mère, qui entrent dans les maisons même honnêtes sous le prétexte d'art et y produisent des

ravages énormes : la lecture, la vue de ces pornographies éveillent une sensualité toujours latente chez les êtres les plus naïfs et les plus chastes, et de la curiosité à la recherche de la satisfaction il n'y a qu'un pas vite franchi.

Désormais plus de « *mens sana in corpore sano* », la masturbation, la pédérastie ont fait leur apparition. Nous ne nous étendrons pas sur les funestes conséquences de cette initiation trop précoce.

Si nous regardons dans le peuple, c'est pis encore : le gamin de douze ans, la fillette de dix sont livrés à la rue, aux hasards des rencontres, à la lecture de toutes les feuilles qui traînent aux devantures, aux tentations du trottoir. Dans la famille l'exemple est-il meilleur ? un père trop souvent ivrogne, une mère pas toujours digne, les grands frères et les sœurs aînées parlant librement devant eux de leur vie peu exemplaire ; et l'on s'étonne que l'enfant, entouré de pareils dangers, puisse prendre la mauvaise voie.

Comment une conscience se formant dans un semblable milieu peut-elle, à moins de miracle, se former droite avec une conception juste de l'honnêteté, du devoir, dont la réalité présente de si rares exemples.

Le jeune homme, la jeune fille arrivent ainsi à seize, dix-sept, dix-huit ans.

Quelle est, à ce moment, la vie des premiers ? Si nous considérons les jeunes gens de la classe aisée, nous voyons les uns terminer leurs études au collège, les autres se diriger vers le commerce ou l'industrie ; certains ambitionnent une position libérale, d'autres visent les grandes écoles ou se lancent dans les encombrements du fonctionnarisme.

Quelle que soit la voie adoptée, le jeune homme y est neuf fois sur dix abandonné à lui-même ; plus ou moins surveillé, plus ou moins renfermé jusqu'ici, il a le sentiment de la liberté pour la première fois et le désir d'en jouir ; or, cette liberté coïncide avec une certaine mentalité particulière à cet âge, un éveil des sens, un besoin de quelque chose inconnu et pourtant désiré. Où l'entraîneront ses nouvelles aspirations, il ne s'en doute même pas ; il ne saurait peut-être vers quel but les diriger, si la société ne le guidait elle-même.

Cette même société qui fonde des ligues de chasteté, des œuvres contre le danger de la démoralisation, a pour coutume de dire que le jeune homme doit « *s'amuser* ». Et vraiment on conçoit que celui-ci n'avait pas besoin d'y être poussé pour se ruer vers le plaisir sous quelque forme qu'il se présente et qui se résume dans ce mot d'argot bien connu : la noce.

Pour la plupart des jeunes gens, la femme, au début au moins, résume toutes les convoitises ; mais comme l'objet de ses ardents désirs, la femme, qui personnifie l'amour, se rencontre surtout dans les endroits où l'on s'amuse, comme ces endroits sont les cafés, brasseries, tavernes, le jeune homme s'y échoue naturellement et, sur cette pente rapide, chaque pas en avant élève un obstacle à son retour dans le droit chemin.

L'adolescent, hier encore un enfant, a trouvé la description de l'amour, l'a entendu chanter, l'a vu peindre partout, avec les accents les plus doux, sous les plus riantes couleurs, aussi, poussé en outre par un sentiment trop

humain, il est amoureux de l'amour, épris de toute femme qui pourra répondre à sa tendresse, plus encore qu'à sa sensualité, rarement dominante à cet âge.

Il se met donc à la recherche de l'initiatrice et la découvre dans les domestiques de sa maison, dans les ouvrières du quartier, mais bien plus souvent dans la prostituée classique, ce qui est fort compréhensible.

Celle-ci, en effet, n'est-elle pas l'exutoire naturel, vouée par essence à toutes les complaisances, d'accès facile, quand elle ne fait pas elle-même les premiers pas. Elle est l'initiatrice la plus habituelle du jeune homme vierge, qu'elle recherche par vice pour la nouveauté qu'il lui apporte, par goût pour sa naïveté et sa politesse — car le viveur seul devient insolent vis-à-vis de la femme — par intérêt enfin, car l'assoiffé d'amour ne croit jamais payer suffisamment la satisfaction de sa tendresse et, dans sa timidité, s'imaginerait manquer à l'honneur en refusant à *une femme* ce qu'elle demande.

Pour l'ouvrier, l'homme de la classe populaire, l'initiation est toute différente et généralement, une fille de son milieu y pourvoit. Il ne saurait faire le plus souvent les frais d'une conquête, mais entre camarades, entre voisins qui s'amusent et se frôlent quotidiennement, l'acte finit presque naturellement par s'accomplir.

Riches ou pauvres, aristocrates, bourgeois ou ouvriers perdent leur virginité, dans la moyenne de neuf sur dix, avant vingt ans et perdent trop souvent à la même époque leur santé.

Le Professeur Fournier, dans une importante statistique

ne comprenant pas moins de dix mille cas de syphilis observés en ville sur des sujets de la classe bourgeoise et aristocratique, et tous relatifs à des contaminations de provenance sexuelle, compte 821 cas de contaminés avant la vingtième année. Sur 100 cas de syphilis, il en est plus de huit où la contamination se produit de 14 à 19 ans, quelques cas avant même ; pour la blennorrhagie, les statistiques sont encore plus démonstratives. La syphilis du cerveau, dans un dixième des cas, trouve son origine dans un accident primitif contracté avant vingt ans.

La jeune fille est-elle mieux défendue, prémunie contre les dangers qui l'assaillent dès son entrée dans la vie ?

La jeune fille de famille est en général suffisamment garantie quant à ce qui est de l'intégrité du corps au moins, car l'époux devra le plus souvent se contenter d'une virginité physique : la défloration morale est faite depuis longtemps et les *Agnès* sont un article rare.

Devons-nous élever des plaintes à ce sujet ??

Donc, il est entendu que la jeune fille, vivant dans sa famille et n'ayant pas besoin de travailler, c'est-à-dire éloignée de la promiscuité fâcheuse de l'atelier et de la rue, arrive sans encombres au mariage. Exception faite toutefois pour le type peu rare de la demi-vierge, magistralement dépeinte par Marcel Prévost, qui sans être mariée court une partie des risques et reste susceptible de recueillir dans des caresses ou des frôlements une contamination dont le coût complet n'a pas le monopole.

L'employée de bureau, la factrice, l'ouvrière, la femme de chambre et la bonne à tout faire sont au contraire

menacées de tous côtés : c'est le camarade d'atelier ou de bureau, c'est le maître de maison, ce sont les autres domestiques. Elles sont la proie désignée aux bas appétits d'une foule masculine, habituée à considérer la femme comme un jouet, comme la dispensatrice obligée de ses plaisirs.

Comment en serait-il autrement alors que sont d'usage courant des aphorismes tels que celui-ci trop souvent placé dans la bouche d'un père inconscient :

« Mon coq est lâché, gardez vos poules ».

Elles se gardent bien mal les poules, mais la faute ne leur incombe pas entièrement, car l'éducation reçue ne les a nullement prémunies.

Toutes ne connaissent de l'amour que le côté idéal et charmant, décrit par les poètes. Comment se douteraient-elles que celui qui leur offre si gentiment sa tendresse, une tendresse à laquelle tout leur être répond, leur apporte en même temps que son affection, quelque chose de plus durable : le gonocoque ou le virus syphilitique. Heureuses encore si en outre elles ne recueillent point une grossesse inopinée.

Quelle est celle d'entre elles qui a seulement entendue parler du péril vénérien ; elles craignent l'enfant, mais la maladie, elles ne la soupçonnent même pas.

Toutes les turpitudes, tous les spectacles ignobles ont défilé devant leurs yeux, mais on aurait craint de les faire rougir en leur parlant pathologie.

Dans cette ignorance, la fille élevée à l'école communale n'a rien à envier à la fille d'ouvrier, avec cette légère différence que cette dernière, plus naïve et plus ignorante de

la vie, aura peut-être plus de tendance encore à s'étonner d'un monde qu'on s'est efforcé de lui cacher ou de lui peindre sous des couleurs sombres à l'excès.

Tous, jeunes gens ou jeunes filles, si leur profession ne leur permet pas de vivre dans leurs familles, milieu qui n'est pas toujours une école de vertu, mais demeure cependant préférable à tout autre, vivent de la vie d'hôtel et de restaurant et l'on conçoit tout ce que cet isolement, cet abandon aura de funeste influence sur leur existence.

Nous ignorons totalement en France les bienfaits de la « petite famille » si justement appréciée chez nos voisins d'Outre-Manche et d'Outre-Rhin. Voici, d'après M. Marc Reville, en quoi consiste la « petite famille » :

« Pour une très modeste somme, une veuve ou mère, ayant déjà élevé ses enfants, présentant des garanties de moralité indiscutables, reçoit sous son toit un certain nombre de jeunes filles, sans que la quantité de celles-ci puisse dépasser une douzaine (peut-être serait-il avantageux de restreindre encore ce chiffre). Pendant le jour, ces jeunes pensionnaires vont à leur travail, et tous les soirs, elles reviennent s'asseoir à la table commune où l'on ne peut pas craindre pour elles de mauvaises fréquentations. Ainsi elles prennent l'habitude d'une existence régulière et s'accoutument à ne demander leurs ressources qu'au travail honnête. »

Au lieu de cette organisation si féconde en heureux résultats et applicable aux jeunes gens autant qu'aux jeunes filles, que voyons-nous en France : ceux-ci sont jusqu'à un certain âge, variable suivant la profession choisie

et les idées des parents, retenus dans l'atmosphère familiale, puis brusquement jetés dans la vie et ce changement subit de l'internat ou de la vie de famille à la plus grande liberté ne va pas sans une certaine désorientation nuisible à l'équilibre moral.

Aux dangers d'une éducation incomprise s'ajoute l'ignorance, poussée aux dernières limites dans l'immense majorité du public ; non seulement dans le peuple, mais dans les classes les plus éclairées, les maladies vénériennes ne sont que fort peu connues, confondues les unes avec les autres et attribuées à des causes inexactes.

Combien de gens du monde ne connaissent de la blennorrhagie que l'écoulement et de la syphilis que son accident initial, le chancre.

La plupart ignorent le caractère spécifique de ces affections, en attribuent faussement la cause à la malpropreté, au coït pratiqué pendant la période menstruelle, préjugé très répandu.

Plus en ce sujet encore qu'en tout autre, les préjugés sont nombreux et enracinés, tel celui qui attribue ces maladies à la débauche, leur donnant un cachet défavorable et accolant à ces affections le qualificatif de *secrètes* ou de *honteuses*.

Et ainsi sera taxé de débauché le malheureux qui, par raison ou par économie,

..... *Non cuivis homini contingit adire Corinthum* (1)

ayant de rares coïts, sera un jour infecté.

(1) Il n'est pas à la portée de tous d'aller à Corinthe. Horace. Epître à Sœvea. (Les prostituées de Corinthe étaient réputées pour le chiffre élevé auquel elles taxaient leurs faveurs.)

Qu'il nous soit permis de citer ici ces lignes très vraies empruntées à Michel Corday :

« Il y a deux courants à redresser. D'un côté, une formidable conspiration du silence autour du fléau, un parti pris d'ignorer le danger, sa nature, ses aspects, ses ravages, de n'en parler jamais que sur le mode plaisant ou grivois. De l'autre côté, par une incurable contradiction, un si terrible renom d'ignomie attaché au mal que ses victimes en rougissent comme d'une tache à l'honneur, le cachent et lui préfèrent parfois la mort. Mais ces deux courants d'erreurs jaillissent d'une même source abondante et profonde : la honte du sexe, la honte attachée à tout ce qui naît du sexe : amour, douleur, maternité, contagion. Tout est honteux, tout est secret, tout est caché sous un même voile, avec le même soin hypocrite et niais. Qui donc inventa ce mot supide de « maladie honteuse » ? Pourquoi est-elle plus honteuse que la phtisie ?... »

» Il est des maladies contagieuses qu'on passe volontiers sous silence parce qu'il est convenu qu'à propos d'elles la meilleure tactique est celle du bandeau sur les yeux : bandeau sur les yeux des jeunes gens, bandeau sur les yeux des jeunes filles, bandeau sur les yeux de l'époux, bandeau sur les yeux de l'épouse... On immole à ce Moloch plus d'existences que n'en ont consommé les guerres les plus meurtrières, et quand on cherche à appeler sur ce point la résistance des victimes, la voix publique répond : « Ah ! je vous en prie, n'en parlons pas. Ce n'est pas convenable. »

C'est animée de cet esprit que la Censure, la même qui

tolère les couplets obscènes autant que stupides débités chaque soir dans les cafés-concerts, qui donne son visa aux journaux immondes dits amusants, a apposé son *veto* à la représentation des « Avariés », de Brieux.

Les censeurs ont peut-être ainsi doublé le succès de cette œuvre forte que nous verrons un jour prochain représenter puisque M. Chaumié, plus avisé, a levé l'interdiction.

Certains auteurs ont eu le courage d'apporter dans la littérature un enseignement qui pénétrera mieux sans doute que n'eussent pu le faire des leçons dogmatiques, et on doit applaudir à l'initiative de Brieux, de Michel Corday, d'André Couvreur, de Paul Bru, pour ne citer que les plus justement connus.

Combien de jeunes gens qui « s'amuse » liraient avec profit *Vénus ou les Deux Risques* et *Les Mancenilles* ; combien d'hommes, avant de se marier, devraient méditer sur *L'Insexuée* ; pour beaucoup peut-être, la crainte serait le commencement de la sagesse.

Espérons que, par ces moyens, on réussira à intéresser la masse et à faire disparaître ces erreurs, dont la perpétration est la honte d'une époque prétendue civilisée : telle cette croyance populaire que la maladie s'atténue ou disparaît quand elle est transmise à une autre personne, à une vierge de préférence.

Le cas est exposé dans *Les Mancenilles*, d'André Couvreur, cas qui, pour être présenté comme fiction, n'en existe pas moins dans la réalité.

Une brute avait violé une enfant de quinze ans et lui

avait donné la syphilis : « C'était un préjugé, en effet, et il l'exposait avec foi, en racontant que la maladie abandonne celui qui en est atteint, lorsqu'il la transmet à une vierge. On lui avait donné le mal et il le rendait, n'était-ce pas justice ? »

Dire qu'il se trouve à notre époque d'instruction universellement répandue, des gens assez inconscients pour nourrir l'idée exprimée dans cette dernière phrase : rendre ce qu'on a reçu et ce n'est que justice ; il a suffi que ce fut sur le chapitre des maladies vénériennes que ce préjugé porte, pour qu'aucun homme de cœur, de bon sens, ne se lève et traite d'infâme l'individu mettant en pratique de semblables principes.

Et, cependant, combien l'ignorance planant sur ce genre d'affections fait de victimes ; comme preuve de cette ignorance, nous prenons la liberté de reproduire ce trait du Dr Fournier, cité par Raoult :

« Une femme du monde racontait que sa nourrice avait du lait en telle abondance, qu'il lui arrivait fréquemment, à la promenade, de donner le sein à deux ou trois enfants, parce que son nourrisson ne pouvait en prendre suffisamment pour la soulager. Cette dame semblait fière d'avoir une si bonne nourrice et s'amusait du moyen employé pour utiliser tant de lait.

Sur la remarque qui lui fut faite que ce moyen était très dangereux et que la nourrice s'exposait à prendre la syphilis et à la transmettre à son nourrisson, elle s'écria surprise : « Mais, docteur, qu'est-ce donc que la syphilis ? »

Est-ce une maladie *honteuse* et contractée dans la

débauche, la syphilis qui atteint la nourrice coupable seulement de donner son lait à un enfant syphilitique héréditaire dont elle ignorait la tare ? Débauche sans doute, de l'avis de certains beaux parleurs, le bébé qui est contagionné par une nourrice syphilitique ?

Et ces cas sont fréquents de syphilis transmise par l'enfant à la nourrice ou réciproquement et nous avons personnellement connu une petite fille qui, porteuse actuellement de kératite parenchymateuse spécifique, a, malgré un énergique traitement, conservé ce souvenir dû à une nourrice infectée.

Ceux qui se désintéressent de la lutte contre les maladies vénériennes tiendront peut-être, pour une juste punition de ses vices, la syphilis qui atteint cet enfant dont M. Fournier rapporte le cas curieux au point de vue étiologique.

Un bébé de quatre ans jouait aux Tuileries en compagnie de sa bonne, tout à coup il tombe en courant et se fait une légère égratignure au genou. Une dame inconnue se précipite au secours du bébé, tire de sa poche du taffetas d'Angleterre, le mouille de sa salive et l'applique sur le genou de l'enfant.

Quatre semaines plus tard celui-ci présentait un chancre syphilitique à ce niveau.

La salive avait été l'agent contaminateur, la charitable dame étant incontestablement porteuse de plaques muqueuses ou de chancres dans la bouche.

Tout est ombre, tout est silence sur cette matière et il faut arriver à la première Conférence internationale de

Bruxelles, en 1899, à la fondation de la Société française de Prophylaxie sanitaire et morale, le 31 mars 1901, pour voir les questions vénériennes officiellement traitées.

De nombreuses mesures ont été dans ces assemblées proposées par des hommes compétents et nous ne doutons pas que l'on arrive enfin à dissiper les ténèbres qui constituent un des principaux facteurs du péril vénérien.

Certes, cette question est multiple, et pour grand que soit le rôle de l'ignorance dans la propagation du mal de Vénus, d'autres causes s'y adjoignent, y contribuent pour une large part : la misère et la promiscuité entre autres.

La propagation des maladies vénériennes et la prostitution, avons-nous dit plusieurs fois, sont inséparables, et parmi les causes pourvoyeuses de cette dernière on ne saurait nier la très grande influence de la misère.

La prostituée-née de Lombroso est l'exception, et la plupart des filles publiques sont descendues à cet état dégradant poussées par le besoin.

Les femmes éprouvent en effet chaque jour des difficultés plus insurmontables à gagner leur pain : le nombre est restreint des emplois accessibles, la concurrence est grande et les hommes envahissent les professions qui semblaient devoir par leur nature être exclusivement féminines : les tailleurs et les chapeliers pour dames ne sont-ils pas très en vogue actuellement ?

Les salaires féminins sont très minimes parce que le nombre des carrières ouvertes à l'activité de cette moitié de l'humanité est excessivement restreint, tandis que celui

des femmes contraintes de pourvoir à leur subsistance par le travail est immense : d'après des relevés récents on en compte quatre millions et demi en France, de cinq à six millions en Allemagne, cinq millions en Italie, près d'un million en Belgique.

Celle qui gagne 1 fr. 25 par jour, soit 375 francs par an, peut-elle vraiment équilibrer son budget avec des recettes aussi minimes, les dépenses fussent-elles si infimes que possible ? En diminuant même autant qu'elle peut ses autres dépenses, elle ne dispose finalement pour sa nourriture que de treize sous par jour, et on conçoit sans peine qu'avec cette somme la faim même, sans parler de gourmandise, risque de n'être pas satisfaite : « ... Son budget est en équilibre, mais vienne l'hiver, c'est le froid ; le chômage, c'est la faim ; la maladie, c'est la mort. Voilà tout de même à quoi se résignent les saintes, celles qui savent se résigner. Les autres, celles qui ne se résignent pas, ne font que choisir une autre misère » (1).

Nous avons emprunté à M. Charles Benoist ce budget qui est celui d'une « petite main en confection », budget d'une partie des petites ouvrières ; il en est à la vérité de plus élevés, mais auxquels correspondent par contre des frais de représentation plus importants.

Comment s'étonner que tombent au ruisseau ces bonnes accourues au bureau de placement dans l'attente d'une place vainement cherchée et qui, ne disposant plus de l'argent nécessaire pour retourner dans leur village, ne

(1) Charles BENOIST. Les ouvrières de l'aiguille à Paris, 1895.

pouvant trouver de quoi se nourrir et se loger, font argent de la seule chose qui leur reste et qui constitue un capital surtout dans une grande ville : leur corps.

« Cette pauvre créature qui passe dans la rue couverte de boue, de baisers et de crachats, l'impudeur au front, le remords au cœur, le rire aux lèvres..... (1) », n'exerce souvent pas son métier de prostituée par vice ; elle n'a pu un jour équilibrer son budget et si vous lui demandez la raison de sa chute, elle vous répondra : « J'ai eu faim ! »

Et l'on se sent plein de pitié pour ces créatures vouées au malheur que la faim a fait tomber une première fois et qu'une société marâtre maintiendra dans la boue, quelque effort que les pauvres filles tentent pour s'en dégager.

Car c'est en vain que le poète a dit :

Ah ! n'insultez jamais une femme qui tombe...

Le monde n'a pas assez de mépris pour ces femmes dont il reconnaît cependant l'utilité, puisqu'il a jugé bon de leur accorder un brevet de libre commerce.

Avant de les condamner, il faut songer à toutes les excuses qui plaident en leur faveur : à toutes les causes qui ont rendu la chute facile, sinon inévitable : la mauvaise éducation ou le manque d'éducation, car combien sont plus amORAles qu'immORAles, le besoin, le milieu, les tentations sans nombre.

Le milieu est pernicieux : pour les ouvrières l'atelier est un foyer de contagion redoutable, où les plus âgées

(1) EsquROS. Les Vierges folles.

instruisent les plus naïves, les démoralisent, quand elles ne leur fournissent pas elles-mêmes ces plaisirs dont elles vantent si éloquemment le charme.

M. T. Fallot rapporte la confiance d'une ouvrière lui disant : « Sur trente ouvrières qui travaillions ensemble, nous n'étions que deux qui n'avions pas *quelqu'un* » (1).

Parmi ces filles hypnotisées par le plaisir, par l'amour dont la pratique procure le luxe, n'avoir pas d'amant est un déshonneur, en avoir plusieurs est une gloire.

Cet amour propre mal placé nous fait songer à la considération qui dans les lycées entoure parmi les élèves de seconde, de rhétorique ou de philosophie l'élève porteur d'une blennorrhagie. Ceux moins fortunés, qui n'ont pas encore eu « une sacrée chaudepisse » comme ils disent, envient l'heureux possesseur, qui d'ailleurs sait en tirer toute la gloire possible en donnant des détails.

Pour en revenir à l'ouvrière, après cette digression sur la mentalité des potaches, celle-ci est sollicitée à chaque instant par l'homme, que ce soit le maître, le patron ou le contremaître qui ne craignent pas d'abuser de leur autorité pour entraîner la jeune fille à l'abandon de son corps ; dans la rue, au restaurant, dans l'omnibus ou le métropolitain, partout se présentent le frôleur, le jeune homme bien mis et aimable, l'étudiant gai et bon enfant, le vieux monsieur riche et doucereux qui viennent offrir à la jeune fille : affection, jeunesse ou argent avec toutes les joies que ce dernier peut réaliser.

(1) FALLOT. La Femme Esclave.

Et cette jeune fille, flattée d'être recherchée, émue d'être frolée, à l'âge où le cœur chante, où les sens demandent satisfaction, où la coquetterie est fonction d'elle-même, aura bien du mérite à ne pas tomber, surtout quand l'offre se renouvellera à chaque pas et sera particulièrement tentante dans les moments de lassitude et de découragement.

Tels sont les dangers qui s'élèvent sur les pas de l'ouvrière, mais la domestique n'est-elle pas aussi en péril dans cette promiscuité « fréquente à Paris surtout, les domestiques quittant l'appartement de leurs maîtres pour aller passer la nuit, loin de toute surveillance, dans une chambrette contiguë à celles de tous leurs camarades de la même maison, hommes et femmes, naïves ou rouées. » (1)

Le maître, le fils de la maison sont fréquemment les coupables ; certaines mères ne poussent-elles pas l'égoïsme, pour ne pas dire plus, jusqu'à voir d'un bon œil, leurs fils séduire leur bonne, espérant qu'ainsi ils éviteront les dangers des distractions prises dehors, et que leur bourse et leur santé courront moins de risques : bien entendu, la domestique à peine enceinte sera jetée à la porte et vivra comme elle pourra. Elle ne saura même prétendre à de bons renseignements.

Et ainsi l'émigration de la campagne à la ville fournit les nouvelles recrues de la prostitution, car combien de pauvres filles ayant quitté leur village ne trouvent à la ville comme travail que celui offert aux trafiquantes d'amour.

La promiscuité même des familles ouvrières pauvres est

(1) Dr RAOULT. Prophylaxie de la Syphilis, 1902.

un danger et la confusion des sexes dans les lits, receptacles d'une partie de la famille, met en contact le frère et la sœur, le père et la fille et l'on sait trop qu'elles sont parfois les suites de ces contacts de deux épidermes. Il n'est pas rare « qu'un frère abuse de sa sœur ou que le père, rentrant en état d'ivresse, viole sa propre fille en l'absence ou pendant le sommeil de la mère. » (1)

Le fait a été affirmé par plusieurs auteurs et notamment par M. Brouardel dans la question des Logements insalubres, question reprise depuis par M. Bertillon sous le nom de *surpeuplement des habitations*.

Au cas où les femmes déjà assaillies par la misère et alléchées par les tentations de toutes sortes ne succomberaient pas d'elles-mêmes, le proxénétisme les guette sous ses innombrables formes et précipitera la chute. Il faut lire à ce sujet la *Prostitution clandestine à Paris* du Dr Commenge pour y voir les types de proxénètes qu'il peint, pris dans la triste réalité, depuis l'ignoble souteneur, dont le nombre a quadruplé dans ces vingt dernières années jusqu'à la douceuse et insinuante entremetteuse qui fréquente les salons du plus grand monde.

Le danger n'est certes pas négligeable que constitue la lecture des livres et journaux, la vue des gravures et albums, voire même à l'heure actuelle des cartes postales qui narrent et représentent des immondices.

Les livres les plus lus, de nos jours, sont ceux qui dépeignent avec un réalisme rarement surpassé l'amour

(1). REUSS. La prostitution en France et à l'Etranger.

dans toutes ses pratiques : ces livres et brochures sont, pour être mis à la portée de toutes les bourses, publiés à des prix infimes, dans des éditions de luxe, présentant en regard du texte les gravures les plus explicites. Les feuilletons, qui font la fortune des feuilles les plus sérieuses, ne parlent que d'adultère, de crimes, d'enfants trouvés, et c'est ainsi que les littérateurs, les journalistes, plus soucieux de gagner de l'argent que de moraliser la foule, corrompent sans remords les jeunes intelligences et détruisent les notions de la morale la plus élémentaire.

Il n'y a qu'à voir la place prépondérante donnée dans tous les quotidiens à un beau crime, à un sensationnel scandale pour se convaincre du fait. Les journaux n'ont pas assez de rédacteurs pour interviewer tous ceux qui, de près ou de loin, ont pu prendre part à des *messes* de quelque couleur qu'elles soient, depuis le concierge qui jetait d'indiscrets regards par le trou de la serrure, jusqu'au grand prêtre, porteur d'un nom plus ou moins retentissant, qui officiait dans ces divertissements de haute moralité.

Les lecteurs apprennent en détail toutes les bassesses des actes et toute l'ignominie des personnages : les journaux les plus achalandés sont ceux qui n'omettent rien, et la narration ne comporte pas toujours même ce grec et ce latin avec lesquels on est censé braver dans les mots l'honnêteté, mais en réalité sur lesquels on spéculé, certain d'éveiller une malsaine curiosité.

Sous prétexte d'études de nu, les dessinateurs, comptant avec la sensualité du public, lancent dans le monde des

dessins plus ou moins ignobles qui, sous couleur d'art, souvent absent, pénètrent partout.

Une bande d'auteurs sans talent, ne pouvant espérer un succès d'estime, ne visent qu'au succès de pornographie, plus facile à obtenir et à la portée de tous.

Enfin, on exalte l'art naturaliste et les théâtres à bureaux fermés, qui arborent le triste aspect d'une malsaine réalité et se vantent d'offrir un spectacle rare, voient affluer un public à qui ne suffit pas, sans doute, l'observation de la vie.

Les bals publics ont eu leurs dangers, atténués aujourd'hui en raison de la faveur et du nombre décroissants de ces établissements.

M. le comte d'Haussonville dit, à leur propos: « Beaucoup de jeunes filles font là leurs débuts dans la débauche, elles y viennent, tantôt attirées par la notoriété dont ces bals jouissent dans un certain monde, tantôt sous la conduite d'une amie complaisante, tantôt en société d'un amant de leur condition qui, après les avoir détournées de leur travail, ne serait pas fâché de se débarrasser de leur entretien. Lorsqu'une jeune fille a fréquenté quatre à cinq fois ces bouges, elle est perdue » (1).

Au charlatanisme para-médical revient l'erreur de beaucoup de personnes, et la Société de Prophylaxie s'est émue à juste titre de ce danger. Les affiches placardées sur les urinoirs et sur les chalets de nécessité étant une atteinte à la morale, puisqu'elles sont à la portée de tous les yeux,

(1) M. le comte d'HAUSSONVILLE. L'Enfance à Paris.

même les plus innocents, constituent, en outre, un scandale et un abus en ce qu'elles compromettent la guérison des individus assez niais pour ajouter foi à des prospectus affirmant la guérison des maladies les plus invétérées en quelques jours, de la syphilis sans mercure.

Si l'on ne peut poursuivre devant les tribunaux les honteux trafiquants de la santé publique et retrancher du corps médical les brebis galeuses qui ne rougissent pas de déshonorer leur profession en prenant rang parmi ces industriels éhontés, il appartient au moins aux municipalités de ne pas participer à ce commerce, en percevant un impôt sur l'affichage public de ces réclames malpropres et menteuses.

Nous sommes heureux d'applaudir à une récente décision du Conseil Municipal de Paris, interdisant désormais ce genre d'affichage ; il faut espérer, que les villes de province, panurges en de moins bonnes occasions, imiteront une fois de plus la capitale.

Enfin, le facteur le plus important peut-être de la contamination vénérienne réside dans le mariage tardif.

Nous voyons en France peu de mariages se conclure avant l'âge de 28 ans chez l'homme, quand ce n'est pas 30, 32, 35. Dans les classes aisées, les parents, dits prévoyants, hésitent à donner leur fille au jeune homme dont les revenus ne répondent pas à leur ambition ou dont la situation ne leur semble pas encore suffisamment établie. Dans la classe ouvrière, le service militaire se dresse comme un obstacle à toute union légitime avant vingt-cinq ans environ.

Les jeunes gens, d'un autre côté, poussés par leurs parents et avertis par l'expérience des difficultés matérielles de la vie, ne veulent prendre une jeune fille que bien dotée, sinon préfèrent s'abstenir. Aussi organisent-ils leur existence sans la femme légitime trop difficile à s'approprier dans des conditions *avantageuses*.

Dans cette longue attente imposée au jeune homme, celui-ci oublie le but : le mariage et la création d'une famille. Eloigné par les conventions mondaines de la jeune fille à laquelle il pourrait s'attacher, et pour laquelle il garderait sans doute le courage de réfréner ses désirs afin de rester digne d'elle et de la conquérir plus vite, il cesse d'entrevoir le but. Dans ses heures grises d'oisiveté, il cherche des distractions qui lui prendront bientôt plus que ses loisirs.

Les parents ne semblent pas se douter du changement opéré chez le jeune homme pendant cette trop longue période d'attente, de la façon singulière avec laquelle il envisage le mariage après un célibat prolongé, durant lequel il a peut-être augmenté ses ressources pécuniaires, mais souvent compromis sa santé physique et morale.

Perte de santé physique, puisqu'il reste rarement content ; durant cette longue attente il ébranle sa santé par les veilles et les excès de tous genres, et frôle chaque jour le danger ; dans cette vie de garçon, consacrée par le monde qui l'encourage à « jeter sa gourme » il aura pu devenir « l'avarié », le porteur de « goutte militaire ».

Perte de santé morale, car le jeune homme a vu disparaître ses illusions, ses enthousiasmes, souvent son respect

de la femme dans le commerce des prostituées, dans la pratique de l'adultère ; à l'homme accoutumé aux raffinements de la sensualité, la femme légitime semble bien fade dans le chaste abandon de son corps. Celui auquel les parents croiront pouvoir enfin donner leur fille sera trop souvent un blasé, un « vidé » qui voit dans le mariage « une fin ».

La moyenne des jeunes gens se marie à vingt-huit ou trente ans, peut-on supposer qu'ils demeurent vierges jusqu'à cet âge ? On ne le suppose pas, et il est plus d'un père qui hésiterait à donner sa fille à un garçon vraiment « neuf » ; la grande majorité des jeunes filles qui, à quelques exceptions près, savent à quoi s'en tenir de nos jours, seraient même peu flattées d'avoir les prémices de son époux qui réclame pourtant les siennes.

L'homme, à partir de vingt ans, sinon avant, cherche à satisfaire un instinct bien légitime, puisqu'il est en nous le plus puissant et que de sa non satisfaction résultent parfois des troubles nerveux, des malaises, dont quelques auteurs ont eu la franchise de faire l'aveu.

« *Abstine, sustine* », comme disait Epicure, est plus facile à dire qu'à mettre en pratique et si l'on rend hommage à ceux qui observent cette formule de la morale chrétienne « *Sobrii estote et vigilate* » il n'en est pas moins vrai que ceux-là sont l'exception.

Sans être dévoré du « *furor satyricus* », l'homme de 23 à 25 ans, auquel une union légitime ne vient pas offrir d'exutoire, a des besoins à satisfaire, besoins qui deviennent des ordres dans un monde où les sollicitations de

toute part viennent exciter un désir naturellement impérieux.

S'il est vrai que, d'après Figaro : « l'homme boit sans soif et fait l'amour en tout temps » suffit-il de lui dire pour le guérir « *Abstine* », et pourra-t-on le préserver ainsi du danger.

Le jeune homme le plus averti arrive, à certaines heures, à oublier les plus sages conseils, à négliger toute prudence, devient le *quærens quem devorat* qu'il faut plaindre et protéger.

De ce jeune homme que vous écarterez de toute vie sexuelle légitime, du mariage en un mot, comment exiger la continence jusqu'à cette date : « Ce serait un beau rêve, s'est-on écrié, mais la réalisation en est impossible ».

Le Dr Raoult, au début de son étude sur la prophylaxie de la syphilis, nous fait l'aveu de sa propre anxiété et nous la reproduisons, comme étant l'état d'âme de tout jeune homme capable de raisonner ses actes, d'en apercevoir les conséquences.

« Je dois avouer, dit cet auteur, que j'ai connu des heures d'anxiété poignante et je sais que d'autres ont souffert comme moi.

» Le doute, l'affreux doute étreint notre jeunesse. Ce qu'on appelle la vie de plaisir vient nous tenter avec l'approbation, avec l'encouragement de la société, mais nous en apercevons les dangers.

» Si nous pouvons, sans dégoût, changer chaque jour l'objet de nos amours, le fléau nous guette.

» Si, plus tendres, plus amoureux vraiment, nous ne

pouvons souffrir ce commerce impur, si nous ne pouvons séparer l'être moral de l'être physique, si nous voulons en un mot le véritable amour, notre santé peut être sauvegardée ; mais alors pourrions-nous, sans souffrir, renoncer à nos premières amours ?

» Et si, chose plus grave, ces amours sont fécondes, nous faudra-t-il loyalement épouser la mère de notre enfant, quelle que soit la différence de situation sociale ? Quel scandale !

» Nous faudra-t-il lâchement abandonner la mère et l'enfant, au risque de ne pouvoir jamais chasser le remords ?

» Si, effrayés par ces deux risques, nous nous résignons à attendre l'heure où nous pourrions librement aimer, n'y a-t-il pas un danger encore ? Cet état est-il physiologique, compatible avec une virilité manifeste, avec une santé régulière, voire même avec un cerveau sain ?... »

Nous avons tous connu ces heures de doute et chacun a choisi le moyen qui lui semblait le meilleur.

Les dernières paroles du Dr Raoult nous amènent à envisager le redoutable problème de la continence. On nous reprochera peut-être de l'avoir tranché d'une façon un peu leste dans les pages qui précèdent et, en blâmant les auteurs qui affirment sa compatibilité parfaite avec une santé régulière, sans donner de preuves, nous tombons dans le même défaut, en sens contraire.

En fait, il est difficile de traiter la question et surtout de la résoudre, aussi ne citerons-nous ici ni les noms, ni les opinions de ceux qui l'ont prêchée ou attaquée.

Il nous semble qu'on a généralement confondu deux choses bien distinctes cependant : la continence et la chasteté.

Or, nous prétendons que l'homme qui, par besoin, va accomplir de temps en temps l'acte sexuel, l'acte normal, même dans une maison de tolérance, surtout là, serions-nous tentés de dire, est un chaste; il ne cherche pas à satisfaire des instincts de débauche, mais seulement à assouvir les exigences d'un des sens les plus impérieux : le sens génésique.

En pratique on voit deux sortes d'abstinents : ceux qui n'ont pas de désirs, il en existe, si rares soient-ils, soit par tempérament, soit par une tendance au mysticisme, et ceux qui s'abstiennent par peur : les froussards, quelque soit le motif de la peur, souvent respectable d'ailleurs; peur de la femme, parce qu'elle est le péché, parce qu'elle est la source d'un tas d'ennuis : perte d'argent, de temps et de tranquillité, peur de l'enfant ou des maladies vénériennes.

Mais nous avons de sérieuses craintes pour la moralité de cette dernière classe, car l'amour est un besoin puissant : l'instant de reproduction est certainement un des plus impérieux de notre être, ainsi l'a voulu la nature qui l'a placé aussitôt après celui de conservation.

« Je trouve plus aysé, disait Montaigne, de porter une cuirasse toute sa vie qu'un pucelage et est le vœu de chasteté le plus umble de tous les vœux, comme étant le plus aspre : *Diaboli virtus in lumbis est, dict Saint-Iérosme* ».

Nous craignons fort que ce désir naturel étant contrarié,

ne cherche sa satisfaction dans des pratiques anormales et antiphysiques et nous partageons volontiers l'opinion du grand Frédéric qui disait : « L'amour est un dieu perfide, quand on lui résiste en face, il se retourne ». Le grand Frédéric avait d'ailleurs un renom de compétence bien établie ; Voltaire, qui avait habité Sans-Souci, disait son hôte atteint de *postdamie*.

Et Jean-Jacques Rousseau appréciant tout le péril qu'il y a dans les plaisirs solitaires, conséquence fréquente d'abstention sexuelle, écrivait, non sans raison, dans ses lettres à Emile : « Je t'arracherai plus volontiers aux femmes qu'à toi-même ».

Heureusement pour leur santé, croyons-nous, si c'est tant pis pour leurs victimes, les jeunes gens suivent, pour la grande majorité, la voie normale et s'adressent à la femme.

Ils la cherchent et la rencontrent, suivant leurs goûts et les circonstances, parmi les domestiques, les ouvrières ou employées, les femmes mariées, les entretenues ou demi-mondaines de haute allure, les prostituées de toutes catégories ou les femmes de maisons de tolérance.

Nous avons omis de citer les relations avec les jeunes filles des classes bourgeoises, parce qu'elles sont rares, en raison des dangers courus : le mariage souvent obligatoire, etc. ; parce que, jusqu'ici, les jeunes gens ont tenu à respecter la catégorie de femmes parmi lesquelles ils choisissent plus tard une épouse ; parce qu'enfin celles-ci sont suffisamment défendues.

Le jeune homme qui cherche une maîtresse s'adressera à une vierge ou à une femme déjà déflorée.

Dans le premier cas, quelle responsabilité n'endosse pas l'homme assez peu scrupuleux pour enlever à une jeune fille son seul pécule, le capital d'honnêteté encore intact en échange duquel il lui apporte l'abandon précoce et le regret de moments, heureux peut-être mais vite passés, trop souvent suivis de conséquences terribles.

La domestique, l'ouvrière et l'employée sont particulièrement désignées, par l'infériorité de leur situation, aux tentatives du séducteur ; si ce dernier est un « monsieur », la défense pour ces pauvres fille est encore plus difficile. A l'ouvrier, au travailleur qui aurait comblé leurs vœux quelques jours auparavant, se substitue un homme à la tournure élégante, au parler facile et séduisant, au portemonnaie bien garni, et la chute se fait toute seule, irrémédiable, qu'il y ait maternité ou non.

« L'homme, dans ce cas, n'apporte jamais le moindre sentiment, il le garde pour celle à qui il se vendra (car ce n'est pas la femme seule qui se vend dans notre société, l'homme est même beaucoup plus cher, c'est par centaines de mille francs qu'on l'estime) ; n'aimant pas la femme qu'il a séduite, il la considère comme un simple jouet provisoire qu'il lâchera à la première occasion.

« Mais si peu que dure la liaison, la jeune fille est perdue ; elle prend de fausses idées sur la valeur de l'homme, elle a admiré les mains fines qu'elle ne trouve pas chez l'ouvrier, la coupe élégante du costume, la façon de retrousser une moustache d'un air vainqueur, elle perd l'amour du travail.

« Sa liaison finie, elle ne se résignera pas à reprendre le

travail de bête de somme qui est imposé à la femme ouvrière, elle ne pourra pardonner à l'ouvrier sa tournure un peu gauche et succombera à une nouvelle tentation jusqu'à la chute finale (1) »...

Certes, il faut reconnaître dans ce discours nombre de vérités, mais il est juste d'ajouter que dans leurs *amusements* beaucoup de jeunes gens gardent encore assez de principes pour ne pas s'adresser à une vierge.

C'est le moment, pensons-nous, de détruire une légende trop en cours d'après laquelle les filles du peuple se verraient toutes dérober leur innocence par un jeune homme de la classe riche, alors que la règle est toute différente : c'est un camarade d'atelier, un voisin, un ami de leur « monde » qui déflore dix-neuf fois sur vingt les filles de la classe pauvre, et Guy de Maupassant a pu dire avec justesse : « ... les riches paient le bouquet cueilli, ils en cueillent aussi, mais sur les secondes floraisons, ils ne coupent jamais dans la première ».

C'est aussi l'avis de Maxime Ducamp, qui confirme notre opinion : « J'ai, dit-il, lu dans plus d'un livre, et il est admis pour beaucoup d'esprits à courte vue que ce sont les gens riches qui perdent les filles de la classe ouvrière. Sur ce sujet, certains écrivains de parti-pris sont intarissables et parlent volontiers de l'*or corrupteur*. La vérité est bien plus simple. Les filles du peuple sont perdues par le peuple.

(1) Discours de M^{me} PRÊLE, au nom de l'Union syndicale des Ouvrières de la ville de Lyon (Congrès de Lyon), publié dans le Supplément spécial du *Relèvement Social*.

Dans les vastes maisons à logements multiples qu'elles habitent, dans les ateliers qu'elles fréquentent, dans les bals interlopes où on les entraîne, dans les cabarets où on les conduit, elles n'ont que trop de mauvais exemples sous les yeux, que trop de sollicitations à repousser, que trop de combats à soutenir, que trop de ruses à déjouer, que trop d'attaques violentes à éviter. Les hommes, irresponsables et ne voyant guère là qu'une simple affaire de plaisir, s'entraident pour ces œuvres malsaines, parfois même ils s'associent. Dans cette classe de la société où l'instruction est rudimentaire, l'éducation nulle, la morale une convention inconnue, où l'obligation de gagner sa vie dès l'enfance donne une liberté d'allures considérable ; où l'ouvrière est le plus souvent placée sous l'autorité immédiate d'un chef d'atelier dont sa destinée peut dépendre, où le mal n'est flétri que lorsqu'il est public, la vertu d'une femme court d'autant plus de risques que nul ne la respecte et que chacun semble prendre à tâche de lui porter atteinte ».

Pour ne pas être les cas les plus fréquents, ceux où le séducteur est d'une classe supérieure, sont toujours les plus funestes ; quand le séducteur est ouvrier lui-même, du même monde que la victime, si victime il y a, la faute est assurément moindre ; d'abord elle est réparable, car les conditions de milieu et de convenances n'existent plus, puis le contraste ne se dresse pas entre la vie familiale et la vie d'amoureuse.

Nous disions que la classe des ouvrières est particulièrement désignée aux attaques de la jeunesse qui s'amuse et

les causes n'en sont que trop nombreuses : manque de surveillance, éducation protégeant mal la fillette, exigences modestes de celles qui manquent de tout et qu'un rien contente, attrait de la jeune fille, à peine nubile, déjà coquette, qui sait avec quelques chiffons se donner des allures de petite princesse.

Aussi dans les grandes villes les ouvrières fournissent depuis longtemps et fourniront longtemps encore les jouets de la sensualité masculine ; elles y semblent condamnées.

Un père cherche sa fille
Qui était toute sa famille.
Mais une fille dans la cité
C'est une aiguille
Dans un champ de blé.
Pourquoi chercher
Et m'obstiner.
La grande ville
A besoin de nos filles. (1)

Quand le chiffonnier traversant le fond de la scène, au troisième acte de *Louise*, chante ces courtes phrases, tous les spectateurs comprennent sa douleur et avoueraient volontiers l'égoïsme de l'homme qui crie cette souffrance, et cependant parmi eux il s'en trouve plus d'un qui fut l'auteur d'une semblable désolation.

Les malheureuses, séduites, puis abandonnées, deviennent ces révoltées, ces ennemies d'une Société dont elles

(1) Gustave CHARPENTIER, *Louise*.

se plaignent non sans raison d'être les victimes. Tous les moyens leur seront bons pour ruiner la fortune, la morale et la santé de ceux auxquels, en échange d'argent, elles vendront leurs corps, donnés une première fois par amour. Aux imprudents qui tombent dans leurs mains elles feront payer les rancunes d'une chute, dont elles se rendent presque toujours compte, les désillusions d'un amour offert avec de belles promesses, avec des serments répétés, terminé par un lâche abandon et un cruel mépris.

Si le jeune homme plus scrupuleux ne s'adresse pas à une vierge, deux dangers le menacent : encore l'enfant, puis les maladies vénériennes, car l'on conçoit qu'en passant des bras d'un homme à ceux d'un autre, la femme, même celle qui ne se livre pas à tous, court de grands risques d'être infectée.

Ce dernier danger, pour être moins fréquent, menace souvent encore ceux qui ne craignent pas de chercher la satisfaction de leurs désirs dans la pratique de l'adultère : la femme mariée, qui trompe son mari, peut avoir été infectée par lui ou par un amant antérieur et la conquête, considérée comme glorieuse, est susceptible d'avoir les mêmes conséquences que la rencontre avec une prostituée.

L'entretenu, l'horizontale de grande marque n'échappent pas non plus à la blennorragie ou à la syphilis dont les ignorants pourraient croire seule porteuse la fille de basse catégorie.

Enfin le lupanar si luxueux, si miroitant de glaces soit-il, n'est pas exempt de contaminations vénériennes, et le nombre des cas d'infections contractés dans ces *Parthé-*

nions, comme les appelait Restif de la Bretonne, n'est nullement en raison du prix de la passe.

L'union libre, qui compte à l'heure actuelle de nombreux partisans et tend à se substituer au mariage tant elle est fréquente, est encore un danger même à notre point de vue.

Si la femme légitime qui possède un foyer durable, une famille, qui doit ou devrait compter avec l'opinion publique, trompe si souvent son mari, qui a le seul tort de ne plus lui plaire ou lui suffire, la maîtresse n'aura même plus ces considérations pour la retenir.

Les mariages ne sont pas des liens indissolubles, nous en avons chaque jour la preuve, mais que dire de la durée de l'union libre : la femme qui aura eu le courage d'afficher une liaison et le tort d'enfanter sans autorisation de la loi est à jamais mise hors de la société, qui la pousse ainsi à la débauche.

Les pauvres petits êtres qui auront été la conséquence de ces unions illégitimes sont fatalement des parias, et si ses bâtards sont des filles, leur seul avenir est la prostitution, car aucune famille honnête ne leur donnera accès.

Hors du mariage pas de salut : serait-on tenté de s'écrier après un tableau aussi noir, qu'on aurait tendance à croire outré, mais qui n'est, hélas ! que la pâle image de la triste réalité.

On n'empêchera jamais ceux qui jouent le rôle de Cassandre d'être traités *d'empêcheurs de danser en rond*, personne ne voulant perdre ses illusions, fussent-elles funestes.

Nous avons longuement insisté sur les causes indirectes parfois mais très importantes, nous a-t-il semblé, qui rendent le jeune homme infecté avant le mariage, en le jetant dans les bras des prostituées, dont les rangs grossissent par cela même ; nous nous proposons de montrer maintenant pourquoi l'homme apporte souvent dans le mariage sa gonorrhée ou sa syphilis.

La rareté des mariages à notre époque tient en outre des libertés accordées à l'homme dans ses relations sexuelles (recherche interdite de la paternité, abandon sans poursuite de la maîtresse, séduction impunie à moins de violences), aux difficultés, qui en interdisent l'accès.

D'abord la question d'âge : le jeune homme dans la loi française ne peut contracter mariage avant vingt et un ans sans l'autorisation du ministre de la guerre, avant vingt-cinq ans sans la permission des parents, et avant la mort de ses auteurs sans trois sommations respectueuses adressées à ceux-ci. La jeune fille reconnaît aussi ces dernières difficultés.

Certes les législateurs qui ont édicté ces lois avaient le sentiment très louable de l'autorité paternelle fort respectable, mais conçoit-on que ces mêmes lois qui interdisent aux jeunes filles le mariage avant vingt et un ans, sans l'assentiment familial, leur reconnaissent le droit de se faire mettre en carte, si bon leur semble, à seize ans.

La loi qui protège les biens des enfants jusqu'à vingt et un ans, les déclarant à ce moment responsables, ne défend pas assez ou trop la propriété de leur corps avant ou après cet âge ; avant elle permet aux filles la vente de leurs

charmes, après elle leur interdit le mariage sans le consentement familial ; le jeune homme qui a le droit de séduire une jeune fille, de la rendre mère, n'a pas le droit de l'épouser et de remplir ses devoirs de père.

M. A. de Meuron proteste justement contre cet esprit qui a dicté la loi, en disant :

« Le mineur ou la mineure — car c'est d'une jeune fille qu'il s'agit habituellement ici — est protégée jusqu'à vingt et un ans contre l'abus que l'on pourrait faire soit de ses besoins, soit de son inexpérience, soit de ses passions (c'est le mot du Code) au détriment de ses biens, et elle n'est pas protégée dans sa personne contre l'abus que l'on pourrait faire de ces mêmes passions lorsqu'elle est à l'âge de seize à vingt et un ans, c'est-à-dire précisément à l'âge où il sera le plus facile à un séducteur de les exciter.

« Quelque honte que l'on en ait, on est bien forcé de reconnaître que, dans cette inconséquence flagrante, il n'y a pas une simple inadvertance du législateur, mais une concession à la coutume qui, du moins pour le sexe masculin, accorde à la débauche un véritable *beneficium legis*. »

Les législateurs en mettant ces obstacles à l'union légitime avaient certainement pour but d'entraver ainsi certains sols mariages, mais ils laissent libre cours au concubinage et font preuve d'illogisme.

Le mariage, cette institution sacrée, dont les sociologues de toutes les époques ont reconnu le bienfait, qui dans certains pays a été élevé à la hauteur d'un devoir social au même titre que le service militaire, chez les Spar-

tiates notamment, a bien changé d'aspect, à son désavantage d'ailleurs, depuis sa création.

L'on semble placer maintenant les conditions matérielles et les convenances en première ligne, négligeant les aspirations génitales inéluctables qui prennent si souvent une éclatante revanche et sont généralement la cause de mauvais mariages, des unions assorties, semblait-il, aux autres points de vue, dans lesquels on avait eu le grand tort de méconnaître la satisfaction nécessaire des instincts que la civilisation la plus raffinée n'a pu étouffer... heureusement, dirons-nous, puisqu'ils sont le principal facteur de l'avenir de l'espèce.

Les ridicules, les torts du mariage moderne ont été exposés dans maints ouvrages, traités en prose ou en vers, comme dans cette boutade :

Un jour au célibat il plait de dire adieu :

On se marie avec une femme inconnue,

Riche, c'est de rigueur, la première venue,

Et que l'on aperçoit un soir à l'opéra

Entre maman qui dort et papa qui paiera.

Point d'émoi bien souvent, encore moins de mystère,

Le petit Cupidon est devenu notaire. (1)

Les prédicateurs ont eux-mêmes traité le sujet et voici ce que dit le R. P. Monsabré :

« Parents et enfants se hâtent au mariage comme s'il s'agissait de conjurer la fin prochaine du monde.

(1) Hyppolyte BARBÉ. Une brouille.

« Personne ne songe à demander au passé des gages pour l'avenir, ni à sonder les âmes pour y prendre la mesure des caractères et des vertus. Il suffit de s'entrevoir pour que l'on croit se connaître et sur la foi des banales convenances, deux vies, presque étrangères l'une à l'autre sont du jour au lendemain condamnées aux rencontres de la plus délicate et de la plus redoutable des intimités.

« Légèreté criminelle, souvent compliquée de la plus insigne mauvaise foi ! tout le monde conspirant à se tromper, les uns cachent les tares, les autres dissimulent les infirmités ; ceux-ci donnent de faux reliefs à des fortunes aplaties, ceux-là couvrent de fausses apparences des vices artificiellement assoupis et tout prêts à se réveiller dès qu'ils auront doublé le cap de l'hyménée. »

Dans le mariage ainsi traité, qui s'occupe de l'infection vénérienne du fiancé ? pas celui-ci à coup sûr, qui, conscient ou non de son état, n'ira pas perdre une *bonne affaire*, péniblement trouvée, pour une *vétille*, car c'est ainsi qu'il considère sa gonorrhée ou sa syphilis. Ce ne sont pas les parents de la jeune fille qui, soucieux de lui trouver un placement si difficile à notre époque, vont s'amuser à chercher la *petite bête*, qui existe trop souvent et atteindra cependant cruellement leur fille, les privant de descendance ou leur donnant des petits enfants dont ils n'auront vraiment pas lieu d'être fiers.

Mais, en vérité, qui songerait à s'inquiéter de l'état de santé du conjoint. Encore, s'il est porteur d'une luxation congénitale de la hanche ou d'un mal de Pott cervical, peut-être s'en souciera-t-on en raison de l'esthétique. Mais

à part ces affections par trop apparentes, le reste n'est rien ; les tuberculeux, même à une période avancée, trouvent chaque jour des épouses et chacun de nous en a connu des exemples.

Dans sa remarquable étude sur *la Science et le Mariage*, M. le Dr Cazalis émet un vœu dont nous souhaitons ardemment la réalisation, sans trop l'escompter cependant :

« Peut-être un jour viendra, dit cet auteur, et peut-être il est proche, où l'on trouvera logique, nécessaire et très simple de s'offrir à un examen médical avant de contracter mariage, comme on trouve logique, nécessaire et très simple de l'accepter, quand on veut contracter une assurance sur la vie — contrat n'intéressant que l'assureur et l'assuré, et où seul est en jeu un intérêt d'argent, — ou de le subir pour entrer dans l'armée et pour aller aux colonies.

» Un jour viendra peut-être où les deux familles, avant de décider un mariage, mettront en présence leurs deux médecins, comme elles mettent en présence leurs deux notaires et où les médecins auront le pas sur les notaires, comme les questions de santé le devraient prendre sur les questions d'argent.

.....

» L'objet principal du mariage est ou doit être la naissance de l'enfant qui continuera la famille et la race. Son but n'est pas, comme dans l'amour sans le mariage, l'unique satisfaction de deux désirs plus ou moins passionnés, d'un double égoïsme ou de deux instincts exaltés, bien qu'il soit mieux sans doute qu'un amour réciproque

fasse l'union légitime plus étroite encore et plus belle. Mais la passion ou l'amour ici doivent avoir un autre objet qu'eux-mêmes. Tout dans le mariage est subordonné ou doit l'être à la naissance de l'enfant en des conditions de vitalité, de santé parfaite, et les questions d'argent devraient n'intervenir qu'après celles-ci, intervenant, très justement alors, pour sa protection et la protection de la famille » (1).

Combien nous sommes encore loin de cette façon de penser et quel spectacle pénible pour ceux qui savent, que celui d'un monde où tout est ignorance et insouciance, où les actes les plus importants de la vie sont commis à la légère.

Nous citerons comme exemple, bien placé d'ailleurs après cet exposé du mariage, la façon de procréer.

M. le Professeur Pinard, dans une assemblée de médecins, hélas ! oui, de médecins, demandait un jour : « Quel est celui d'entre vous qui a pensé à ce qu'il faisait lorsqu'il a fait un enfant ? » Personne ne leva la main, donnant ainsi la réponse à la question.

Qui songe à l'avenir dans le présent, qui pense à la santé future de l'enfant qu'on procréé, et quelle terrible responsabilité n'ont point les parents vis-à-vis de ces enfants qu'ils ont conçus en un moment de plaisir et d'oubli, sans souci de leur état de santé et de leurs aptitudes actuelles, à donner la vie dans de bonnes conditions.

(1) CAZALIS. — *La Science et le Mariage*, pages 2 et 3.

Aussi est-ce avec quelque vérité que Richépin a dit dans les *Blasphèmes* :

« ... Des père et mère ! ça !

Allons donc, nous sommes fils du hasard qui lança

La spermatozoïde aveugle dans l'ovaire. »

MOYENS DE DÉFENSE

Publics : Réglementation, Abolitionisme — Les deux théories : Avantages ou inconvénients.

Presque aussi vieilles que la prostitution sont les mesures prophylactiques que la société a prises contre la propagation des maladies vénériennes qui en est la conséquence.

Ces mesures prophylactiques sont d'ordre privé et d'ordre public : ces dernières nous intéresseront d'abord parce qu'elles ont été et sont encore les plus discutées ; nous nous réservons de parler des mesures d'ordre individuel, d'ordre privé en exposant ce que nous concevons comme mesures utiles et vraiment applicables à la prophylaxie des maladies vénériennes.

Nous consacrerons spécialement ce chapitre à l'exposé des deux théories actuelles, en raison de leur importance et de l'influence qu'elles ont eue, ont et auront sur la prophylaxie, et, comme de la discussion jaillit la lumière, selon un vieux dicton, nous tâcherons de dégager des deux opinions ce qui nous semblera plus particulièrement mériter l'attention et ce qui par sa réalisation pourra concourir au but que nous nous proposons.

Toutefois, comme des ouvrages nombreux et volumineux ont été écrits sur ce sujet par les partisans de chacune des deux théories, nous nous bornerons à un résumé de leurs opinions, en choisissant les plus saillantes que nous adopterons ou repousserons.

La réglementation date de... toujours, pourrait-on dire, car l'on trouve des mesures prophylactiques aux temps les plus éloignés visant les prostituées dans la pratique de leur industrie.

En Egypte apparaît pour la première fois, croyons-nous, une certaine réglementation. « Les filles publiques, nous dit le docteur Bruzon, étaient inscrites sur un registre et soumises au contrôle du grand prêtre d'Isis. Dans certaines villes il leur était défendu de sortir de leur quartier. Malades, elles étaient hospitalisées dans certains temples ou exilées au loin ». (1).

Moïse dans les *Nombres* décrète l'expulsion de la tribu contre ceux qui seront atteints d'affections vénériennes.

A Rome, les filles de la basse prostitution étaient parquées dans certains quartiers, celui de Subure par exemple, ou dans les lupanars sous la surveillance étroite des *lénones* et toute infraction aux ordonnances des édiles étaient punies de châtimement corporel ou d'exil.

« Toutes étaient inscrites et soumises à la visite d'un médecin ». (2).

Il y eut des capitulaires sous Charlemagne, des édits

(1) Dr Paul BRUZON, *loc. cit.*

(2) Id.

sous Louis le Débonnaire, des actes sous Louis IX, et sous Louis XIV, des ordonnances visant la prostitution en France ; sous le règne de ce dernier et sous son successeur Louis XV, on pratique de nombreuses arrestations, comme celle dont l'abbé Prévost a fait le roman si connu de *Manon Lescaut* ; tous les gouvernements prirent de semblables mesures.

Draconiennes souvent, telle est cette ordonnance royale du 17 novembre 1778 qui, sous la menace de sévères amendes, défendait à tout propriétaire ou hôtelier de recevoir chez lui des femmes ou filles de débauche, de leur louer à bail ou en garni, à l'heure, à la journée, ou au mois un logement quelconque et ne laissant par suite à la femme de mauvaise vie d'autre ressource pour abriter sa tête que d'être elle-même propriétaire.

Ces ordonnances, en raison même de leur sévérité, ne furent jamais sérieusement observées et ne pouvaient pas l'être, même dans ces temps où la liberté individuelle comptait si peu.

Il n'y a vraiment de réglementation officielle qu'au commencement du XIX^e siècle, époque à laquelle le Premier Consul lui donna sa forme complète ; enfin, en 1825, sous le ministère Decazes elle revêt la forme que nous lui connaissons.

La police des mœurs date de 1802 à Paris, dont l'exemple fut suivi dans les diverses villes de France et dans la plupart des pays d'Europe : Belgique, Danemark, Italie, Angleterre, dans ce dernier pays plus difficilement et plus tard.

Actuellement, à Paris la police des mœurs, qui relève directement du second bureau de la Préfecture de police et a la surveillance des filles soumises et insoumises, se compose de cinq agents en civil par arrondissement et en outre d'une brigade mobile de cent hommes, dont soixante-quinze sont affectés à la recherche des malfaiteurs et vingt-cinq spécialement chargés de la surveillance des filles soumises.

Les agents ont mission d'arrêter les filles soumises qui se dérobent à la visite ainsi que les insoumises qui se livrent à un racolage trop flagrant ou font du scandale ; celles-ci sont conduites devant le commissaire de police qui peut les inscrire d'office sur les registres de la Préfecture s'il constate jusqu'à l'évidence une des circonstances suivantes :

1^o Fréquentation habituelle des filles soumises ; 2^o rencontre en récidive par des agents dans une maison de débauche (d'après l'arrêté du 31 juillet 1874, la première peut suffire) ; 3^o l'arrestation sur la voie publique pour conduite, contraire aux bonnes mœurs (provocation) ; 4^o état de domesticité dans une maison de prostitution ; 5^o plainte directe de communication de mal vénérien admise par le Maire et justifiée par la visite d'un médecin ; 6^o l'admission sans motifs convenables de plusieurs individus dans le domicile d'une fille ou d'une femme séparée de son mari, n'ayant pas de moyens d'existence connus ; 7^o la fréquentation d'un lieu public malfamé.

L'inscription n'a lieu qu'après avoir été présentée au Maire, et sur son autorisation écrite.

Dans le titre III, on lit à l'article 45 : « Les prescriptions

de l'article qui précède (à propos des places de théâtre) sont applicables aux filles et femmes entretenues ». Les précédentes ne visent donc que les prostituées pauvres.

Qu'elles aient été inscrites de leur propre gré ou d'office, les filles publiques reçoivent une carte, à l'envers de laquelle se lit le texte suivant :

2^{me} Bureau
3^{me} Section

PRÉFECTURE DE POLICE

Service
des Mœurs

PREMIÈRE DIVISION

Obligations et défenses imposées aux filles publiques

« Les filles publiques sont tenues de se présenter une fois au moins tous les quinze jours, et à date fixe, au Dispensaire de Salubrité pour être visitées.

« Il leur est enjoint d'exhiber leur carte sanitaire à toute réquisition des officiers et agents de police.

« Elles ne peuvent entrer en circulation sur la voie publique avant l'allumage des réverbères et, en aucune saison, avant sept heures du soir, et y rester après minuit.

« Rien de provocant dans leur attitude ou leur mise ne devra attirer les regards.

« Défense expresse leur est faite de parler à des mineurs, ainsi qu'à des hommes accompagnés de femmes ou d'enfants et d'adresser à qui que ce soit des provocations à haute voix ou avec insistance.

« Il leur est défendu de stationner sur la voie publique, d'y former des groupes, d'y circuler en réunion, d'aller et de venir dans un espace trop resserré, de se faire accompagner ou suivre par des « souteneurs ».

« Les abords des églises, temples, écoles et lycées, les passages couverts, les boulevards, les Champs-Élysées, les gares et leurs abords et les jardins leur sont interdits.

« Il leur est défendu de prendre domicile dans les maisons où existent des pensionnats ou externats.

« Il leur est également défendu de partager leur logement avec un concubinaire ou avec une autre fille.

« Elles ne devront jamais racoler par leurs fenêtres.

« Celles qui contreviendront aux dispositions qui précèdent, celles qui résisteront aux agents de l'autorité, celles qui donneront de fausses indications de demeures ou de noms, encourront des peines proportionnées à la gravité des cas. »

« *Avis important.* — La carte délivrée aux filles au moment de leur inscription ne constitue pas une autorisation et ne saurait être considérée comme un encouragement à la débauche, ni comme un obstacle au travail. »

« La carte permet à l'Administration de s'assurer si les filles publiques — dans leur intérêt personnel comme dans celui de la santé publique — se soumettent aux visites sanitaires qu'elles doivent périodiquement subir, tant qu'elles se livrent à la prostitution.

« La radiation des contrôles et le retrait de la carte peuvent toujours être prononcés sur la demande des intéressées, quand il est prouvé qu'elles ne tirent plus leurs moyens d'existence de la prostitution.

« Les vérifications nécessaires sont d'ailleurs faites avec réserve et discrétion.

On voit par cette lecture, quelle large interprétation peut être donnée à ces règlements par les agents des mœurs, qui n'ont pas opéré moins de 65.000 arrestations de filles

soumises en 1902, et plus de 55.000 en 1903, ce qui fait, pour chacune des 6.000 qu'elles sont environ, une moyenne de dix arrestations par an.

Les filles isolées doivent se présenter à la visite tous les quinze jours.

Nous n'aborderons pas pour le moment la question du droit des municipalités en matière de réglementation ; nous dirons seulement que tous les juristes nient ce droit qui ne s'appuie sur aucune loi formelle, mais n'est basé que sur des textes vagues, prescrivant au Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à la préservation de la santé publique ; un des textes qui servent à légitimer ce droit est tiré d'une loi de 1791, autorisant la surveillance des lieux de débauche.

Les filles arrêtées en vertu des ordonnances du 20 avril 1684, du 26 juillet 1713 et de celle de 1778, se voient infliger des punitions qui consistent dans l'envoi à St-Lazare pour un période de 4 à 15 jours au maximum (1) ; les soumises seules peuvent être punies.

Les insoumises arrêtées et conduites au Dépôt sont examinées au Dispensaire dès le lendemain de leur arrestation ; si elles sont saines, elles comparaissent le prochain mardi ou vendredi devant une commission composée du chef du deuxième bureau, de deux commissaires de police et d'un magistrat faisant fonction de ministère public ;

(1). Nous empruntons ces renseignements à M. Henri Turot qui, lui-même, les tient de M. Grécourt, chef du 2^e Bureau.

cette Commission décide de la mise en carte, de l'inscription qui n'est prononcée que dans le cas de récidive.

Inscrite ou non, la fille est remise en liberté.

Celles qui ont été reconnues malades sont provisoirement envoyées à St-Lazare pour y être « blanchies » avant de paraître devant la Commission.

La radiation, affirme-t-on, est facile à obtenir, et le texte inscrit sur les cartes renseigne les femmes à ce sujet. Nous ne savons au juste dans quelle mesure il faut compter sur la promptitude et la discrétion de l'enquête nécessaire pour obtenir cette radiation.

Les insoumises arrêtées et amenées devant la Commission sont majeures ou mineures ; ces dernières peuvent être âgées de moins ou de plus de 16 ans ; ce cas n'est malheureusement pas rare.

Que fera d'elles alors la Commission ?

Elle en sera fort embarrassée. Les rendre à leurs parents ; encore faudrait-il que les parents, une fois trouvés, réclament leurs filles. Les envoyer dans une maison de correction par application de l'article 66 du Code pénal sur décision du Parquet ? Elles sont trop nombreuses.

De sorte qu'on les renvoie tout simplement à la rue, à la boue du trottoir, où elles seront reprises un autre jour.

Si elles ont 16 ans, comme l'article 66 ne les atteint plus, à la première arrestation elles sont ou remises à leur famille ou claustrées dans un patronage, si elles donnent leur consentement, ou renvoyées dans leurs provinces ; mais à la deuxième ou à la troisième arrestation l'inscription

est prononcée, à 17 ans si elles sont syphilitiques, à 18 dans le cas contraire.

De cette façon, on a mis en carte, en 32 ans, 8.188 fillettes, nous dit M. Turot.

Si la réglementation pèse sur les filles isolées, elle s'affirme encore plus sur les maisons de tolérance et leurs pensionnaires.

Actuellement, Paris possède 47 maisons dont 26 avec estaminet et 18 sans comptoir, et la banlieue en compte 3 avec estaminet.

Toutes sont soumises au règlement suivant :

« 1^o N'apposer sur la façade de la maison ni un gros numéro, ni aucune marque distinctive susceptible d'attirer l'attention des passants ;

« 2^o Tenir les croisées closes, de manière à ce que, de l'extérieur, on ne puisse voir ce qui se passe dans la maison ;

« 3^o Tenir également fermées les portes d'entrée ;

« 4^o Affecter en totalité la maison dont il s'agit à l'exercice de la prostitution, n'en sous-louer aucune partie, et n'y admettre à demeure aucune personne autre que les filles pensionnaires et les domestiques ;

« 5^o Ne recevoir comme pensionnaires que des filles majeures inscrites sur les contrôles de la prostitution, et ne jamais les laisser racoler sur la porte ou sur la voie publique, ni fréquenter les cabarets avoisinants ; n'en retenir aucune contre son gré, sous un prétexte quelconque, notamment sous celui de dettes contractées, ces dettes n'étant pas reconnues par l'Administration.

» 6^o N'employer que des sous-maîtresses qui auront été préalablement présentées au Bureau administratif des mœurs ;

» 7^o N'employer aucune personne mineure comme domestique ;

» 8^o Ne faire aucune réclame, ni aucune publicité d'aucune sorte ;

» 9^o Veiller à ce qu'il ne se produise ni bruit, ni scandale à l'intérieur ;

» 10^o Ne tolérer aucun jeu et ne permettre aucune turpitude telle que que « voyeurs », scènes de pédérastie, etc. ;

» 11^o Ne recevoir ni mineurs, ni élèves des collèges et écoles nationales civiles ou militaires en uniforme ;

» 12^o Faire enregistrer au préalable au Bureau administratif des mœurs les filles se présentant pour entrer dans la maison ;

» 13^o Faire également enregistrer au même bureau, dans les vingt-quatre heures le départ de toute fille inscrite sur le livre ;

» 14^o Conduire immédiatement au Dispensaire toute fille atteinte d'une maladie contagieuse ;

» 15^o Ne laisser pénétrer à titre de fournisseurs que les hommes majeurs, l'entrée de la maison étant formellement interdite aux représentants mineurs ou aux femmes ;

» 16^o Informer, sans retard, indépendamment de l'avis à donner au commissaire de police du quartier, la Préfecture de Police de toute espèce d'événements qui auraient lieu dans l'intérieur de la maison, ou au dehors, par le fait des pensionnaires ;

» Seconder les agents de l'administration dans tout ce qui pourrait intéresser la santé, la sûreté et l'ordre public et se conformer, enfin, à toutes obligations qu'il sera jugé convenable d'imposer par la suite ;

» 17^o Ne pas servir de prête-nom et agir pour son compte personnel dans l'exploitation de la maison. »

Tel est le règlement imposé aux maisons de tolérance, beaucoup plus rigoureux que celui que reconnaissent les maisons de rendez-vous, si nombreuses et si prospères ces dernières années.

Nous n'énumérerons pas ici les articles du règlement qui est imposé à ces dernières, mais nous constaterons avec M. Turot qu'ils diffèrent de ceux imposés aux maisons de tolérance sur les points suivants :

1° Ces établissements ne sont pas reconnus officiellement comme les tolérances et ne reçoivent aucune sorte d'autorisation.

2° Les femmes qui y sont employées sont loin d'être toutes inscrites sur le registre du service des mœurs, contrairement encore aux lupanars autorisés.

3° Alors que la femme de maison malade est envoyée aussitôt au Dispensaire et de là à Saint-Lazare ; la femme de maison de rendez-vous reste libre et se fait soigner chez elle.

4° Il est formellement défendu à une maison de tolérance de n'occuper qu'une partie, qu'un appartement d'un immeuble, ce qui est admis pour la maison de rendez-vous.

5° Celles-ci choisissent leurs médecins qui sont rétribués par elles, alors que la visite gratuite pour les maisons de tolérance est pratiquée par les Médecins de la Préfecture.

Les avis sont partagés sur les avantages et inconvénients de chacun de ces deux genres d'établissements.

On tend cependant à reconnaître actuellement que les maisons de rendez-vous ont un caractère plus humain ;

les femmes ont leur intérieur en ville et ne sont pas condamnées à cette promiscuité de tous les instants, à cette vie de bêtes enfermées où elles perdent leurs dernières notions de dignité humaine et s'avilissent d'une façon définitive.

L'hygiène dans les maisons de tolérance est absolument méconnue : les recluses de ces tristes couvents ignorent la lumière du jour et l'air pur. Vautrées toute la journée sur des banquettes et passant leur temps à fumer et à boire, elles prennent leur repos, après le passage des clients, dans le « bahut », affreuse pièce située sous les combles, qui sert de dortoir et dans laquelle, vu son exigüité, les filles sont entassées au nombre parfois de 8 à 10, réparties dans 4 à 5 lits.

Obligées de consommer, obligées de prêter leur corps à toutes les complaisances, elles n'ont même pas pour se reposer un endroit bien à elles.

Seules sont assujetties au règlement, les maisons où la passe se chiffre par moins de quarante francs ; pour les autres, nulle réglementation.

Tels sont les règlements appliqués où censés appliqués ; d'autres, tel le fameux article 5 de l'ordonnance 1778, sont tellement ridicules qu'il soulèverait d'unanimes protestations, si on les réveillait d'un oubli bien mérité ; l'article 5 est ainsi conçu :

« ART. 5. — Enjoignons à toutes personnes tenant hôtels, maisons et chambres garnies au mois ou à la quinzaine, à la huitaine, à la journée, etc..., d'écrire de suite, jour par jour et sans aucun blanc, les personnes logées chez elles par noms, prénoms, pays de naissance et lieux de domicile ordinaire sur des regis-

tres de police qu'ils devront tenir à cet effet cotés et paraphés par le commissaire du quartier et de ne souffrir dans leurs hôtels, maisons et chambres, aucun individu sans aveu, femme ou fille de débauche se livrant à la prostitution, de mettre les hommes et les femmes dans des chambres séparées, de ne souffrir dans les chambres particulières des hommes et des femmes prétendus mariés qu'en représentant par eux des actes en forme de leur mariage, ou en le faisant certifier par écrit par des gens notables et dignes de foi, le tout à peine de 200 livres d'amende. »

La lecture d'un pareil article fait naître le sourire, une fois la surprise passée, et l'on s'étonne que notre xx^e siècle ait pu laisser dans les mains de la police une pareille arme, pouvant à l'occasion être dangereuse si elle est maniée par un argousin peu scrupuleux et vindicatif. Le Conseil Municipal de Paris s'est fait l'interprète de tous ceux qui peuvent connaître ce poudreux règlement en émettant un vœu en faveur de son abrogation.

M. Turot qui pouvait seul nous donner tous ces renseignements qu'on ne communique pas à qui veut les avoir, nous en avons eu personnellement la preuve dans une démarche infructueuse à Nantes, nous renseigne encore sur la réglementation en province dont M. Hennequin, chef de bureau au Ministère de l'Intérieur, a donné une idée d'ensemble fort juste dans un intéressant rapport.

De ce rapport, il résulte que le nombre des communes en France, possédant un règlement analogue à celui observé à Paris, monte à 445, ce qui prouve que de très petites villes et même des communes rurales en sont

dotées ; 45 de ces communes n'atteignent même pas le chiffre de 3.000 âmes.

Dans beaucoup de villes, même d'une certaine importance, les filles n'ont pas vis-à-vis de l'inscription le semblant de garantie qu'offrent à Paris les séances de la commission spéciale et sont ainsi livrées au caprice d'un commissaire de police ou même d'un agent inférieur.

M. Hennequin l'affirme en disant : « dans 34 villes, où les prescriptions sont plus précises, et même dans des grandes cités, telles que Nantes et Rouen, les droits du maire sont effectivement exercés par les commissaires de police qui paraissent avoir un pouvoir à peu près discrétionnaire pour inscrire ».

Nous demandons la permission d'ouvrir ici une parenthèse pour regarder plus spécialement Nantes, notre petite patrie, qui à ce titre mérite à nos yeux quelque intérêt.

Dans cette ville où le chiffre de filles en carte atteint 60 seulement, et celui des filles en maison 91, réparties dans quatorze lupanars, dont le prix de passe n'est pas supérieur à deux francs, sauf dans un, plus aristocratique sans doute, nous noterons les articles suivants du règlement :

ARTICLE PREMIER. — L'autorisation de tenir une maison de prostitution n'est qu'une tolérance accordée et ne constitue aucun droit à celui ou à celle qui en est pourvue.

ART. 2. — A partir de ce jour, toutes les autorisations accordées devront être renouvelées dans le mois ; tous les livrets des femmes inscrites seront également renouvelés s'il y a lieu.

ART. 3. — Toute personne qui veut le renouvellement de

l'autorisation accordée, ou en veut obtenir une, doit faire sa demande sur papier timbré à la Mairie, et y joindre :

1^o Son acte de naissance ;

2^o Un certificat constatant qu'elle n'a subi aucune condamnation infamante ;

3^o Le consentement écrit du propriétaire ;

4^o La justification des moyens pécuniaires à sa disposition et de la propriété des meubles garnissant ou devant garnir la maison ;

5^o Un plan détaillé des lieux indiquant le nombre de chambres et leur aspect, signé par un architecte de la ville.

ART. 4. — Aucune maison de tolérance ne peut s'ouvrir à moins de 200 mètres de distance des édifices publics, des collèges et pensionnats existants.

ART. 5. — Deux maisons de tolérance ne peuvent être tenues dans le même immeuble, non plus que dans deux immeubles contigus, si l'allée est commune. Les maisons de tolérance ne peuvent avoir de communication avec les maisons voisines, aucune porte de derrière ou cachée.

Enfin deux maisons ne peuvent s'établir en face l'une de l'autre, sauf les exceptions qui pourront être admises dans certaines rues.

ART. 6. — Aucune boutique, aucun cabaret ou estaminet ne sera ouvert dans un bâtiment où une maison de tolérance sera établie ; il pourra cependant être fait exception pour certaines rues.

ART. 7. — Afin que chaque femme puisse avoir sa chambre particulière, leur nombre sera subordonné à celui des pièces indiquées sur le plan.

La maison sera fréquemment visitée sous le rapport de la salubrité et de la propreté intérieures.

Nous sommes heureux de trouver ce dernier article, inspiré par un sentiment d'humanité qui fait défaut dans le règlement parisien.

A l'article intitulé des *Dames de Maison*, nous lisons :

ART. 8. — Aucune femme âgée de moins de 25 ans ne peut être autorisée à tenir une maison de tolérance, à moins de circonstances exceptionnelles que l'Administration se réserve d'apprécier.

ART. 11. — Les dames de maison sont responsables de la visite sanitaire des femmes qu'elles logent, et il sera sévi administrativement contre elles toutes les fois qu'elles ne pourront justifier que ces femmes ont été visitées.

.....

ART. 15. — Défense est faite aux dames de maison de recevoir chez elles, à quelque titre que ce soit, des mineurs de l'un ou de l'autre sexe, des femmes mariées, des domestiques, ni des filles prostituées non inscrites sur le livre. Défense leur est faite aussi de faire jouer ou de laisser jouer chez elles à aucun jeu de cartes, sous peine d'être poursuivies comme tenant une maison de jeu ; de recevoir et de garder des militaires après la retraite ;

ART. 16. — Aucun enfant ne peut être souffert dans une maison de tolérance, pas même celui d'une prostituée ou d'une dame de maison ; celle qui enfreindrait cette disposition se verrait immédiatement retirer son autorisation.

ART. 17. — Il est défendu aux maîtresses de maison de tolérer contre leur gré les filles qui voudraient sortir de chez elles. Lorsqu'une fille voudra quitter leur maison, elles seront tenues de l'accompagner au Commissariat central, bureau des Mœurs.

SECTION II

Des Maisons clandestines

ART. 18. — Lorsqu'une maison clandestine sera signalée à l'Administration, celle-ci fera procéder le plus discrètement possible à une enquête et ordonnera, s'il y a lieu, l'expulsion des femmes qui l'habitaient, elle défèrera au Parquet ceux qui l'auront ouverte ou qui la tiendront.

Nous arrivons maintenant aux articles les plus intéressants et aussi, avouons-le, les plus justement critiquables du règlement : ils concernent l'inscription des femmes et sont ainsi conçus :

SECTION III

De l'Inscription des femmes

§ 1^{er}. — DE L'INSCRIPTION D'OFFICE

ART. 19. — Toute fille ou femme surprise dans une maison de prostitution ou provoquant les passants pour les conduire chez elles, dans une maison de débauche ou en tout autre lieu, pourra être inscrite d'office sur le registre tenu à cet effet, et, dès lors, elle sera soumise à toutes les prescriptions réglementaires concernant la prostitution.

ART. 20. — Lorsqu'un commissaire de police d'arrondissement aura quelques motifs pour suspecter une femme de se livrer à la prostitution, il prendra, avec toute la circonspection possible, les renseignements propres à fixer son opinion, et il en fera l'objet d'un rapport spécial au Commissaire central.

§ 2. — DE L'INSCRIPTION VOLONTAIRE

ART. 21. — Toute femme qui veut se faire inscrire doit présenter son acte de naissance et fournir tous les renseignements

qui peuvent lui être demandés sur sa position et sur ses antécédents.

ART. 22. — Si cette femme n'est pas de la ville, elle doit produire un passeport régulier en échange duquel il lui sera remis un livret. A défaut de passeport, elle doit représenter tous les papiers qui peuvent justifier son identité ; si ces papiers ne paraissent pas lui appartenir ou n'être pas réguliers, elle est déférée au Parquet sous la prévention de vagabondage.

§ 3. — DE L'INSCRIPTION DES MINEURES

ART. 23. — Aucune fille âgée de moins de 16 ans ne pourra être inscrite d'office sans qu'une enquête minutieuse n'ait été préalablement faite.

ART. 24. — Lorsqu'une fille mineure, quelle que soit son âge, aura été surprise sur la voie publique, provoquant les passants, ou dans une maison, se livrant à la prostitution, elle sera conduite au Bureau des Mœurs.

ART. 25. — Lorsque, de l'interrogatoire qu'elle subit, il résulte qu'elle est étrangère à la ville, un passeport lui est remis pour se rendre dans son pays.

ART. 26. — Si, après avoir reçu un passeport, elle est trouvée dans la ville, un procès-verbal est rédigé contre elle, et elle est remise à la disposition du Parquet sous la prévention de vagabondage et de mendicité.

ART. 27. — Si cette fille appartient à la ville, ses parents sont immédiatement prévenus de son arrestation ; s'ils la réclament, elle leur est remise, s'ils justifient qu'ils sont en mesure d'exercer ou de faire exercer sur elle une utile surveillance.

ART. 28. — Si les parents de cette fille vivent séparés ou en concubinage, tiennent une conduite scandaleuse, sur le rapport

qui en est fait, le Commissaire Central décide si cette fille doit leur être rendue ou s'il y a lieu de la faire inscrire.

ART. 29. — Quant à la fille mineure qui se trouve sous la tutelle des hospices, soit qu'elle se présente pour être inscrite, soit qu'elle ait été surprise sur la voie publique ou dans une maison de tolérance, elle est retenue au dépôt et avis immédiat en est donné à l'Administration hospitalière, qui peut la réclamer ou faire les démarches nécessaires pour la faire mettre en correction.

Ainsi, il résulte de ce chapitre de l'Inscription des mineures qu'une fillette de 16 ans et dans certains cas d'un âge même inférieur peut être mise en carte, brevetée comme prostituée. Nous voulons bien reconnaître qu'en réalité le cas est extrêmement rare et que toutes ont plus de dix-sept ans, mais le seul fait qu'on puisse admettre le cas est inouï.

Au chapitre des défenses faites aux filles, nous trouvons les articles suivants :

.....

ART. 50. — Défense leur est faite de stationner aux abords des casernes, auprès des corps de garde et sur les lieux de revues et d'exercices militaires, aussi bien que dans le voisinage des collèges et pensionnats ; défense leur est faite également d'aller au-devant des pensionnaires de l'un ou de l'autre sexe, lorsqu'ils sont en promenade, ou de les suivre.

ART. 51. — Défense leur est encore faite de se montrer sur les promenades publiques, notamment celles des Cours, du Boulevard Delorme, de la Bourse et de la Petite-Hollande, le Jardin des Plantes et les passages couverts ; il leur est aussi défendu

de se présenter à la Bibliothèque, aux cours publics et dans les musées.

ART. 52. — Il leur est interdit de se présenter dans les hôtels, cafés, restaurants, les cabarets et débits de boissons ; d'adresser la parole à ceux qui peuvent s'y trouver.

ART. 53. — Les femmes inscrites ne peuvent pas courir la ville en voitures découvertes, seules ou accompagnées, non plus qu'en fiacre à moins que les stores soient baissés, de façon qu'elles et ceux qui les accompagnent ne puissent être vus des passants.

.....

ART. 55. — Il est expressément défendu aux filles et femmes soumises de circuler dans les rues et places de la ville, au delà des heures ci-après déterminées :

1^o En novembre, décembre, janvier et février, sept heures du soir.

2^o En mars, avril, septembre et octobre, huit heures du soir.

3^o En mai, juin, juillet et août, neuf heures et demie du soir.

On conçoit sans peine, que, se sachant astreintes à de pareils règlements du jour de la mise en carte, les femmes mettent peu d'enthousiasme à se faire inscrire, aussi celles qui sentent venir l'orage fuient-elles à Angers, à Tours, au Mans continuer leur métier comme clandestines, se réservant de reparaitre à Nantes quand elles seront oubliées.

La prostitution clandestine à Nantes est en pleine prospérité ; tandis que les bretonnes, les domestiques surtout garnissent les maisons de basse tolérance, les ouvrières fournissent les principales recrues de la prostitution isolée et libre.

Les arrestations sont peu nombreuses ; les agents, surtout depuis les dernières arrestations sensationnelles, craignent de déployer un zèle intempestif et n'ont pas toujours d'ailleurs un prétexte bien plausible, que dans leur prudence les insoumises, presque toutes jeunes n'offrent pas.

Au point de vue sanitaire, le règlement porte que les filles inscrites, libres ou en maison, devront se faire visiter deux fois par semaine, le mardi et le vendredi, à 10 heures du matin, au Dispensaire.

Le service médical est confié à deux médecins qui examinent les femmes aux jours, heures et lieu indiqués ci-dessus et en outre tous les jours à la Mairie, de 10 h. à 11 h. et de 2 à 4 h. pour les femmes arrêtées pendant la nuit ou celles assujetties à la visite, qui ne se seront pas présentées aux visites périodiques.

Les femmes reconnues malades sont envoyées à l'Hôtel-Dieu, hospice central, où deux salles 13 et 14 leur sont réservées.

Pendant que nous parlons de Nantes et bien que ceci n'ait qu'un rapport indirect avec la réglementation, nous signalerons la présence dans les urinoirs d'affiches réclames, portant le nom de ces industriels éhontés qui promettent la guérison de la syphilis sans mercure et la cure radicale des maladies les plus anciennes ; nous nous étonnons que dans un Conseil municipal, qui a compté et compte encore des médecins, il ne se soit pas élevé une voix indignée pour protester contre ces ignobles prospectus.

L'autorisation donnée aux maisons de tolérance est

dans certaines villes un prétexte d'impôt ; le rapport de M. Hennequin nous édifie à ce sujet.

A Tarbes et au Mans, les tenancières payent deux francs pour les maisons de 1^{er} ordre et un franc pour les maisons de 2^e ordre.

A Troyes, 200 francs par mois et 500 francs à chaque changement de tenancière.

A Nice, 3 francs par mois et par fille existant dans la maison, indépendamment du droit de 3 francs par visite et par fille.

A Nantes, les maisons payent 1 franc par visite et par fille (jusqu'à ces dernières années les filles isolées payaient 1 franc par visite).

A Perpignan, 6 francs par semaine pour la maison, en plus de la taxe de 4 francs par visite et par fille.

A Epinal, 24 et 18 francs par visite et par fille.

A Vouziers, 300 francs par an pour les honoraires du médecin-inspecteur et 108 francs pour la rétribution de l'agent du service sanitaire.

A Chambéry, 125 francs par mois.

Nous arrêtons là cette énumération qui nous montre le peu de scrupule des municipalités, prélevant un impôt sur le commerce d'amour, impôt d'ailleurs absolument illégal.

Tel est l'aspect que présente en France la réglementation ; un rapide coup d'œil nous apprendra comment l'entendent les autres gouvernements européens.

En Angleterre, depuis l'abrogation des *Acts* en mars 1886, il n'y a plus de réglementation, aucune organisation de police des mœurs, au moins officiellement.

Les maisons de passe existent cependant, et la prostitution, pour n'être pas réglementée, ne s'en donne pas moins libre cours.

La syphilis sévit avec intensité, mais les statistiques manquent. L'Administration affirme se désintéresser de toutes ces questions.

En Hongrie, la police des mœurs a une tendance à multiplier les maisons publiques pour diminuer la prostitution de la rue, et exercer sur les prostituées une surveillance plus active.

Les maisons publiques à Budapest sont de deux sortes : les lupanars et les maisons de rendez-vous.

Toutes ces maisons, *sans exception*, sont sous le contrôle de la police, quelque élevé que puisse être le prix de la passe, et le régime est égal pour toutes les filles.

Celles qui fréquentent les maisons de rendez-vous ne sont pas en carte, mais sont astreintes à se munir d'une carte sanitaire les obligeant à une visite par semaine. Seuls, le capitaine de police et le médecin en chef connaissent leur nom et leur situation sociale.

Une troisième catégorie de femmes fait le trottoir ; elles racolent les clients qu'elles peuvent recevoir chez elles, chose interdite à Paris.

Ces filles sont astreintes à une visite hebdomadaire qu'elles payent, nous dit M. Turot, un florin si elles vont au Dispensaire et deux florins si elles appellent le médecin à domicile.

La fille reconnue malade est soignée dans un hôpital qui ne ressemble en rien à une prison.

Arrêtée, elle peut faire appel au préfet de police, puis au Ministre de l'Intérieur, et devant ces trois juridictions elle a le droit de faire entendre des témoins et de confier sa défense à un avocat.

A Vienne, la police se trouve, de par le Code pénal, obligée d'interdire les maisons de rendez-vous, qui n'en existent pas moins clandestinement.

Les lupanars officiels, au nombre de 7, sont sous la surveillance de la police et subissent la visite du médecin; ils ne jouissent d'ailleurs d'aucune réputation.

« A Budapest, nous dit M. Turot, on va, sans se cacher, passer quelques heures dans le salon d'une maison publique, salon où il y a des tables autour desquelles se forment des groupes sympathiques de visiteurs qui se rencontrent là. A Vienne, on préfère l'hospitalité discrète de la chambre où la prostituée isolée ramène le client qu'elle a été chercher dans la rue ou dans certains cafés spécialement affectés à ce genre de trafic.

« Cafés très curieux, en vérité, qui ne s'ouvrent qu'après la sortie des théâtres et qui, suivant leur rang, donnent asile aux filles obligeantes que veut ignorer la police, ou aux filles inscrites sur lesquelles se concentre toute la vigilance administrative » (1).

Une fille de moins de 24 ans ne peut se faire inscrire sur les registres de la police qu'avec l'autorisation de ses parents ou, à leur défaut, de son tuteur.

Et même avant la mise en carte la police doit prévenir le

(1) Le prolétariat de l'amour, M. Henri Turot, page 239.

tribunal du pays d'origine, lequel fait venir la demanderesse et lui adresse une paternelle admonestation.

La surveillance de la police viennoise s'exerce sur 1.700 filles inscrites, alors que les prostituées atteignent, si elles ne le dépassent pas, le chiffre de 20.000.

A Berlin la réglementation, très sévère d'ailleurs, a cependant sur la nôtre une supériorité incontestable : le souci de la légalité.

La police ne peut donner de punitions elle-même et la prostituée arrêtée est conduite devant un tribunal régulier, que préside un « juge royal ». Le code allemand définit le délit de prostitution ; l'article 361 du Code pénal est celui-ci :

« Sera punie d'emprisonnement toute femme qui, soumise au contrôle de la police, parce qu'elle exerce la prostitution professionnelle, contrevient aux règlements de police ayant pour but de sauvegarder la santé, la décence, l'ordre public, ou qui exerce le métier de prostituée sans se soumettre à ce contrôle ».

Le règlement sanitaire porte que la fille soumise doit se présenter à la visite deux fois par semaine, jusqu'à 24 ans ; de 24 à 31 ans, elle n'a plus à subir qu'une seule visite hebdomadaire ; après 31 ans elle n'est tenue qu'à une visite par quinzaine.

Le règlement est d'accord avec les constatations des syphiligraphes, qui toutes sont affirmatives sur ce point : les filles sont d'autant plus dangereuses que plus jeunes, et à partir d'un certain âge, on peut affirmer qu'elles ne sont plus nocives.

Berlin ignore les maisons de tolérance, interdites, mais

n'en est pas moins envahie que Paris par toutes les formes de la prostitution.

Le spectacle du malheur des autres n'adoucit pas le nôtre, mais leur façon de procéder vis-à-vis du péril, aussi imminent chez eux qu'en France, peut nous être de quelque utilité quand nous entreprenons nous-même la lutte.

De tous temps, en tous pays, depuis qu'elle existe, on peut le dire, la réglementation a eu ses détracteurs, mais ceux-ci ne se sont vraiment organisés en parti, qu'en Angleterre au lendemain de la promulgation des *Acts* ou Règlements édictés et mis en pratique en 1860.

Dans une magistrale leçon à l'Hôpital St-Louis, le professeur Fournier a exposé clairement l'histoire de l'abolitionnisme.

Vers 1860, le Parlement Anglais, ému des ravages causés par les affections vénériennes dans l'armée particulièrement, tenta de réglementer la prostitution et publia dans ce but quatre lois ou *Acts*, sous le nom de *Contagious diseases Acts*, qui stipulaient que « toutes les femmes connues pour se livrer à la prostitution dans le périmètre de certaines stations, seraient placées sous la surveillance de la police, soumises à des visites sanitaires, et, au cas où elles seraient reconnues malades, séquestrées jusqu'à guérison dans des asiles de traitement. »

Aussitôt un parti se lève, composé surtout de femmes ayant à leur tête M^{me} Joséphine Butler, épouse du Révérend G. Butler, docteur en théologie, recteur du Collège de Liverpool et chanoine de Winchester.

L'énumération de ces titres a son importance, car nous

verrons les pasteurs se joindre en grand nombre aux dames anglaises pour lutter contre les *Acts*. Tous les moyens furent employés : pression individuelle, programme électoral, si bien que le Parlement se crut obligé d'abroger les *Acts* en 1886 pour le Royaume Uni et en 1888 pour les colonies indiennes.

M^{me} Butler, qui nous a raconté sa campagne dans « Les Souvenirs personnels d'une grande croisade » ne borna pas son ambition à la Grande Bretagne ; débordante d'un zèle ardent, elle entama la lutte avec le continent, et fit dans l'Europe entière de nombreux prosélytes ; sous sa pression et celle de ses adeptes, le Conseil Municipal de Paris en 1876 supprimait par un vote le crédit alloué à la Police des Mœurs ; vote qu'annula d'ailleurs le Ministre de l'Intérieur de l'époque.

En France on eut le tort de ne pas prendre au sérieux l'Abolitionnisme qu'on considéra « comme une doctrine de sentimentalisme, de féminisme dont le bon sens suffirait à faire justice. » Tout au plus remarqua-t-on que cette doctrine apparaissait dans les programmes électoraux et on y vit, ce qui n'était sans doute que cela, une arme de combat à l'usage des tribuns de réunions publiques où il est toujours de bon ton de dire son fait à la police et de « tomber » le bureau des mœurs.

On pouvait en vérité sourire à la lecture des arguments invoqués par les Dames anglaises contre la réglementation ; celle-ci, disaient-elles, était impudique, obscène, cynique.

Cynique par la visite qu'elle inflige à la femme en vue

de la recherche sur elle des maladies vénériennes ; sorte d'attentat à la pudeur, de viol pratiqué par des « canailles scientifiques » préposées comme « douaniers de la syphilis. »

Dégradante, parce que la visite attente à la liberté et dégrade l'être, qu'elle est même « une insulte dans la personne de « nos sœurs », ajoutaient les ferventes abolitionnistes.

On avait dédaigné de répondre aux insultes dont ne s'émouvaient pas plus les « douaniers de la syphilis » que les étudiants, durement traités ; on eut beau jeu à réfuter les arguments, si les accusations lancées méritent ce nom : la visite, un attentat à la pudeur ; l'examen au speculum, un viol ! de pareilles sentimentalités firent sourire les hommes qui, ayant approché de près les filles, pensaient avec raison qu'elles subissaient plusieurs fois par jour et avec complaisance des attentats à la pudeur et des viols autrement immoraux.

Des hommes politiques, des sociologues, des écrivains sont entrés dans la lice apportant en outre de l'autorité de leur nom des arguments valables et pour ne citer que des français on peut lire comme ouvrages ayant soutenu cette thèse : « la Police des Mœurs en France et la campagne abolitionniste » par M. A. de Morsier, « la Prostitution » par M. Yves Guyot, « la Prostitution cloîtrée » du Dr Fiaux « Une morale pour les deux sexes. La serve ou une iniquité sociale » par M^{me} Avril de Sainte-Croix.

Presque tous les auteurs cependant ne considéraient que le péril moral, tandis que le péril vénérien sollicitait

principalement, pour ne pas dire uniquement l'attention des partisans de la réglementation.

C'est si vrai que le péché reste la principale préoccupation de la plupart des abolitionnistes qu'un d'eux n'a pas craint de dire :

« Que l'homme qui s'abaisse jusqu'à entrer dans une maison de tolérance pour y satisfaire sa passion charnelle puisse en rapporter une maladie honteuse, nous ne trouvons pas *cela mauvais* (!) et nous ne perdrons pas notre temps à nous apitoyer sur son sort. »

La vérole devient ainsi un moyen de salut !

Le parti abolitionniste eut ses énergumènes et Urbain Gohier, un des plus violents, s'écrie dans *l'Aurore* :

« Prostitution, cléricalisme, militarisme ! ce sont les trois chancres de ce monde pourri ! quand on aura jeté bas l'Eglise, le lupanar et la caserne, on verra naître un nouvel état de choses. »

Ce n'étaient pas encore des arguments recevables et Zola et de Pressensé qui continuèrent la lutte n'en apportèrent pas non plus.

Mais aujourd'hui nous voyons surgir des abolitionnistes dans les rangs de ceux qui sont les mieux placés par leur instruction spéciale et leur situation pour donner un avis autorisé.

A la conférence de Bruxelles (septembre 1902), le professeur Gaucher déclare la réglementation contraire à la dignité humaine ; le professeur Landouzy estime que son insuffisance est démontrée ; les professeurs Gailleton et Augagneur, le Dr Queyrat se déclarent partisans de la

suppression des règlements ; le professeur Neisser fait voter le vœu suivant :

« Le régime de la réglementation tel qu'il est actuellement appliqué, s'étant montré inefficace, doit être abandonné. Il faudrait en matière de prophylaxie des maladies vénériennes, en venir au droit commun égal pour l'homme et pour la femme. »

Le Dr Blaschko, de Berlin, le Dr Santoliquido, de Rome, pensent de même.

La Conférence de Bruxelles fut incontestablement un triomphe, au moins moral, pour les abolitonnistes.

Les reproches adressés par ceux-ci à la réglementation sont exposés dans plusieurs ouvrages et notamment dans les statuts de la Fédération internationale annexés au volume de M. A. de Morsier, ainsi que dans la petite brochure de M. Henri Minod. Nous les résumons ainsi :

1° Arguments d'ordre législatif

La réglementation est illégale, ne s'appuyant sur aucun article du Code civil et les punitions, qu'on se permet de donner en son nom, ne correspondent à aucun article du Code pénal ; car la législation française ne reconnaît, pas à juste titre, le délit de prostitution :

Elle est injuste en ce qu'elle ne vise que la femme, alors que l'homme est aussi souvent, sinon presque toujours coupable.

S'il y a des « dégrafées », c'est qu'il y a des « dégrafeurs » ; s'il existe des femmes syphilitiques, c'est que des hommes les ont syphilisées.

Or, ceux-ci ne tombent sous le coup d'aucun règlement et sont laissés en toute liberté de contagionner qui leur plait, sans que la victime ait contre eux de recours.

2^o Arguments d'ordre moral, économique et social

La prostitution n'est pas un mal nécessaire ; arrêtées ou enregistrées comme prostituées, les femmes peuvent ne l'être qu'à certains degrés ou ne pas l'être du tout.

La police des mœurs n'est pas composée d'hommes ayant l'instruction et l'éducation suffisante pour la tâche délicate qui leur est confiée.

Les arrestations arbitraires, les fautes lourdes de ces agents sont la condamnation du système ; la plupart des filles qui pratiquent le racolage échappent à la police, qui se contente d'en arrêter un très petit nombre.

D'ailleurs, il en sera toujours ainsi, car plus la réglementation est sévère, plus la surveillance est rigoureuse, plus se développe la prostitution clandestine sous ses innombrables formes.

Cette réglementation, indigne et insuffisante, doit en outre être supprimée, car elle est la reconnaissance officielle d'une industrie honteuse, que l'Etat semble à tort reconnaître indispensable et aggrave en la légitimant.

La prostitution, qui est susceptible de disparaître avec une amélioration des mœurs, ne relève que de la loi morale et non du Code ; son organisation officielle crée la débauche et développe les maux qu'elle s'efforce de conjurer.

3^o Arguments d'ordre hygiénique

La santé publique n'est en rien protégée par la réglementation, et celle-ci offre même une sécurité trompeuse, car les femmes inscrites sont les plus contaminées, parce que ne choisissant pas le client comme les clandestines, elles acceptent le premier venu.

Les villes et les nations non réglementées dénotent une amélioration depuis la suppression des règlements.

4^o Arguments d'ordre physiologique

La continence ne peut nuire à la santé et par conséquent il est inutile de satisfaire un prétendu besoin chez les hommes empêchés de se marier.

Pour que la réglementation de la prostitution soit utile, dit le Dr Fiaux, il faudrait qu'elle prouve :

1^o Que le nombre des femmes insoumises diminue vraiment, au profit du nombre des femmes soumises ;

2^o Que l'organisation ne permette pas aux soumises de disparaître ;

3^o Que la femme inscrite offre des garanties suffisantes, en tous cas qu'elle soit proportionnellement moins malade que l'insoumise ;

4^o Que toutes les femmes malades, inscrites ou insoumises, soient soignées un temps suffisamment long pour permettre aux maladies contagieuses de s'éteindre sans possibilité de récurrence ;

5^o Que les hommes malades ne soient pas des agents de contamination sans cesse renouvelés.

Le Dr Fiaux et d'autres abolitionnistes prétendent qu'aucune de ces conditions n'est remplie, bien au contraire.

D'après M. Henri Turot, qui apporte quelques arguments nouveaux, et c'est pourquoi nous citons ses remarques, la réglementation est inefficace.

1° Parce qu'elle s'applique uniquement aux femmes et se désintéresse des hommes qui sont aussi de dangereux agents de transmission du mal syphilitique ;

2° Parce que la visite n'a lieu que chaque quinzaine ;

3° Parce que ces visites sont trop rapides ;

4° Parce que l'encombrement du Dispensaire est excessif et que les médecins sont surmenés ;

5° Parce que la réglementation porte sur 6.000 à 7.000 filles, alors qu'elle laisse en dehors de son contrôle 20 ou 30.000 autres prostituées ;

6° Parce que, dès qu'une fille est malade, elle cesse de se présenter à la visite et disparaît ;

7° Parce que le traitement à Saint-Lazare blanchit seulement mais ne guérit pas ;

8° Parce qu'enfin la peur de Saint-Lazare empêche les femmes malades de se faire soigner ;

Une remarque faite aussi par quelques praticiens partisans de la suppression, et qui n'est pas mentionnée ici, porte sur le choix des médecins de Dispensaire.

Le programme des études médicales et des examens de doctorat n'exige nullement de connaissances syphiligraphiques sérieuses, de telle sorte que des cliniciens de valeur

peuvent être peu documentés et peu expérimentés sur ce point spécial.

Or, cette considération n'entre à tort pour rien dans le choix des médecins officiels à qui est confiée la visite.

« Il ne m'appartient pas, écrit le Dr Martineau, de critiquer une nomination qui a toujours donné de bons résultats, je dirais toutefois qu'il serait préférable d'instituer un concours spécial dont la matière porterait sur l'étude des maladies vénériennes, étude, ne l'oublions pas, des plus difficiles et des plus complexes, et qui, par cela même, nécessite des travaux assidus dans les hôpitaux spéciaux affectés à ces maladies » (1).

Depuis 1885, satisfaction a été donnée à ce vœu de quelques syphiligraphes, par un arrêté de M. Léon Bourgeois qui, en 1888, a substitué le concours au choix pour Paris.

Mais que les médecins fonctionnaires aient été nommés au choix, et soient suffisamment instruits par leur travail personnel que vient fortifier l'expérience, ou nommés au concours, ils ne s'en trouvent pas moins dans des conditions défavorables pour pratiquer un examen sérieux.

Peu de dispensaires sont dotés d'un laboratoire et de préparateurs pour faire des cultures bactériologiques, aussi, à moins de constater des accidents très visibles, le médecin se trouve dans la douloureuse alternative d'arrêter toute femme suspecte pour un bobo insignifiant ou pour tout écoulement impur, quelle que soit sa nature, ou de la laisser, malade peut-être, en liberté.

(1) MARTINEAU. Prostitution clandestine, 1885, p. 194.

D'où la nécessité logique d'un dispensaire d'observation, mais cette sorte de prison préventive froisse encore nos notions de la liberté individuelle.

Les partisans de la réglementation ne se sont pas tenus pour battus sous le choc des arguments invoqués par leurs adversaires.

Parmi les réglementaristes, le plus justement connu, le plus autorisé, M. le Professeur Fournier a répondu dans une conférence, faite à l'Hôpital Saint-Louis le 18 avril 1902.

Il reconnaît que, en l'absence de toute loi concernant la réglementation, celle-ci a un cachet d'illégalité, cependant il fait remarquer que ce n'est point la faute des réglementaristes qui ont tout fait pour la création d'un article rendant les prostituées justiciables du droit commun, ainsi que, s'associant à M. Béranger il l'a demandé lui-même.

Mais si elle se trouve illégale en fait, la réglementation ne l'est pas en principe, car la Société a le droit de surveiller la prostitution, de la régler comme elle règle les industries insalubres.

« Le droit est en l'espèce, dit M. Trarieux, dans la défense de l'intérêt social. »

« L'inscription même consentie n'est pas valable » disent les abolitionnistes, cependant la prostitution est un commerce qui obéit à la loi de l'offre et de la demande, qui repose sur une entente préalable.

La réglementation est injuste et « s'il y a similitude de délit pour la prostituée et son client, il doit y avoir similitude de répression », disent les abolitionnistes. A quoi

M. Fournier répond : qui fait l'offre, qui racole, qui fait le trottoir, qui reçoit le salaire ? — la femme, par conséquent il est juste qu'elle soit seule visée.

La contamination, dit-on, vient de l'homme plus coupable que la femme et si l'homme n'était pas syphilitique, la femme ne le deviendrait pas. Mais pour un rapport de l'homme, combien la femme n'en peut-elle pas avoir, non seulement celle de maisons de tolérance, mais la fille en carte : si celle-ci est contaminée elle pourra infecter cinq, dix hommes dans la même nuit, tandis qu'un homme également infecté ne verra guère qu'une femme en vingt-quatre heures, si même le coït est chez lui quotidien.

La nature ne comporte pas l'égalité voulue par les abolitionnistes.

Ceux-ci affirment le tort du gouvernement qui reconnaît la prostitution inévitable, et l'encourage en la patronant par son autorisation officielle.

Non assurément : tous les gouvernements ont essayé d'éteindre ce fléau, qu'ils ont dû reconnaître finalement inextinguible ; ils ne l'autorisent pas d'ailleurs, il le tolèrent faute de pouvoir faire autrement.

Et cette autorisation est si loin d'être corruptrice et excitatrice que nous voyons 6.031 prostituées seulement inscrites sur les registres de police, alors que 40.000 environ exercent clandestinement leur industrie, que nous constatons la décroissance et la déflaveur des maisons de tolérance officiellement reconnues, tandis que la prostitution clandestine, méconnue et poursuivie, ou censée l'être, s'accroît chaque jour.

Les erreurs des agents ne sont pas un argument à invoquer pour la condamnation du système, car à ce compte il faudrait supprimer les tribunaux qui se trompent trop souvent d'une façon cruelle et en général toutes les institutions susceptibles d'erreurs.

Reprocher aux agents des mœurs de n'être pas des « gentlemen » est un peu naïf, car on ne peut s'imaginer trouver pour remplir ces fonctions des hommes du monde.

De ce qu'elle n'atteint pas toutes les prostituées, il ne s'ensuit pas que la réglementation soit inefficace et inutile ; de ce que les agents ne peuvent arrêter toutes les insoumises, il n'en résulte pas qu'ils doivent être supprimés, répondent MM. Fournier et Le Pileur, avec des arguments « de bon sens », ainsi qu'on les a qualifiés.

« Une fille affectée de plaques muqueuses est internée aujourd'hui à Saint-Lazare, je suppose. Qu'y fera-t-elle ce soir et cette nuit ? Elle dormira inoffensive. Qu'eût-elle fait ce soir et cette nuit, si elle eût été libre ? Elle eût sûrement transmis la syphilis à un ou plusieurs hommes », dit le Professeur Fournier.

Au reproche adressé aux agents des mœurs, touchant le petit nombre de leurs arrestations, le Dr Le Pileur répond ainsi, au Congrès de Bruxelles : « A quoi servent les gendarmes ? — A arrêter les voleurs — Ah ? très bien, mais arrêtent-ils tous les voleurs ? — Non — Non ? Alors il faudrait supprimer les gendarmes ! »

Nous dirons tout de suite que ces deux arguments ont été violemment critiqués par les abolitionnistes.

Le Dr Fiaux réfute l'argument du professeur Fournier, en disant :

« L'internement d'une fille malade crée une autre fille malade et peut-être une autre prostituée. »

Le Professeur Augagneur répond d'autre part :

« La prostitution est, par certains côtés, un métier soumis aux lois générales du commerce ; la disparition d'une prostituée est compensée par l'apparition d'une prostituée nouvelle, et comme l'immense majorité des prostituées appartient à la prostitution clandestine, que l'état sanitaire de ces clandestines est inconnu, il n'est pas démontré du tout que la détention de quelques unités syphilitiques évite des contacts périlleux aux clients de la prostitution. »

Et M. Turot ajoute cette réflexion :

« Nierez-vous, messieurs les régleментарistes que si en emprisonnant à Saint-Lazare 397 femmes vous avez inspiré une compréhensible terreur à 1,000 autres ; que si en retirant de la circulation ces 397 malades dangereuses, vous avez empêché les 1,000 autres de déclarer leur mal et de se faire soigner, nierez-vous que le résultat soit détestable et que vous ayez, avec l'apparence de combattre le mal, contribué réellement à le répandre ? »

A l'argument du Dr Le Pileur, les abolitionnistes ont répondu que la comparaison entre l'agent des mœurs et le gendarme était inexacte, attendu que la prostituée ne peut être comparée au voleur, celui-ci ayant dérobé le bien de son prochain, la prostituée même en infectant son « correspondant » a fait à celui-ci un dommage qu'il pouvait

prévoir par le fait même de l'acte qu'il accomplissait sciemment.

La réglementation, disent ses adversaires, offre une sécurité trompeuse et encourage beaucoup d'hommes qui croient trouver dans la carte une garantie, un brevet de santé.

Ces hommes ont tort et font preuve de naïveté, répond le Professeur Fournier en s'exprimant ainsi : « S'il plait à quelque bêtard d'accorder toute confiance aux femmes en question, le dit bêtard n'a qu'à s'en prendre à lui-même, en cas de malheur, de sa naïveté » (1).

La prostitution est à tort réglementée, c'est-à-dire reconnue, car elle n'est nullement nécessaire, et la continence doit être la règle de tout homme non marié.

Mais les réglementaristes répondent en demandant jusqu'à quel âge doit s'imposer cette continence. Jusqu'au mariage. Admettons que ce soit possible. Il est cependant des hommes qui, pour cause de difformités, d'infirmités, de misère, ne peuvent et ne pourront jamais se marier, seront-ils obligés aussi d'être continents ?

Et le veuf qui, pour des raisons respectables, telle que la crainte de donner une marâtre à ses enfants ou pour toute autre cause valable ne peut se remarier ; l'homme marié qui ne peut avoir de rapports avec sa femme infirme, l'homme séparé de corps d'avec son épouse, devront-ils être aussi continents éternellement ?

Nous ne faisons que rapporter ici quelques-uns des prin-

(1) Prof. FOURNIER. De l'abolitionnisme, page 29.

cipaux arguments des deux théories en présence, nous ne prétendons pas même citer tous les noms de ceux qui ont pris part à la discussion et nous nous sommes gardés de citer aucune statistique, chacun apportant les siennes dont il garantit l'authenticité et sur lesquelles il s'appuie pour conclure au bien fondé de ses dires ; nous n'avons pris aucun exemple de peuple voisin, car on chercherait vainement à y trouver un enseignement.

C'est ainsi que les régleментарistes font ressortir la diminution des cas de maladies vénériennes en Allemagne où la réglementation est très sévère, tandis que les abolitionnistes mettent en avant la décroissance de la syphilis en Angleterre, pays de la liberté la plus absolue.

La maison de tolérance a particulièrement attiré l'attention de tous ceux qui veulent abolir ou réformer la réglementation et la question a été ainsi posée à la Conférence de Bruxelles, en 1899 :

Si l'on se place à un point de vue exclusivement médical y a-t-il avantage à maintenir les maisons de tolérance ou vaut-il mieux les supprimer ?

Les rapporteurs désignés furent le Dr Hæffel, de Berlin ; le Dr Le Pileur, médecin de St-Lazare et le Professeur Wolf, de Strasbourg.

Le premier ne se montre pas favorable aux maisons de tolérance que défendent au contraire, au point de vue hygiénique, les Drs Le Pileur et Wolf.

Celui-ci montre par des statistiques la nécessité de maintenir les maisons de tolérance, dont les filles sont moins nocives que les inscrites isolées ou les clandestines.

Le Dr Le Pileur, adoptant les mêmes conclusions, s'est placé surtout au point de vue de l'âge auquel les filles sont le plus souvent contaminées et montre qu'elles sont presque inoffensives au moment où la loi leur permet l'entrée en maisons.

Ceux qui ont combattu la maison de tolérance se sont appuyés sur des statistiques de Parent-Duchatelet remontant à un demi-siècle et tendant à prouver que la fille de maisons était la plus contaminée.

Actuellement, c'est tout le contraire que nous observons, et les auteurs sont affirmatifs sur ce point, les motifs de cette décroissance du mal de Vénus dans les « asiles hermétiques » que le Dr Fiaux, lui-même, qualifie de « forme sélectionnée » de la réglementation, sont nombreux.

D'abord le nombre des visites double et même triple, si l'on songe avec quelle facilité les isolées l'esquivent ; or « mieux que les statistiques, le bon sens indique que plus on fait de visites, plus on a l'occasion de trouver des malades » dit le Dr Commenge. Et ici il n'en sera plus comme dans la prostitution de la rue, l'arrestation d'une prostituée officielle n'en fera pas naître une clandestine aussi malade peut-être ; si la femme de maison est remplacée, elle le sera par une fille visitée aussi.

La femme de maison doit avoir au moins 21 ans et a souvent plus ; elle a donc doublé le cap de la vérole et ne présente généralement plus d'accidents contagieux syphilitiques ; le gonocoque semble vivre mal dans un vagin depuis trop longtemps infecté et vacciné pour ainsi dire par les antitoxines sécrétées à une nouvelle infection.

La pensionnaire de tolérance plus instruite à l'heure actuelle examine le client et peut refuser tout contact ; elle a souvent, toujours même dans les maisons riches, la possibilité de procéder à des soins de toilette et à des soins hygiéniques.

Le chiffre des cas de syphilis parmi le personnel des lupanars décroît d'année en année, de 110 cas en 1888, il tombe à 0 en 1903.

Tout le monde est d'accord sur ce point que, actuellement, les maisons de tolérance semblent offrir une garantie bien supérieure au point de vue hygiénique à celle que présentent les filles en carte.

Delenda sunt fornices, s'écrient cependant les abolitionnistes qui voient dans les maisons une variété de prison ou de cages, où de pauvres femmes mènent une existence de forçats.

Ils leur reprochent le comptoir de boissons spiritueuses que les règlements défendent, mais que la police tolère ; ils protestent avec raison contre la présence du tenancier dans la maison et la honteuse exploitation des femmes par la tenancière, qui les oblige à prendre chez elle les objets de toilette et les différents articles du costume, sur lesquels elle prélève un bénéfice exorbitant ; le docteur Fiaux nous donne quelques exemples de ce vol manifeste :

Une chemise de soie est vendue par la tenancière 190 francs, alors que le même article au Louvre ou au Bon Marché est payé 25 à 30 francs.

Une paire de souliers mordorés à jour d'une valeur réelle

de 12 à 15 francs atteint couramment dans les lupanars 48 francs.

Et les autres articles à proportion : une paire de jarretières, 35 francs ; une robe pour sortir en ville 800 francs. L'abonnement forcé au coiffeur, au pédicure, à la manucure est coté 5 à 10 francs par semaine.

Non seulement la tenancière spéculé sur la coquetterie, mais aussi sur la gourmandise : le programme culinaire comprend en général trois repas par jour pris en commun sous la présidence de la maîtresse de maison, assistée de son mari ou de son amant aux heures suivantes : midi, cinq heures et demie et le souper dans la nuit ou au matin, selon la plus ou moins grande affluence des clients et leur retrait plus ou moins tardif.

Le Dr Fiaux nous apprend que dans les tolérances moyennes le chiffre quotidien des frais de nourriture (vin, café et liqueur compris) est de cinq francs par pensionnaire ; dans les petites, ce chiffre descend à trois francs et dans les grandes, dépasse souvent dix à douze francs.

Malgré la défense, on consomme dans toutes les maisons : « Qu'est-ce que tu payes ? » est stéréotypé sur les lèvres des femmes, poussées à la consommation par la patronne.

Les amendes, les cadeaux obligatoires viennent encore obérer le budget des femmes, qui se voient bientôt à la tête d'un passif invraisemblable, car la maîtresse, ou la sous-maîtresse, qui seule paraît dans les grandes maisons et dont l'âpreté au gain ne le cède en rien à sa supérieure hiérarchique, a la bonté de faire crédit et d'inscrire les dettes au livre.

Ce registre n'est jamais contrôlé par la police « *ob turpem causam.* »

« Une fois que la somme a atteint un certain chiffre, dit le Dr Reuss, la fille est dans l'impossibilité matérielle de se libérer et de quitter la maison. »

La loi ne reconnaît pas ce genre de dettes, il est vrai, mais les agents des mœurs, pleins de complaisances pour les tenancières, auxquelles ils doivent de précieuses indications, n'aident en rien les filles, ne les défendent pas contre les tracasseries sans nombre dont elles sont l'objet vis-à-vis de celles qui se prétendent créancières ; en outre les maîtresses de maison, formant une sorte de syndicat, s'entendent entre elles et quand une fille change de tolérance, elle passe de la première dans la seconde avec tout son passif, qui s'augmente plutôt dans le transport.

Une des graves accusations lancées par les abolitionnistes, et avec raison, contre les maisons de tolérance, c'est l'immoralité des tenancières qui en faisant « doubler » les femmes, c'est-à-dire en leur donnant un lit pour deux, favorisent le vice de « tribadisme. »

« Si ces infâmes liaisons existent, la faute en est aux tenancières », ont écrit Parent Duchatelet et Jeannel. Après Macé, Coué et Lerouge, MM. Carlier, Reuss et Coffignon ne contestent plus rien sur ce chapitre : ils citent même le mot d'argot donné aux tribades « gougniottes » (1), plus proprement « inséparables, petites sœurs » (Dr Fiaux).

(1) Elles s'appellent encore entre elles « gousses ».

Le même auteur ajoute : « ... nous ne pouvons omettre de rappeler qu'une des plus banales et innocentes occupations de ces misérables est de faire entre elles des concours de beauté, de s'exhiber mutuellement et devant leurs camarades réunies en jury, non pas seulement leur gorge, mais leurs charmes les plus secrets et de se décerner après examen successif le prix que se disputaient les trois déesses de la fable pour leurs grâces tout entières.

« De là naît la *frictrix*, la *cunnilingua* » (1).

Ces pratiques sont favorisées par les matrones préférant les amitiés de femmes entre elles aux relations avec des souteneurs, qui emportent au dehors les économies de leurs pensionnaires, tandis que dans les relations des « tribades » cet argent se dépense dans la maison, passant en chatteries que s'offrent entre elles ces dames.

Il y aurait donc de larges réformes à faire dans ce sens.

Mais où les abolitionnistes ont nettement tort, nous semble-t-il, c'est en soutenant que la maison de tolérance est en elle-même un scandale, comme si le spectacle du racolage dans les rues, sur les promenades, dans les cafés, n'était pas plus démoralisant.

Beaucoup d'auteurs ont pensé au contraire que ces établissements jouent un rôle bienfaisant au point de vue social et moral ; tous les essais de fermeture, tentés par Saint-Louis ou par Louis XIV par exemple, furent déplorables ; de même à Leipzig, où le Dr Wolf nous apprend

(1) Dr FIAUX, La Maison de Tolérance, page 137.

que lors de la fermeture des maisons, le résultat fut des plus regrettables « surtout au point de vue moral » (1).

Donc, « puisqu'on ne peut détruire la prostitution, écrit le comte de Chassenom (2), tirons au-devant d'elles un rideau, car il n'est pas de contagion morale plus active que celle qui agit par le sens de la vue. Il n'est pas de spectacle dont la suppression soit plus impérieusement réclamée pour le bien de la morale, aussi bien que pour l'honneur respectif des deux sexes ».

On ne saurait nier qu'au lupanar aucun de ces vols, de ces crimes n'existent qui sont la monnaie courante de la prostitution isolée : le client n'a plus à redouter le souteneur, ni l'« entôleuse ».

Aussi conçoit-on que les dictérions, améliorés au point de vue sanitaire, au point de vue moral, puissent devenir la forme la plus sûre et la moins immorale de la prostitution.

Certains auteurs voient ces améliorations proches, et Bérault s'exprime ainsi :

« ... Et peut-être, dans un avenir prochain, la maison publique, devenue le palladium de la santé publique, aura perdu ses attributs barbares qui la signalent à l'opprobre de la multitude des sceptiques, ou des ignorants, et que ses avantages reconnus feront cesser jusqu'aux termes de mépris et d'abjection que suscite encore son aspect cynique ».

(1) Conférence Int. de Bruxelles.

(2) Cité par DAVILA. Thèse de Paris, 1853.

Chacun déplore que la divergence d'opinions paralyse les efforts d'hommes instruits, et animés tous des meilleures intentions, dont l'entente ferait assurément faire à la prophylaxie un grand pas en avant.

Il est cependant des points de parfaite conciliation, c'est ainsi que régleментарistes et abolitionnistes se donnent la main pour la suppression de la prostitution des mineures.

« Suppression absolue de toute prostitution des filles en état de minorité civile », tel a été le vœu unanime de la première Conférence internationale.

Les procédés diffèrent pour obtenir ce résultat.

La mineure une première fois convaincue de prostitution, est seulement admonestée, que ce soit par un magistrat ou par un tribunal.

Si l'on constate une récidive, le Dr Jullien conseille de l'interner pour un certain temps, qui devrait s'étendre, d'après le Dr Le Pileur, jusqu'à sa majorité civile ; enfin Neisser propose de la soumettre à une éducation tutélaire.

Les parents qui par leur manque d'autorité, à plus fortes raisons par leurs conseils, sont responsables de la prostitution d'une mineure, sont passibles d'une amende (Le Pileur).

Si l'on juge les mineures incorrigibles, on agira envers elles comme envers des prostituées ayant leur majorité civile.

Tandis que M. A. de Meuron préconise une protection graduée, variable avec les âges, qui servirait de base à trois catégories : 12 ans, de 12 à 16, de 16 à 21, et propose, s'il y a surprise ou violence, l'assimilation des droits de la fille

séduite à celle de l'épouse, Gaucher les revendique, dans tous les cas, pour la fille déflorée.

Le Dr Clado (1) fait justement remarquer qu'au lieu de s'intéresser seulement à la fille déflorée, il vaudrait mieux s'efforcer d'éviter cette défloration en protégeant la jeune fille *avant* la chute.

Divers moyens de protection de la jeune fille sont à tenter : aider la mineure en détresse, lutter contre le proxénétisme sous toutes ses formes, punir les parents coupables.

Nous croyons impraticable l'application en France de certaines lois en cours dans quelques pays, en Grèce, notamment, où l'homme qui a défloré une mineure est sévèrement atteint par le Code, contraint au mariage et passible de prison ou d'une forte amende, ou la mineure est internée jusqu'à sa majorité civile et les parents insoucieux de la conduite de leurs filles punis gravement.

En revanche, nous applaudissons volontiers à la mesure proposée relative à l'enfant naturel, qui aurait les mêmes droits que les enfants légitimes (de Meuron-Gaucher-Julien-Minod) ; quelle que soit l'idée qu'on se fasse des responsabilités de l'homme et de la femme vis-à-vis l'un de l'autre dans l'amoureux commerce, il n'est pas moins indiscutable que l'enfant, résultat et victime de l'acte sexuel, n'y a pris aucune part et qu'il ne doit pas être sacrifié aux intérêts de ses auteurs.

La loi française (1863) fixant à 13 ans l'âge de protection

(1) Dr CLADO, délégué de la Grèce à la Conférence de Bruxelles. Vénérologie sociale.

des mineures contre les attentats sans violence, a été reconnue insuffisante pour le but qu'elle s'est proposée.

Abandonner l'enfant à l'âge où elle devient jeune fille est un non-sens.

Que fait en effet l'état des mineures arrêtées, de cette minime partie des mineures arrêtées parmi celles qui se livrent à la prostitution ?

Il les inscrit ou les envoie dans des maisons de correction, deux modes de traitement qui les empêchent à jamais de se relever.

Les maisons de correction ont été sévèrement jugées par M^{me} Leroy, MM. Henri Boucher et Henri Joly qui les ont étudiées de près.

La loi allemande, plus prévoyante, est encore insuffisante qui place à 14 ans l'âge de protection (art. 176 du Code pénal) ; des peines spéciales sont édictées contre ceux qui facilitent les attentats sur la personne de leurs enfants ou des mineurs placés sous leur dépendance (art. 181). La séduction d'une « fille irréprochable » est punie jusqu'à 16 ans (art. 182).

Une loi allemande, plus complète, promulguée en 1900, vise les prostituées mineures et une circulaire du Ministre de l'Intérieur, en date du 21 mai 1903, adressée à tous les présidents de districts, concerne spécialement les prostituées mineures :

« Lorsqu'une mineure de moins de 18 ans, dit-elle, s'adonne au vice professionnel et qu'elle est soumise au contrôle de la police des mœurs, ou lorsque la question se pose de l'y

soumettre, les autorités compétentes doivent, en vertu de la loi du 2 juillet 1900, sur l'éducation tutélaire des mineurs, requérir l'éducation tutélaire. Le régime de la police des mœurs doit, à l'avenir, être appliqué seulement à celles à qui le Tribunal aura refusé l'éducation tutélaire alors que l'appel de cette dernière décision aura été rejeté. »

Ces mesures, supérieures à celles que nous voyons appliquées en France sont encore loin de répondre à tous les desiderata des sociologues.

Sur un autre point aussi les partisans de la réglementation ne sont pas loin de penser comme leurs adversaires ; il s'agit de Saint-Lazare et du régime policier en général appliqué aux filles, qui ont le seul tort d'être malades.

Les abolitionnistes sont heureux de pouvoir citer à ce sujet les propres paroles du professeur Fournirs, qui ne cache pas son opinion sévère touchant la prison et les mesures préventives dont les femmes ont à souffrir.

Voici la citation en question, déjà recueillie par M. Emile Richard et reprise par tous les auteurs qui ont traité la question :

« Une fille est reconnue malade au Dispensaire. Le même jour elle est conduite à Saint-Lazare, et conduite comment ? Dans une voiture cellulaire, dans l'ignoble voiture connue du nom trivial que vous savez, qui sert de véhicule aux prévenus, aux voleurs, aux assassins, et qui, par elle seule est un stigmate d'infamie ? Or, pourquoi une voiture cellulaire ? Pourquoi cette première humiliation imposée à une fille malade ? A quel but, à quel intérêt pratique cela peut-il répondre ? »

« Suivons maintenant cette même malade. Où la conduit la voiture en question ? A Saint-Lazare. Or, qu'est-ce que Saint-Lazare ? Une agglomération confuse de prévenues, de coupables, de criminelles à divers degrés... et de malades ! Ainsi cette femme malade, simplement malade, à qui la société n'a, pour l'instant du moins, d'autre délit à reprocher que celui d'une affection contagieuse, cette femme, dis-je, va franchir le même seuil, va passer sous la même porte, va être confinée dans les mêmes murs que les prévenues, les voleuses, les criminelles ! C'est là une confusion, on l'a dit mille fois avant moi, qui révolte le bon sens et l'équité. Mais, disent les casuites, cette confusion n'existe pas en réalité, car il y a dans Saint-Lazare plusieurs « quartiers » et cette femme malade aura son quartier spécial qui la distinguera de ses voisines. Qu'importe, répond le bon sens, il n'y a qu'un écriteau sur la porte, et cet écriteau stigmatise d'infamie toutes celles qui passent au-dessous, quels que soient d'ailleurs les quartiers qui les reçoivent. Qu'elles soient ici ou là, l'opinion publique n'y regarde pas de si près et ne s'arrête pas à ces délimitations administratives. Pourquoi donc cette inique, cette abominable promiscuité ?

« ... Toute chose, toute institution a sa logique ; une prison a la sienne aussi. Pour être ce qu'elle doit être, une prison comporte un certain ensemble de dispositions matérielles, de règlements, de discipline, de mesures coercitives, etc., qui l'approprient à sa destination. A ce titre elle doit être absolument différente d'un hôpital, cela va de soi. Or, c'est dans une prison que vous introduisez une

malade ; est-il donc possible que cette malade trouve là ce qu'il lui convient ? Qui jamais a songé à assimiler un hôpital à une prison ? C'est faire injure au bon sens que de rapprocher des choses si dissemblables ; eh bien ! cette injure au bon sens, Saint-Lazare nous en offre un exemple accompli. »

Le réquisitoire est suffisamment éloquent pour exciter l'indignation publique contre cette prison, dont M. Fiaux et M. Emile Richard nous donnent le régime intérieur.

Ce dernier s'exprime dans les termes suivants :

« Le régime alimentaire est tout ce qu'il y a de dépressif : deux fois par jour, une bouillie immonde de légumes frais ou secs, servie à peu près froide. De l'eau pour boisson, à moins que la fille n'ait assez d'argent pour se payer à la cantine un décilitre de vin. Deux petits morceaux de bœuf bouilli par semaine.

« L'hygiène est déplorable. Votre Commission sanitaire a vu les grandes pièces carrelées où sont entassées pêle-mêle soumises et insoumises, n'ayant même pas le nécessaire pour accomplir les soins de propreté indispensables aux femmes. Les dortoirs ne sont jamais chauffés, même par les plus grands froids de l'hiver.

« Les ateliers, situés au rez-de-chaussée, sont presque tous d'une humidité inouïe, mais l'entrepreneur est tenu de les chauffer en hiver.

« Jusque-là, c'est le régime pur et simple de la prison. Mais, des renseignements que nous avons pu recueillir et contrôler par des dépositions qui émanent de sources non suspectes, il résulte que, dans la pratique, ce régime est

rendu encore plus dur pour les prostituées que pour les autres détenues. Les sœurs chargées de la surveillance générale de la prison, animées d'un sentiment bien catholique, ne perdent aucune occasion pour les maltraiter et les priver des menues faveurs accordées aux autres pensionnaires de Saint-Lazare.

« Les filles en carte, frappées pour avoir été en retard pour leurs visites ou pour d'autres contraventions aux règlements de police, n'ont point droit au parloir de faveur qui est accordé aux voleuses. Elles ne peuvent recevoir du dehors aucun aliment et sont forcées de se contenter de la cantine, au grand profit du cantinier. Il leur est défendu, même dans les heures de récréation, de tricoter ou de travailler pour elles. Enfin elles ne peuvent recevoir du dehors du linge, et se voient appliquer, même aux époques spéciales, le règlement de Mazas, qui accorde aux détenus une seule chemise par semaine.

« Aussi bon nombre de ces malheureuses sont-elles naturellement portées à s'accuser volontairement de vols de minime importance, pour être envoyées à la première section où elles sont moins durement traitées qu'à la seconde. »

On comprend aisément la répugnance que les filles éprouvent à être envoyées à Saint-Lazare et toutes les ruses auxquelles elles se livrent pour éviter cette barbare séquestration : or elles évitent en même temps le traitement pour le plus grand dommage de la collectivité.

D'autre part, les sociologues font remarquer quelle déplorable promiscuité offre Saint-Lazare, dont les dortoirs

donnent asile aux toutes jeunes en même temps qu'aux vieilles prostituées et malgré la surveillance des relations se lient entre innocentes et rouées ; des propositions sont faites, qui recevront réalisation à la sortie, par de vieilles racoleuses qui se font arrêter tout exprès pour pénétrer dans ce milieu où s'exerce fructueusement leur industrie. Celle qui peut rentrer avec quelques derniers principes d'honnêteté dans ce milieu gangrené en sort gangrenée elle-même.

Un autre argument d'ordre administratif repose sur l'exiguïté de Saint-Lazare qui ne peut contenir plus de 500 femmes, dans la section des filles publiques ; celles qui pourront être arrêtées en sus seront donc forcément relâchées.

Les partisans les plus chauds de la réglementation concèdent aux abolitionnistes qu'elle est insuffisante ; c'est ainsi que la visite, bi-mensuelle pour les filles isolées et hebdomadaire pour les femmes en maisons, est loin d'offrir les garanties nécessaires.

La consultation au Dispensaire de la Préfecture est bi-hebdomadaire et dure une heure et demie, pendant laquelle on examine 120 à 140 femmes, parmi celles-ci 40 nouvelles environ, pour lesquelles il faut poser un diagnostic.

Des deux médecins attachés à ce service, l'un examine les malades, l'autre pointe les cartes.

Si expérimenté et si zélé soit-il, le médecin peut-il dans la minute qui lui est accordée, procéder au sérieux examen des muqueuses jusque dans leurs replis et leurs plus petits détails ?

Les blennorragiques munies d'une carte jaune ne se présentent que tous les quinze jours, les syphilitiques pourvues de cartes vertes, tous les huit jours.

Aussi tous les praticiens ont demandé une visite plus fréquente : Ricord la désirait tous les trois jours, Ratier et Sandouville tous les quatre jours, Teusch trois fois par semaine.

Il y a beaucoup à faire dans cet ordre d'idées et le sort de la prostituée doit être dans le plus proche avenir amélioré, en attendant qu'elle devienne elle aussi « fonctionnaire » de l'Etat, comme l'annonce dans une boutade le Dr A. Lutaud, qui s'exprime ainsi :

« Lorsque l'Etat aura adopté les théories socialistes, la prostituée sera payée par le gouvernement, elle ne pourra « travailler » que huit heures par jour et sera pourvue d'une retraite après vingt ans de « bons et loyaux services » (1).

(1) Dr A. LUTAUD. — La Prostitution patentée. *Journal de Médecine de Paris*, 7 juin 1903.

MESURES PROPHYLACTIQUES D'ORDRE PUBLIC ET D'ORDRE PRIVÉ

La réglementation, quoiqu'injuste, illégale, insuffisante, ne doit pas être abolie actuellement, mais améliorée. — Retour au droit commun.

Instruction vénérienne largement répandue dans le public et parmi les jeunes gens surtout. — Réformes dans l'éducation. — Sports. — Prophylaxie dans l'armée.

Mariage précoce facilité et encouragé. — Le certificat médical.

Enrayer la prostitution et supprimer celle des mineures. — Quelques mesures légales.

« Aujourd'hui que la loi de 1892 sur la déclaration des maladies contagieuses ne soulève plus de critiques que par son insuffisance vis-à-vis de la tuberculose, il est curieux d'assister à des assauts incessants contre les règlements de la prophylaxie antivénérienne. Comment expliquer des tendances aussi opposées ? » (1).

Et l'auteur de ces lignes, M. Jauneau, répond que toutes

(1) JAUNEAU. — Etude sur la morbidité vénérienne et les résultats de la Réglementation prostitutionnelle à Brest, 1903.

mesures touchant cette prophylaxie, atteignant seulement les femmes, sont et seront toujours critiquées.

Et non-seulement, ajouterons-nous, les règlements policiers n'atteignent que les femmes, mais elles ne visent et n'accablent qu'une petite catégorie de femmes : celles de la basse prostitution, celles qui sont ramassées dans les raffles, dans les rixes, où ne s'aventurent pas naturellement les filles plus cotées.

Or, ces dernières sont pourtant celles qui pratiquent le plus ouvertement la prostitution, celles que tout le monde connaît et rencontre dans les cafés, dans les brasseries, dans tous les lieux publics.

Pourquoi ne sont-elles pas arrêtées et inscrites ? Parce que la police, surtout depuis les dernières arrestations retentissantes, ne peut plus commettre de bévues, parce que ces dames ont souvent un protecteur influent, parce qu'enfin, fréquentant des gens d'un certain rang social, elles sont rarement dénoncées.

Et puis, quand bien même, chose impossible, toutes les clandestines seraient aujourd'hui mises en cartes, demain elles seraient remplacées par d'autres clandestines, aussi nombreuses et aussi dangereuses, car il n'est pas douteux que la mise en carte diminue considérablement la cote de la fille publique qui, par les obligations auxquelles l'astreint l'inscription, par l'abondance des prétextes qui motivent son arrestation, se voit tout de suite moins recherchée et mise au-dessous de la clandestine dans l'estime du public des lieux de plaisir.

Si l'on veut savoir ce qui se produirait au cas où l'on

arriverait à supprimer la prostitution clandestine, on n'a qu'à se reporter à l'exemple fourni par Rennes, rapporté par Jauneau.

« Dans cette ville, dit celui-ci, la police ces mœurs s'est montrée d'une grande sévérité pendant quelques années ; on peut dire que la prostitution clandestine avait presque disparu, si on entend par « prostituée clandestine » la femme qui n'a pour répondre d'elle ni amant sérieux, ni métier apparent. Qu'en est-il résulté ? Peu à peu on a vu s'ouvrir quelques petits cafés-concerts, où les artistes étaient nombreuses et la scène minuscule ; les chanteuses passaient presque toutes leurs soirées dans la salle parmi les consommateurs, qu'elles poussaient à boire en s'alcoolisant elles-mêmes. A côté du concert s'ouvrirent aussi quelques cafés à verseuses. La police ne pouvait rien dire à ces femmes qui avaient un métier pour expliquer leurs ressources.

» Y avait-il une prostituée clandestine de moins à Rennes ? C'est fort douteux. Au point de vue moral, la situation était beaucoup plus scandaleuse qu'autrefois, elle a, du reste, amené la Municipalité à prendre des mesures sévères. »

Nul n'ignore que la bonne de café, de débit, est presque toujours une prostituée, et très dangereuse, comme cet exemple de la Luxembourgeoise donné par M. Fournier, mais ce que l'on ignore, c'est cet article invraisemblable de la loi qui défend à tout tenancier de débit d'employer des filles en carte, de telle sorte que, si demain on inscrivait toutes celles qui, clandestinement, pratiquent la prosti-

tution dans ces malsaines officines, après demain elles devraient être remplacées par d'autres femmes qui reprendraient les mêmes pratiques.

L'homme, qui connaît beaucoup mieux, et beaucoup plus souvent que la femme, sa maladie, peut contaminer autant qu'il lui plaît en toute liberté : la loi ne l'atteint pas.

Maurica préface ainsi son traité de la syphilis :

« L'homme qui accoste une femme, qui l'attaque par galanterie, d'une façon ou d'une autre, n'importe où, vous ne lui dites rien. N'est-ce pas une provocation ? Et si la femme y cède, cet homme pourra l'infecter impunément !

» Aucun recours administratif contre lui, mais si une femme sourit, tourne la tête, donne à sa démarche une certaine allure, retrousse quelque peu sa robe : provocation coupable ! L'agent des mœurs peut l'appréhender, la coffrer, lui infliger la plus grave et la plus lâche de toutes les humiliations. Et on ne se révolterait pas contre de pareils réglemens. »

D'autre part, ainsi que le mettent en avant M. Bulot et M. L. Descaves, la femme peut invoquer comme excuse la nécessité de gagner sa vie, prétexte que ne peut mettre en avant l'homme dans son commerce amoureux.

De semblables constatations sont la condamnation de l'état actuel.

MM. Fournier et Béranger avaient judicieusement proposé qu'en fait de contamination vénérienne on en revint au droit commun.

Ce serait fort juste et nous ne pensons pas qu'il soit besoin de créer des articles spéciaux, consacrant le délit

de contamination, tel qu'il existe déjà dans le Code norvégien et tel que le proposait le Dr Fiaux au Congrès de Lyon en 1901.

Plusieurs syphiligraphes ont estimé avec raison, et en cela ont été d'accord avec la majorité des juristes, que la contamination vénérienne doit être assimilée aux coups et blessures et ramenée au droit commun.

La question a été ainsi posée à la II^e Conférence Internationale de Bruxelles en 1902 :

Y a-t-il lieu d'appliquer les principes de la responsabilité civile et pénale à la transmission des maladies vénériennes ?

« Pourquoi pas », répond M. Rethaan-Macaré, Avocat général près la Haute-Cour des Pays-Bas, rapporteur à la Conférence.

Il faudra, dit-il, distinguer quatre cas :

1^o *Transmission intentionnelle.*

La transmission d'une maladie contagieuse peut se faire de propos délibéré, sciemment, méchamment, avec la volonté bien arrêtée de nuire.

En ce cas la transmission présente le même caractère que l'empoisonnement et la transmission est le but que l'agent veut atteindre.

2^o *Transmission par insouciance.*

On connaît le mal et ses conséquences funestes, on ne se cache pas que ce que l'on va faire ou que ce qu'on va négliger pourra transmettre le mal à un tiers, néanmoins on ne s'en soucie pas, on passe outre.

3° *Transmission par négligence ou par imprudence.*

Tel serait le cas du médecin qui, négligeant de désinfecter ses instruments après s'en être servi auprès d'une personne qu'il sait contaminée, les emploierait plus tard pour une personne saine, sans se souvenir qu'ils sont infectés.

Tel est le cas du syphilitique qui laisse trainer ses objets de pansement ou des ustensiles infectés par lui et qui transmet ainsi involontairement la maladie dont il est atteint.

4° *Transmission sans connaissance de cause.*

C'est le cas de celui qui transmet la maladie sans se douter lui-même qu'il en est atteint.

Pour le premier cas le droit civil actuel suffit, un des trois préceptes généraux de droit étant la maxime proclamée déjà par Ulpien : *Alterum non lædere*.

Les autres cas sont plus douteux, mais soutenable, même dans la législation actuelle.

Les articles 1382 et 1383 du Code civil sont explicites au sujet du dommage, auquel nous voulions ramener la contamination vénérienne.

Art. 1382. — Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

Art. 1384. — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence.

Pour ce qui est du Droit Pénal, les lois sont muettes en France, touchant la contamination.

Il y a des pays où toute atteinte à la santé d'autrui est assimilée aux coups et blessures, sévices ou voies de fait.

En Allemagne et aux Pays-Bas cette assimilation est faite et la contamination est visée dans certains articles sous le nom de « lésions corporelles graves ».

Le premier cas, la transmission intentionnelle de la maladie, sera puni sévèrement.

Mais M. Rethaan-Macaré affirme que les autres cas : transmission par insouciance, par négligence, ou involontairement, ne sont pas prévus, même dans le Code allemand ou le Code néerlandais, et il ajoute que, à son avis, amplification ne doit pas être faite de l'article en question dans ce Code.

Ce n'est pas notre opinion, et nous estimons que la transmission par insouciance, par négligence, ou même par inconscience, doit être l'objet de pénalités, à la vérité de moins en moins sévères, réduites, si l'on veut, dans le dernier cas, à une légère amende, mais qui serait un avertissement à prêter autant d'attention aux actes amoureux qu'aux actes ordinaires de la vie, pour lesquels on est passible de prison ou d'amende même en cas de simple maladresse, comme à la chasse par exemple.

L'article 319 du Code pénal dit en effet :

« Quiconque par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 à 600 francs. »

Suit l'article 320, qui complète le précédent :

« S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, l'emprisonnement sera de dix jours à deux mois et l'amende de 16 à 100 francs. »

Si la loi française est muette, nous trouvons cependant la jurisprudence que nous désirons appliquée dans un jugement de la cinquième Chambre de la Cour d'appel de Paris, rendu naguère, qui décidait que la transmission d'une maladie contagieuse constitue une faute, alors même qu'elle n'a pas eu lieu intentionnellement et qu'elle résulte d'une imprudence ou d'une négligence de celui qui en est atteint.

Elle confirma le jugement de la première Chambre du Tribunal qui avait condamné M. X... à payer une somme de douze mille francs de dommages-intérêts à son ancienne maîtresse, qu'il avait... avariée.

Et sans doute verra-t-on désormais les victimes confiantes dans la justice de leur cause venir, par leurs plaintes, troubler la tranquillité des cyniques contaminateurs qui, par crainte, sinon par vertu, deviendront plus scrupuleux et plus attentifs.

Et l'homme, qui n'est pas toujours le coupable, pourra avoir le même recours contre la femme qui l'aura infecté.

Ce sera alors l'égalité de sexes devant l'hygiène sexuelle et devant la loi, réclamée par les sociologues et la plus grande partie des hygiénistes;

Qu'on ne nous dise pas que les victimes préféreront le silence; ce sera toujours leur droit, mais, sans doute, lorsque les préjugés actuels sur le caractère honteux et secret

de ces maladies auront cessé d'être en cours, elles n'en useront pas et, animées d'un sentiment de colère bien légitime pour l'auteur de la contamination, elles chercheront à faire punir le coupable.

D'ailleurs, que ce droit s'exerce ou non, la justice veut qu'il soit reconnu et les difficultés de l'application sont chose secondaire pour un principe essentiellement juste.

Si nous examinons d'autre part les résultats donnés jusqu'ici par la réglementation, ils existent, c'est incontestable, mais ils sont bien minimes en raison des charges énormes qu'elle fait peser sur une classe de femmes, réduites par elles à l'état de *parias*.

Les pays qui n'ont pas de réglementation ne semblent pas s'en porter plus mal : l'Angleterre, le Danemark, la Norvège ; nous ne nommons pas à dessein l'Italie où la suppression a eu des résultats désastreux pour des raisons que nous énumérerons plus loin.

Jusqu'ici nous nous sommes contentés de dire que la réglementation était injuste et insuffisante, nous pourrions ajouter qu'elle est illégale, puisqu'aucune loi ne l'autorise, et peut-il en être autrement ?

Conçoit-on une *loi*, c'est-à-dire l'expression de la justice, consacrer l'arbitraire et la violation des principes les plus justement admis ?

Cette femme arrêtée peut être malade, mais ce n'est qu'une hypothèse et quelle législation peut reconnaître la prison préventive ainsi infligée sur une simple suspicion, quand bien même neuf fois sur dix l'hypothèse serait reconnue vraie par la suite.

On arrête la femme et non l'homme, dit-on, parce que la femme fait le racolage et pas l'homme : c'est fermer les yeux sur le spectacle offert chaque jour, que soutenir une pareille opinion.

Comment appeler, sinon du racolage, l'acte de l'individu qui poursuit l'ouvrière, lui offrant son cœur, sa bourse, un nid douillet, des distractions de tous genres, le luxe, etc.

Après l'examen des discussions sur le sujet prophylactique d'ordre public que nous avons fait il en résulte cette double constatation, dont nous empruntons les termes à M. Turot :

« 1^o Que la prostitution n'est pas un délit et que par conséquent la police ne doit intervenir que si les prostituées tombent sous le coup des prescriptions du droit commun, soit par les outrages publics aux bonnes mœurs, soit par des scandales qui troublent l'ordre public.

« 2^o Que la syphilis est une maladie comme une autre, ni honteuse, ni surtout punissable, mais qu'il importe de prendre contre elle, aussi bien que contre la tuberculose ou tout autre fléau des mesures de préservation sociale. »

La réglementation actuelle, œuvre d'un autre âge, conçue avec des sentiments et des idées d'une autre époque, mourra d'elle-même et dans un avenir proche.

Doit-on l'aider à mourir, nous ne le croyons pas, dût notre opinion surprendre et être taxée d'illogisme, après le précédent réquisitoire.

La réglementation, est insuffisante, injuste, illégale, nous le reconnaissons avec les abolitionnistes, mais demanderons-nous à ceux-ci : Vous démolissez une vieille

mesure qui abritait mal, mais tout de même abritait tant soit peu, que mettez-vous à la place ? — Rien, répondent-ils.

Eh bien ! ce n'est pas assez ; si les mesures que nous proposons dans ce chapitre doivent concourir à la prophylaxie des maladies vénériennes et remplacer plus tard, nous l'espérons, les mesures policières et les lois, elles ne peuvent donner des résultats d'ici un certain laps de temps et leurs bienfaits se signaleront seulement dans une période que nous ne pouvons estimer, mais qui ne saurait être inférieure à 25 ou 30 ans, avec l'instruction et l'éducation plus complètes de la nouvelle génération.

Un exemple déplorable, qui doit être une leçon, nous a été fourni par l'Italie où l'abolitionnisme, préparé de longue date par Crispi pour être appliqué dans un avenir éloigné, fut du jour au lendemain substitué à la réglementation préexistante par un ministère imprévoyant, qui n'avait pas compris la pensée de ses prédécesseurs.

De même qu'un peuple a besoin d'instruction et d'expérience pour savoir se gouverner lui-même, de même avant de laisser voguer la galère à ses risques et périls, il faut être sûr que ceux qui la monteront sauront la conduire et certes, au point de vue qui nous occupe, ce n'est pas le cas de nos contemporains qui ne connaissent rien du péril vénérien, ni de ses méfaits.

Laissons mourir, sans l'achever, la réglementation, mais adoucissons sa fin ; nous le devons, car, après avoir constaté l'injustice et l'insuffisance de l'état de choses actuel, nous ne pouvons le laisser substituer même pendant un quart de siècle.

Plusieurs textes de nouveaux règlements, apportant une amélioration ont été proposés ; pourvu qu'ils soient inspirés de plus de justice et d'équité que les précédents peu importe lequel sera *provisoirement* appliqué, jusqu'au moment où, par une évolution des mœurs souhaitable et une vulgarisation de l'instruction réalisable, la Prostitution décroissante pourra se passer de toute réglementation.

Nous nous rallions pour notre part bien volontiers au texte voté par le Conseil Municipal de Paris ainsi conçu :

« Le Conseil,

« Emet le vœu,

« Qu'il soit statué par une loi ou un règlement d'administration publique sur la police des mœurs, suivant les données ci-après :

1^o Il y a lieu de placer sous la direction d'un office sanitaire spécial, dépendant de la préfecture de la Seine, tout ce qui concerne la prostitution, considérée exclusivement au point de vue des dangers qu'elle fait courir à la santé publique.

2^o La femme ou fille majeure qui se livre à la prostitution doit en faire la déclaration à la Préfecture de la Seine et satisfaire à la prescription suivante :

« Être porteur d'un certificat ou patente de santé constatant : que, visitée deux fois par semaine, si elle a moins de vingt-cinq ans, toutes les semaines si elle a moins de trente ans et toutes les quinzaines passé cet âge, elle est indemne de tout mal vénérien.

« Ce certificat de santé est délivré et daté par un médecin ou chirurgien de l'Assistance publique et constate l'identité de la prostituée.

» 3^o La femme ou fille majeure qui ne peut représenter son certificat de santé tenu à jour ; *celle qui sans déclaration préalable*, se livre à la prostitution sur la voie publique ou dans un lieu notoirement destiné à la débauche ; celle qui racole d'une manière importante, outrageante ou scandaleuse sur la voie publique, sont déférées aux tribunaux et punies de peines correctionnelles.

» Dans les deux premiers cas du paragraphe précédent, la femme ou fille majeure sera, par mesure d'instruction, soumise à une visite sanitaire, et, si elle est reconnue vénérienne, envoyée dans un sanatorium où elle sera retenue jusqu'à guérison complète ; elle ne sera déférée au tribunal qu'à sa sortie.

» 4^o Toute peine administrative est et demeure supprimée.

» 5^o Les hôpitaux spéciaux seront supprimés. Ils seront remplacés par des services spéciaux établis dans les hôpitaux généraux.

» Le régime, auquel seront soumis les malades traités dans ces services, devra être exactement le même que celui des autres hospitalisés. Ils devront bénéficier des secours distribués à la sortie, comme les autres malades.

» 6^o Des consultations pour les maladies vénériennes avec distribution gratuite de médicaments, devront être organisées dans le plus grand nombre d'hôpitaux généraux possible.

» 7^o L'Administration de l'Assistance publique est invitée à étudier immédiatement et à apporter au Conseil municipal, dans le plus bref délai possible, un projet d'organisation de dispensaires spéciaux, avec distribution de médicaments. Ces dispensaires devraient être établis dans les quartiers les plus peuplés. Les consultations devraient avoir lieu le soir de 9 à 11 heures, au moins trois fois par semaine ».

Soucieux d'apporter aussi une amélioration à l'état des maisons de tolérance, le Conseil municipal, en outre des vœux émis dont le Parlement aura à adopter ou à refuser la réalisation, a voté des mesures immédiates, empêchant les tenancières de faire coucher les femmes dans des réduits obscurs et sans air, « le bahut », de les faire « doubler », détruisant la distinction entre les maisons de rendez-vous selon que le prix de la passe y est inférieur ou supérieur à 40 francs, enfin proscrivant l'emploi de registres avec noms et photographies de femmes employées dans ces établissements.

Il serait désirable aussi qu'on punit sévèrement les tenancières de maison recevant des mineurs, des collégiens surtout, comme nous le raconte Paul Bourget dans la « Physiologie de l'Amour Moderne ».

Enfin la vente de boissons, interdite par les règlements mais tolérée par la police, devrait être l'objet de mesures sévères.

L'application d'un règlement conçu dans cet esprit serait une amélioration sensible à l'état de choses actuelles, contre lequel on emploierait encore d'autres moyens et en premier lieu : la vulgarisation de notions touchant le péril vénérien.

Il est de toute nécessité d'instruire le public à ce sujet ; il faut que la science, détenue jusqu'ici par les cliniciens, ne demeure pas ésotérique et que des notions élémentaires mais suffisantes pénètrent chez les profanes, leur permettant de distinguer les unes des autres les différentes formes du mal de Vénus, les mettant à même d'en apercevoir

les conséquences terribles pour les victimes premières, pour les familles et pour l'espèce.

Bien des moyens sont utilisables pour dissiper l'ignorance ; chacun a ses avantages et tous doivent être alternativement ou simultanément employés ; la conférence se mettant à la portée de toutes les intelligences et faisant ressortir par l'intonation, par le geste, les points qui méritent l'attention ; le livre, qui frappe moins sur le moment, mais demeure plus longtemps présent à l'esprit ; à ce titre le roman, mieux que le livre dogmatique, dont la lecture endort les esprits incultes, devra être employé et portera ses fruits : par l'intrigue, la suite des actions, la présence des personnages, qui semblent détachés de la vie réelle, et le sont souvent aussi, le roman se lit et se retient. Il peut concourir utilement au succès de notre cause.

Dans le même ordre d'idées et pour les raisons que nous venons d'énoncer à propos du roman, le théâtre peut être d'un enseignement salubre et frapper l'imagination d'une impression durable.

A ces procédés de vulgarisation, tous excellents, viendra s'ajouter l'enseignement individuel, que chaque personne instruite peut pratiquer dans sa sphère et le médecin est particulièrement désigné à ce rôle d'apôtre et de vulgarisateur.

Il est une certaine catégorie qui mérite notre sollicitude toute spéciale : ce sont les jeunes gens, les plus inexpérimentés et les plus menacés ; sur eux, surtout, nous pouvons prendre une salubre influence.

Cette influence peut s'exercer dans les lycées et collèges, au service militaire, dans les œuvres post-scolaires.

La *Société française de Prophylaxie sanitaire et morale* s'est préoccupée de ces questions qu'elle a sérieusement étudiées et auxquelles elle s'est efforcée d'apporter une solution.

Y a-t-il intérêt à intervenir? Est-on autorisé à le faire?

Aucun doute pour la première question, à laquelle tout le monde répond par l'affirmative.

On connaît actuellement l'imminence et la profondeur du danger qui menace les jeunes gens et il ne fait de doute pour personne que l'instruction, les avertissements pourront en sauver un certain nombre.

Sur la seconde question : Est-on autorisé à s'adresser à la jeunesse? la réponse a été également affirmative, mais les avis ont différé sur les moyens à employer.

C'est à tort que certains pères de familles ou certains directeurs d'établissements d'éducation pourraient s'alarmer du trouble possible provoqué dans de jeunes intelligences par la révélation de ce péril : il est peu probable qu'on déflöre des âmes absolument neuves et pures ; d'ailleurs, on peut donner cet enseignement en ménageant toutes les susceptibilités.

Dans une discussion à la *Société française de Prophylaxie* où prirent part des maîtres autorisés tels que MM. Hallopeau, Dufresne, Pinard, Barthélemy, Fournier, Jullien, Hayem, Commenge, Burlureaux, Champetier-De Ribes, etc., les membres de la Société ont adopté les résolutions suivantes :

1^o Il serait à désirer que dans les centres scolaires, les jeunes gens des classes supérieures fussent éclairés sur les dangers des affections vénériennes par un enseignement spécial.

Cet enseignement spécial, sans blesser en rien la morale, pourrait être fait à tous les élèves âgés de plus de 16 ans, avec l'autorisation de leurs parents ou tuteurs.

2^e Cet enseignement spécial pourrait consister en une conférence faite annuellement, soit par un professeur, soit plutôt par un médecin désigné à cet effet par les autorités compétentes.

Ils trouveront naturellement place dans le cours élémentaire de l'hygiène (notamment au chapitre des maladies évitables) cours qui est ou devrait être professé aux élèves de cet âge dans tous les établissements scolaires.

3^e Il appartient au discernement de MM. les Directeurs d'établissements scolaires d'apprécier s'il y aurait ou non avantage à substituer au système de la conférence annuelle celui d'avertissements personnels, d'entretiens, de causeries quasi-paternelles avec leurs élèves sur le sujet en question.

4^e En tous cas, un complément de sauvegarde consisterait utilement dans la remise à chaque élève d'une instruction sur le péril vénérien, instruction imprimée, conçue suivant le programme prophylactique et moral de la Société et approuvé par elle.

De cette façon, cet enseignement ménageant les scrupules des parents ou tuteurs, qui restent libres d'y donner leur autorisation, ne peut froisser personne.

Nul doute que la grande majorité des pères, anxieux du danger couru par leurs enfants, et qu'ils pressentent particulièrement au moment où s'éveillent, chez ceux-ci, les sens, ne donneront leur approbation à un enseignement qu'un certain sentiment de pudeur les empêche souvent de pratiquer eux-mêmes.

Les nombreuses lettres d'approbation, qu'ont déjà reçues des pères de famille ceux qui ont attaché le grelot, sont bien une preuve de l'état d'esprit des parents à ce sujet.

D'autre part, il n'est pas douteux que les chefs d'établissements scolaires n'accueillent aussi cet enseignement; une enquête très consciencieuse, faite par M. Dufresne près de dix supérieurs d'établissements religieux, c'est-à-dire dans le milieu où avait le plus de chance de se produire l'opposition, a démontré que ces messieurs n'étaient nullement ennemis de l'enseignement proposé, mais au cours public ils préférèrent les avis particuliers, donnés en tête à tête et seulement aux élèves de philosophie, à ceux qui quittent la maison et vont entrer dans la vie.

Peut-être y aurait-il bénéfice à commencer cette instruction spéciale plus tôt, car nous savons en effet que trop souvent les potaches n'attendent pas la fin de leurs études pour faire *leurs premières armes* et qu'ils sont souvent aussi *blessés* avant les diplômes.

Cet enseignement, qui n'est pas actuellement encore donné dans les lycées, le sera bientôt, nous voulons l'espérer, de quelque façon qu'on juge bon de s'y prendre pour le répandre.

Le bienfait en a d'ailleurs été démontré dans une expérience faite il y a quelques années et répétée depuis à l'Institut agronomique. Un élève distingué de cette école disait à M. Fournier que cette leçon avait vivement intéressé tous les élèves et leur avait rendu un grand service en les instruisant de choses qu'ils ignoraient et surtout en

éclairant, sur les dangers de la vie de Paris, nombre d'entre eux qui arrivaient de province.

Les jeunes gens de la classe ouvrière doivent à un titre égal attirer l'attention ; ils sont en effet plus menacés encore, puisqu'ils fournissent, nous disent les statistiques, 13 % des cas de syphilis au lieu de 8 % d'atteints dans la jeunesse riche et bourgeoise.

M. Paul Bar a exposé, à la Société de Prophylaxie, ce qu'il convenait de tenter pour eux.

Il faudrait, à côté des patronages, des cours d'adultes, des cours spéciaux professionnels, organiser un cours d'hygiène, d'instruction sur le péril vénérien ; ce cours, pour avoir plus de chances d'être suivi avec intérêt, pourrait comporter des projections ou présenter toute autre attraction susceptible d'instruire l'ouvrier en l'amusant.

Pour tous ceux, riches ou pauvres, que l'enseignement n'aurait pas atteints au collège ou dans les cours spéciaux, le régiment offre une occasion favorable de recommencer l'instruction, pour ceux qui l'ont déjà reçue de la compléter, et nul moment ne serait mieux choisi que ce séjour dans l'armée, ainsi que le disait M. le professeur Brissaud :

« La date de l'incorporation est aussi celle de la véritable émancipation des jeunes gens. Ils quittent le foyer et la vie de famille pour commencer du jour au lendemain une existence nouvelle, dont la discipline nécessaire ne fait qu'exalter, dans les moments de loisir, leur appétit d'indépendance. De tous les moyens par lesquels cet appétit d'indépendance prétend s'affirmer, celui qui passe pour répondre aux exigences naturelles d'une fonction a

toujours été et sera longtemps le « moyen de choix ». Les chefs pourraient souvent, par des avertissements paternels, intervenir heureusement, et leur autorité leur permettrait d'exercer une bienfaisante influence sur les soldats, mais ils ne sont pas toujours eux-mêmes suffisamment instruits du péril, et il faudrait les instruire et les intéresser à l'œuvre de prophylaxie. En outre de l'action personnelle qu'ils pourraient avoir sur leurs hommes, ils seconderaient les majors et leur donneraient l'appui moral et l'autorité matérielle dont ils ont besoin. »

M. Burlureaux a fait à la Société de Prophylaxie un rapport très documenté dans lequel il n'a pas de peine à démontrer le nombre considérable d'hommes, tant jeunes soldats que réservistes et territoriaux, contractant la syphilis pendant les années ou les jours passés au régiment.

D'où la nécessité, en même temps que d'un examen médical fréquent et minutieux, d'instructions détaillées données aux soldats et, bien entendu, aux marins, plus touchés encore. A la sortie des lycées et collèges, dans les œuvres post-scolaires et, au régiment, il serait désirable qu'on distribuât gratuitement la brochure, que, sur la demande de ses collègues, M. le Professeur Fournier, président de la Société de Prophylaxie, a écrite en lui donnant pour titre :

Pour nos fils quand ils auront 17 ans
Quelques conseils d'un médecin

Nous avons vu que les jeunes filles, au moins celles de la classe ouvrière, n'étaient pas moins menacées que les

garçons, dont elles sont si fréquemment les victimes ; aussi ne doivent-elles point être oubliées dans ces projets de vulgarisation de notions utiles.

Les ouvriers, les patronages s'ouvriront moins facilement que les lycées et collèges à ce genre d'instruction, mais ne pourrait-on introduire celle-ci dans les ateliers et dans les œuvres, qui font le pendant des cours spéciaux des garçons.

Pour les jeunes filles, M. Burlureaux a rédigé une instruction analogue à celle qu'écrivit pour les garçons le Professeur Fournier, analogue aussi comme titre, qui est le suivant :

Pour nos filles quand elles auront seize ans

On a songé également à instruire la femme au moment du mariage, époque de danger pour toutes, et spécialement pour les jeunes filles de la classe aisée ; cette instruction, pensait-on, pourrait être présentée sous forme de notice jointe au livret de mariage.

En outre de l'enseignement concernant les résultats immédiats des maladies vénériennes, il y aurait lieu d'élargir le cadre et de faire entrer dans les âmes des jeunes gens la haute notion de leur responsabilité vis-à-vis d'eux mêmes, vis-à-vis de la famille qu'ils fonderont et de la patrie même dont ils s'honorent d'être les futurs soutiens.

Dans sa leçon d'ouverture du cours de clinique à l'Hôpital Laënnec, le professeur Landouzy s'adressant aux futurs praticiens, disait :

« Si nous voulons tarir la source de la syphilis, diminuer

les dystrophies, les dégénérescences qui désolent les familles et altèrent la race, il faut, par l'éducation hygiénique antisyphilitique portée sur son véritable terrain, informer *l'avenir* lui aussi de toute cette part de vérités utiles par lesquelles il prendra conscience des responsabilités de toutes sortes qu'il encourt vis-à-vis de la famille et de la société.

Il faut montrer aux jeunes gens l'influence de l'hérédité qui constitue la solidarité entre les générations successives et, si cette notion était pleinement comprise dans toute sa portée, elle serait susceptible de devenir le plus grand facteur du progrès humain : chaque homme, convaincu du retentissement de ses actes sur sa descendance, y apporterait assurément plus de réflexion.

M. le Dr Raoult s'efforce de faire ressortir la valeur de cette notion, qu'ont signalée nombre de littérateurs et de médecins :

« Pour que vos actions ne soient ni vaines, ni folles, écrit Jean Lahor, craignez déjà les yeux de vos enfants ». (1)

Paul le Gendre dit également à ce sujet : « La connaissance du rôle de l'hérédité est de la plus haute conséquence morale ». (2)

M. le Professeur Pinard, dans une de ses leçons cliniques, a exposé les conséquences sociales et morales de cette connaissance des influences héréditaires, il a montré combien elle conduit à la reconnaissance envers les parents

(1) JEAN LAHOR. — La Bénédiction du mariage persan.

(2) PAUL LE GENDRE. — L'Hérédité et la Pathologie générale.

et combien elle peut élever le niveau moral. « Lorsque le jeune homme, le *porte-graines*, aura le respect de sa descendance, lorsqu'il connaîtra le danger que fait courir à celle-ci les amours éphémères, il ne méprisera plus la continence, il l'observera volontiers... ».

On a demandé que des tableaux montrant les ravages et les méfaits produits par les maladies vénériennes, soient placardés dans certains établissements publics ou autres ; on a également proposé de faire visiter aux jeunes gens des musées spéciaux, comme les Musées Dupuytren et S^t-Louis.

La terreur inspirée par la vue de ces terribles accidents, pourrait peut-être leur faire prendre sur le moment de bonnes résolutions, mais dépasserait vraisemblablement le but cherché. Elle impressionnerait trop vivement de jeunes imaginations et pourrait les conduire à prendre des résolutions extrêmes, si par malheur ils étaient contaminés dans la suite.

A côté des réformes applicables à l'enseignement, qu'il ne s'agit en somme que de compléter, se placent tout naturellement celles qui doivent être apportées à l'éducation dans l'intérêt de notre cause.

C'est ainsi que, reconnaissant l'influence pernicieuse des mauvaises lectures et de journaux malsains, on doit les proscrire de tout intérieur de famille ; que, connaissant les dangers de l'abandon des enfants aux domestiques, les parents doivent être plus circonspects dans le choix de ceux-ci et apporter à la surveillance de leurs filles et de leurs fils le temps trop exclusivement consacré aux distractions et à la vie mondaine.

Il faut encourager les sports, dont les bienfaits ont été de tous temps reconnus depuis Lyncurgue, qui leur donna à Sparte un développement extrême, jusqu'à maintenant, où ils semblent prendre chaque jour une extension nouvelle ; ils sont en effet un dérivatif puissant à l'oisiveté et une façon saine et morale de dépenser l'excès d'activité ; le professeur Lucas Championnière les considère comme un des meilleurs moyens pour éloigner les désirs sexuels.

De ce côté doit tendre l'effort : empêcher le jeune homme, la jeune fille, de trouver l'ennui dans l'oisiveté, leur éviter les heures de solitude et de tristesse, les moments de désœuvrement, qui fournissent fréquemment l'occasion première, le prétexte pour les distractions malsaines.

Il convient de ne pas abandonner à eux-mêmes les jeunes gens et les jeunes filles qui, après le travail, ne savent où passer leur temps, où s'amuser honnêtement ; à ce titre, les cercles, les patronages ne sauraient être trop généreusement encouragés.

M. Granjux a fort clairement montré tout le bénéfice que l'armée pourrait retirer de cercles analogues.

Le soldat, en effet, n'a qu'un souci : quitter la caserne aux heures de liberté, abandonner l'ombre et le froid de la chambrée ; se procurer des distractions qui manquent totalement dans le quartier.

Il conviendrait de lui procurer, hors de la caserne, un intérieur agréable qu'il fréquenterait volontiers.

Une tentative a été faite au Havre par les dames de l'Union française antialcoolique et a fort bien réussi. Ces dames ont créé, sous le nom de *Salle du Drapeau*, une salle

de lecture et de correspondance ouverte aux soldats tous les jours sur semaine, de 5 heures à 9 heures, et le dimanche toute la journée.

Une bibliothèque, du papier à lettres, des journaux, des jeux divers, voire même des billards, un piano, sont mis gratuitement à leur disposition. Les consommations que l'ont peut se procurer sont : la bière, le vin chaud (0 fr. 10 le verre), le chocolat (0 fr. 15 la tasse); comme aliments : pain, jambon, cervelas, harengs marinés, etc.

Le succès de ce premier établissement a déterminé la fondation d'une autre *Salle du Drapeau* à Sanvic, près de Saint-Adresse.

A Vincennes existe, depuis 1902, un établissement analogue, le *Foyer du Soldat*.

Les conclusions de M. Granjux sont celles-ci : « La syphilis dans l'armée relève surtout de la prostitution clandestine, qui se présente sous deux modes principaux :

» « Les filles racolant le soir autour des casernes ou cherchant à pénétrer dans les postes détachés.

« β — Les débits où le personnel féminin se livre aux clients. »

Pour se débarrasser des premières, une surveillance continue est facile : pour éviter l'attirance des débits interlopes, contre lesquels on ne peut rien, car le mastroquet électeur est l'enfant chéri de nos gouvernants, il conviendrait :

« 1° De créer dans les casernes des salles de récréation où le soldat jouirait du maximum de bien-être et d'indépendance compatible avec le milieu militaire.

« 2° De réduire au minimum les permissions de la nuit.

« 3^e D'envoyer le plus grand nombre possible de militaires dans leurs familles passer le dimanche.

« 4^e De favoriser le développement « de maisons du soldat » organisées en dehors de tout esprit politique ou confessionnel et reconstituant en partie pour le militaire le foyer familial, c'est-à-dire le milieu essentiellement moralisateur et protecteur. »

Il faudrait aussi qu'on réussit à transplanter en France cette coutume de la « petite famille » chère aux Anglais et aux Allemands, qui remplace avantageusement la promiscuité dangereuse de l'hôtel et du restaurant avec les tentations de la rue qu'il faut traverser pour passer de l'un à l'autre et les sollicitations qui y retiennent les jeunes gens.

Les pères de famille, conscients du rôle bienfaisant du milieu familial et amical, devraient s'efforcer de retenir dans leurs intérieurs les jeunes gens, de ne pas les éloigner, sous prétexte de conventions mondaines des jeunes filles qui les y feraient rester ; celles-ci empêcheraient, retarderaient au moins cette défloration de l'âme masculine et peut-être y gagneraient-elles des maris.

Certains s'écrieront : le jeune homme ne restera pas dans cet intérieur trop paisible, il s'ennuiera et préférera les distractions du dehors ! Cela n'est pas vrai pour tous, cela n'est pas vrai même pour la majorité qui recherche d'abord la femme non pas pour les satisfactions charnelles qu'elle peut donner, mais pour ce que son contact, sa société lui offrent d'attraits et nous sommes convaincus que beaucoup se contenteraient de cet idéal bourgeois, de

cet intérieur où des jeunes filles aimables et intelligentes leur feraient trouver courtes les heures de loisir.

Tous ces petits moyens sont susceptibles de concourir, croyons-nous, à un retard sinon à un éloignement définitif des relations avec les prostituées et quand bien même il n'y aurait que retard, si court soit-il, il y aurait bénéfice, car en matière de continence, il en est comme en toute tempérance, si on n'a pas une première fois goûté, on est moins privé.

« Entre celui qui n'a jamais bu de vin de Chio et celui qui, en ayant bu et s'y étant habitué, n'en peut plus boire, le plus privé et le plus à plaindre est celui qui en a bu » (1).

Aucune règle n'est générale et tous, même avec l'application de ces mesures bien comprise, ne seront pas indemnes, mais on ne peut avoir cette prétention.

Ainsi que l'a dit Duclaux dans son *Hygiène Sociale* : « les garde-fous n'empêchent pas de se jeter à la rivière, mais ils ont du bon en ce qu'ils empêchent d'y tomber ceux qui n'ont aucune idée de se noyer ».

Il est plus sage de chercher à obtenir cette continence par des moyens rationnels que de s'obstiner à ne point reconnaître un fait existant : l'instinct sexuel.

Écoutons ce qu'a dit à ce sujet le Professeur Debove, et le remède qu'il propose :

« ... D'ailleurs ce que les théologiens et les moralistes appellent les passions et ce qu'ils ont désigné d'autres fois par des expressions marquant leur mépris pour ce qu'ils

(1) Maurice DONNAY. *Lysistrata*.

considèrent comme un appétit bestial, doit au contraire nous faire admirer la nature qui, voulant que les êtres se reproduisent, les y a invités par le plaisir et a pris des précautions pour que bien peu puissent se soustraire à cette nécessité.

« Autrement dit, c'est inutilement que la plupart des hommes essayeront d'échapper à l'instinct de la reproduction de l'espèce. Jour et nuit l'individu pubère sera rappelé impérieusement à ce que la nature semble considérer comme un devoir. Il est cependant certain que l'amour ne peut être satisfait comme l'appétit : il faudrait pour cela détruire la famille, toute civilisation et retourner à l'état sauvage. Il a fallu chercher à le réglementer et cette réglementation s'appelle le mariage.

« Or, dans l'état actuel de nos usages (je ne dis pas de nos lois), un jeune homme ne peut guère se marier avant trente ans, pour des raisons sociales qu'il serait hors de propos de développer et d'apprécier ici. Or, quel conseil devons-nous donner à un jeune homme sur la conduite qu'il doit tenir de 18 ans, époque de la puberté, jusqu'à 30 ans, époque du mariage ? Nous lui conseillons la chasteté, c'est entendu, mais nous serons écoutés par bien peu et les maladies vénériennes guettent le plus grand nombre.

« Elles deviendraient au contraire d'autant plus rares que les usages sociaux rapprocheraient l'âge du mariage de l'âge fixé par la nature pour la puberté.

« On fera beaucoup d'objections à cette façon de voir : elles sont plus apparentes que réelles. Je ne veux pas les discuter ici : il n'en est qu'une que je mentionnerai. Il

faut, dit-on, qu'un jeune homme ait de l'expérience avant de se marier. Nous savons à quel prix s'acquiert cette expérience ; c'est au prix de maladies vénériennes dont on rapporte le germe dans le lit conjugal pour le plus grand malheur de sa femme et de sa postérité » (1).

S'efforcer d'éviter la contamination jusqu'au mariage et faciliter celui-ci par tous les moyens, tel doit être le but.

Débarrassons-nous tout de suite de l'objection qui pourra être soulevée, du reproche que nous prévoyons.

Malgré les bienfaits du mariage précoce, nous entendons bien que cette union ne saurait se contracter en deçà de certaine limite.

Ainsi nous ne prétendons pas encourager l'union d'une jeune fille de 15 à 16 ans et d'un jeune homme âgé de moins de 20 ans. mais nous affirmons qu'un homme de 23 à 25 ans et une femme de 19 à 20 ans sont aptes à fonder une famille dans de bonnes conditions, et nous voudrions voir de pareilles unions plus nombreuses.

Dans un livre qu'on ne saurait trop lire . *La Science et le Mariage*, M. Cazalis s'exprime ainsi :

« Epouser une jeune femme d'abord saine, intelligente et bonne, ou même belle, s'il est possible, quelle que soit son origine sociale et qu'elle soit riche ou non, voilà l'éternelle et unique vérité, telle que l'exprimait ou à peu près (je ne puis me rappeler, ni retrouver ses paroles)

(1) Professeur DEBOVE. Prophylaxie des maladies vénériennes. *Revue de thérapeutique médico-chirurgicale*, n° 12, 15 juin 1904, Paris.

Alexandre Dumas fils, dont la proposition du reste fit scandale.

» Mais pour cela il faudrait supprimer la dot, changer toutes les lois et les mœurs, et des mœurs séculaires ? Je réponds que l'on a modifié déjà bien des lois et des mœurs, et le christianisme, pour ne donner qu'un exemple, a fait un certain moment cette révolution.

» Pourquoi la science, apportant aussi sa religion de vérité, n'amènerait-elle pas une révolution profonde dans la vie des sociétés à venir ? Moi je l'espère et je l'attends.

» Il faudrait supprimer la dot ; est-ce possible ? En Angleterre, en Amérique, beaucoup de femmes se marient sans elle, et comme souvent alors elles sont belles, ces unions ne contribueraient-elles pas à la production et à la permanence de la beauté dans la race anglo-saxonne ? Quelques-uns de ces mariages souvent morganatiques, où la beauté, le charme extrême à défaut de beauté parfaite, constituent l'apport principal, la richesse, la noblesse de la femme, sont l'honneur et le salut de certaines aristocraties.

» Quand dans un pays, une jeune fille saine, intelligente et charmante ou belle, ne trouve pas à se marier parce qu'elle est sans dot, quand des intérêts d'argent ou des convenances sociales y décident surtout des unions, c'est que dans ce pays, comme disait Hamlet, il y a quelque chose de pourri, et peut-être, malgré les obstacles, faudrait-il changer cela !

» La science a donc la prétention de recréer une humanité nouvelle, plus saine, plus robuste, plus belle et plus

juste aussi que l'humanité présente, ou celle du passé. La connaissance qui, de jour en jour, s'étend et s'éclaire davantage des lois de la vie et de la mort, que ce soit la vie et la mort de l'individu ou celle de l'espèce, la doit armer d'une puissance qui nous apparaît sans limite.

» Oui, je crois que la science pourrait s'élever même à cette ambition de créer des races humaines supérieures. »

Nous avons tenu à reproduire ici ce passage de M. Cazalis, dans lequel il expose, mieux que nous n'aurions su le faire, l'obstacle et y apporte le remède avec une confiance que nous voudrions partager, mais l'illusion n'est hélas ! guère possible.

La grande entrave au mariage, c'est la dot, et sans doute il serait fort désirable qu'elle fut supprimée.

En nous plaçant au point de vue hygiénique et social, nous ne répétons pas les paroles d'un Père de l'Eglise : « *melius est nubere quam uri* », nous prêcherons au contraire le mariage, et nous ne croyons pas mériter en cela l'anathème lancé par un décret du concile de Trente dont voici les propres termes : « Si quelqu'un dit que l'état de mariage doit être préféré à celui de célibat et que ce n'est pas quelque chose de meilleur et de plus heureux de demeurer dans la virginité et le célibat, qu'il soit Anathème ». Can x. Sex. xxiv.

Nous croyons, au contraire, que notre rôle et notre devoir en ce monde est de fonder une famille et de la faire prospérer, et nous voudrions voir des encouragements être donnés par les Pouvoirs publics à ceux qui satisfont à ce devoir social, encouragements consistant, par exemple, en

dégrèvement d'impôts, en accès plus facile aux emplois du Gouvernement, en augmentation des droits civiques.

Pour faciliter le mariage « il est nécessaire, nous dit M. Morache, de l'élargir et de l'aérer, et pour cela de l'élargir à son entrée comme à sa sortie ».

En ce sens, il convient de ne plus exiger l'autorisation des parents jusqu'à vingt et un ans pour la jeune fille et vingt-cinq ans pour le garçon, mais d'avancer ces époques, de supprimer les sommations respectueuses, enfin de diminuer les formalités dans le mariage civil et de rendre le mariage religieux absolument gratuit.

Il faut aussi élargir le mariage à sa sortie, car il est plus moral de permettre à chacun des époux la fondation d'une nouvelle famille que de les séparer seulement de corps, leur laissant l'unique possibilité du concubinage, s'ils ne peuvent supporter la solitude.

M. Cazalis, voyant surtout dans le mariage l'origine de la famille, apporte dans la santé des procréateurs toute sa sollicitude à l'enfant, avant même qu'il ne naisse, ce qui est de la bonne puériculture.

Il s'agit que ceux-ci arrivent au mariage indemnes de toute tare transmissible par l'hérédité ; dans ce but autant que dans l'intérêt de la femme qui sera plus souvent la victime que la coupable, il est nécessaire, indispensable, dit M. Cazalis, que le futur subisse un examen médical d'où il ressorte avec un certificat attestant son parfait état de santé.

« *Testiculos habet et bene valentes* » devrait obtenir le jeune homme à notre point de vue spécial.

Certes, il serait fort désirable qu'une semblable coutume fut adoptée, mais nous ne partageons pas l'avis du Dr Cazalis qui voudrait voir l'examen médical rendu obligatoire par une loi. Trop de lois, trop de fonctionnaires (car sans doute le médecin chargé de rédiger ce genre de certificat serait un officiel); et d'ailleurs ne pourrait-il y avoir là encore matière à tromperie : le futur, blennorrhagique à la période aiguë, dissimulerait difficilement son affection, mais le simple porteur de « goutte militaire » pourrait aisément induire le médecin en erreur, de même le syphilitique non porteur d'accidents manifestes.

A moins que le futur, condamné par la loi à cet examen médical, n'employât le stratagème rapporté par Edmond Haraucourt dans une nouvelle qui a pour titre : *le Fiancé*. Un petit jeune homme chétif et blond ayant envoyé à sa place chez le docteur un superbe gaillard, vigoureux et brun, le certificat fut excellent, mais le mariage conclu dans ces conditions fut déplorable.

Si nous demandons l'élargissement du mariage à son entrée, ce n'est point pour voir une nouvelle loi venir obstruer l'accès déjà difficile de l'union légale; en revanche il serait très légitime de la part d'un père, soucieux de l'honneur de sa fille, de demander à son gendre qu'il voulut bien se prêter à un examen médical.

Si il y a encore quelquefois tromperie, malhonnêteté, beaucoup de garçons honnêtes et scrupuleux, qui ignorent leur maladie ou sa gravité, reculeront devant un crime, lorsqu'ils jugeront leurs actes en connaissance de cause.

La loi proposée par M. Cazalis avait encore ceci de critique qu'elle déliait le médecin, ou prétendait le délier du secret professionnel ; or aucune loi, aucun pouvoir ne peut délier le médecin, qui ne relève que de sa conscience et doit toujours avoir à l'esprit cette formule du serment jadis prêté devant le buste d'Hippocrate par le jeune docteur avant sa consécration définitive :

« En présence des maîtres de cette école, de mes chers condisciples et devant l'effigie d'Hippocrate, je promets et je jure au nom de l'Être Suprême, d'être fidèle aux lois de l'honneur et de la probité dans l'exercice de la médecine. Je donnerai mes soins gratuits à l'indigent et n'exigerai jamais un salaire au-dessus de mon travail. Admis dans l'intérieur des maisons, mes yeux ne verront pas ce qui se passe, ma langue taira les secrets qui me seront confiés, et mon état ne servira pas à corrompre les mœurs ni à favoriser le crime. Respectueux et reconnaissant envers mes maîtres, je rendrai à leurs enfants l'instruction que j'ai reçue de leurs pères. Que les hommes m'accordent leur estime et je suis fidèle à mes promesses ! Que je sois couvert d'opprobre et méprisé de mes confrères, si j'y manque. »

Le médecin doit garder jalousement un des seuls biens qui lui restent et qui établissent encore sa dignité dans un siècle où toute considération se perd : le secret médical le plus inviolable.

S'il l'oubliait, il en souffrirait même sans nul doute dans ses intérêts, car le client déliant n'oserait plus avouer ses misères et retournerait au charlatan, vers lequel il n'a que trop de tendances à courir.

Mais, si le médecin ne peut admettre d'être, même par une loi, rendu dénonciateur, il peut et doit par son autorité défendre à son client le mariage s'il est contaminé.

Si le blennorragique peut se marier au bout d'un certain laps de temps, dès que les signes physiques et cliniques, confirmés par l'examen bactériologique, répété plusieurs fois, auront assuré le praticien de sa guérison, il n'en est plus de même du syphilitique et l'on s'est demandé si celui-ci, demeurant toute sa vie sous la menace d'accidents, pouvait être autorisé par le médecin à contracter une union et au bout de combien d'années, car c'est par années qu'il faut chiffrer.

Il est généralement admis qu'en l'état actuel de nos connaissances on ne peut refuser au syphilitique de se marier, après une cessation complète d'accidents durant une époque, fixée différemment selon les auteurs, mais estimée en général à quatre ans. Pendant cette période, il devra suivre un traitement régulier et sérieux, on l'avertira qu'à la moindre alerte chez lui, chez sa femme et particulièrement en cas de grossesse, il ait à recourir au médecin.

La Société française de prophylaxie s'est préoccupée des garanties sanitaires du mariage et, après une série de longs débats, a abouti à la rédaction d'un « Avis aux conjoints » dont elle réclame la distribution, avant le mariage, au futur mari et aux parents ou au tuteur de la fiancée.

Cet avis, qui pourrait être distribué à la mairie et remis aux intéressés, lors de l'obtention des papiers nécessaires aux formalités administratives, est ainsi conçu :

« Avis aux futurs conjoints »

« De toutes les conditions qui contribuent au bonheur dans le mariage, il n'en est pas de plus importante que la *santé*.

» Certaines maladies, qui se transmettent de l'un à l'autre des époux et atteignent même leur descendance, peuvent être la cause des plus grands malheurs.

« Deux d'entre elles, d'un ordre spécial, la *blennorrhagie* et la *syphilis* sont particulièrement redoutables.

» La *blennorrhagie*, excessivement contagieuse à l'état aigu, est susceptible de se réveiller et de le redevenir si elle n'a pas été complètement guérie. Chez l'homme, elle occasionne quelquefois, par la suite, des rétrécissements, la stérilité et même l'impuissance. Chez la femme, elle peut se propager au bas ventre et y provoquer des inflammations profondes qui nécessitent un long repos, parfois des opérations chirurgicales graves, et sont une cause fréquente de stérilité. S'il naît un enfant, il est exposé à recevoir dans les yeux le germe du mal et à perdre la vue. Il est prouvé en effet, que sur 1.000 enfants aveugles, près de 800 le sont par la faute de leurs parents.

» La *syphilis* est aussi très contagieuse pendant plusieurs années. Elle menace tous les organes et peut causer la paralysie et la folie. Elle peut tuer les enfants dans le sein de leur mère, les faire naître difformes ou infirmes et dangereux pour leur entourage (source de scandales et de procès avec les nourrices par exemple).

» Quiconque, ayant été atteint de l'une de ces maladies, se marie sans avoir la certitude d'en être bien débarrassé, commet un acte criminel ; il eut suffi peut-être d'un ajournement de quelques semaines ou de quelques mois, et surtout de soins appropriés, pour écarter tout danger.

» *Il est donc de la plus élémentaire honnêteté de se soumettre à l'examen d'un médecin avant le mariage* « (1).

Cet avis donnera à réfléchir à ceux qui seraient tentés de passer outre aux conseils du médecin, et de se marier alors qu'ils sont atteints de maladies vénériennes transmissibles.

Celle-ci est reconnue par les Tribunaux constituer une injure grave et dans certains cas une cause suffisante pour faire prononcer le divorce.

Si l'évolution des mœurs arrivait à permettre le mariage dans les conditions que M. Cazalis réclame, les unions seraient assurément d'une toute autre solidité que les mariages actuels, et peut-être, dès maintenant, y aurait-il lieu d'adopter comme étant un des meilleurs préservatifs de l'adultère un article de loi condamnant à une forte amende le complice ; cette considération ferait réfléchir l'amant le moins scrupuleux plus que la crainte vague d'un danger problématique, sous forme de vengeance sanglante du mari, que l'on ne saurait admettre à une époque se targuant d'humanité.

Cette question ne nous intéresse ici d'ailleurs qu'en raison des résultats qu'elle comporte touchant l'hygiène.

Toute prophylaxie sérieuse doit s'attaquer à la cause, or, en cette matière, la cause est la prostitution, source principale de contaminations vénériennes.

(1) Société française de prophylaxie sanitaire et morale, 10 décembre 1902, page 540.

« *Sublata causa, tollitur effectus* » dit un vieux précepte qui ne saurait trouver meilleure application.

Nous savons les méfaits attribuables aux mineures et pour quelle part elles contribuent à augmenter le chiffre des prostituées. Considérant en outre la situation au point de vue moral, il n'y a qu'une voix pour proclamer la suppression urgente de cette prostitution.

Les moyens à employer sont sans doute d'une application difficile, mais cette considération ne doit pas décourager en une si louable entreprise.

On peut, dans ce but, adopter soit les propositions de M. Jullien exposées dans un précédent chapitre, soit les propositions suivantes votées par la Conférence internationale de Bruxelles de 1902 :

I

La loi pénale doit *protéger l'intégrité sexuelle* des mineurs de l'un et de l'autre sexe jusqu'à leur majorité, cette protection doit être décroissante et correspondre aux phases de développement de l'individu: avant l'âge de la puberté ; — de l'âge de la puberté à celui de la nubilité ; — de l'âge de la nubilité à la majorité civile.

II

La loi civile doit permettre la substitution de l'autorité tutélaire à l'autorité parentale dans tous les cas où celle-ci laisse un mineur de l'un ou de l'autre sexe exposé à tomber dans la débauche. L'éducation tutélaire doit, autant que possible, être confiée, avec l'appui et le contrôle de l'Etat, à la philanthropie privée.

III

La loi civile doit établir la responsabilité de l'homme quant aux conséquences de sa vie sexuelle, elle doit, en particulier, déterminer celle du père de l'enfant naturel.

IV

En vue des dispositions légales qui pourraient être prises dans ce domaine, il y a lieu d'inviter les médecins à étudier, sur des bases statistiques uniformes, le rôle de l'alcoolisme dans la propagation des maladies vénériennes.

Lorsque nous étudierons les réformes à appliquer dans les lois, nous verrons quelles mesures légales il conviendrait de prendre vis-à-vis des souteneurs et autres proxénètes pour réaliser cette protection des mineures.

Un des meilleurs moyens serait assurément d'apprendre aux jeunes filles de la classe ouvrière à travailler, de leur fournir le moyen de gagner leur vie.

« L'expérience m'a appris, écrit le Prof. Fournier, que le plus grand service que l'on puisse rendre à une prostituée jeune, c'est de lui apprendre un métier. Combien de malades tiennent à peu près ce langage : « Ah ! Monsieur le Docteur, si l'on m'avait appris à gagner trois francs par jour, jamais l'idée ne me serait venue de descendre sur le trottoir, car, pour ce que j'y trouve d'agrément!... »

M. le docteur Raoult dans son ouvrage si documenté sur la *Prophylaxie de la Syphilis* a bien montré ce côté de la question et les remèdes qu'il conviendrait d'y apporter.

S'attaquer à la misère, voilà sans nul doute le remède,

mais il a été lenté en vain et à notre époque, où les œuvres philanthropiques abondent, les résultats n'ont pas répondu aux espérances. On peut craindre, non sans fondement, qu'en raison de l'encombrement croissant le mal ne puisse qu'augmenter.

La charité, c'est de l'hygiène sociale et toutes les œuvres qui contribuent à apporter secours aux malheureux travaillent indirectement à la prophylaxie.

Secours matériel et moral aux malheureuses et aux découragées qui sont sur le point de succomber, aide et protection à celles qui sont déjà tombées, mais qu'une main secourable peut tirer de l'ornière.

Dans ce dernier ordre d'idées, certaines œuvres existent déjà, qui recueillent les jeunes prostituées à leur sortie de Saint-Lazare, lorsqu'elles ont manifesté le désir de changer de conduite. Ce sont : l'Asile d'Auteuil, l'Œuvre du Bon-Pasteur, le Refuge dirigé par les religieuses de l'ordre Marie-Joseph, les Asiles protestants : toutes œuvres ayant leur incontestable utilité et méritant l'approbation et les encouragements, mais auxquelles on peut encore reprocher de n'être pas assez ouvertes ou accueillantes.

Relever les « déchués » est bien, les empêcher de tomber serait encore mieux ; nous renonçons, vu leur nombre, à énumérer seulement les noms des œuvres qui concourent à ce but ; saluons en passant le dévouement et le zèle généreux de ceux et de celles qui y consacrent leur temps, leur peine et leur fortune.

Dans cette lutte antivénérienne, il faut surtout *prévoir* et, à ce titre, on doit encourager les moyens prophylactiques

préventifs, comme ceux préconisés et mis en usage en Allemagne dans l'armée. N'a-t-on pas distribué aux soldats des antiseptiques comme préservatifs contre la blennorragie ? (du protargol dans de la vaseline, par exemple) et les résultats semblent avoir été satisfaisants (1).

Nous ne croyons pas qu'on mérite d'être accusé d'immoralité et d'encouragement à la débauche en diminuant ou s'efforçant de restreindre les risques de l'acte sexuel, risques qui subsisteront toujours, quoiqu'on fasse.

Dans ce même ordre d'idées, on doit s'efforcer de répandre l'instruction parmi les prostituées, qui devraient toutes posséder les notions élémentaires touchant les maladies vénériennes et pourraient ainsi éviter la contamination dans nombre de cas.

On a discuté l'utilité d'instruire les maîtresses et femmes de maisons de tolérance. Si ces établissements présentent actuellement une sérieuse amélioration et des garanties déjà plus sérieuses, quoique encore insuffisantes, ils doivent

(1) C'est à tort, croyons-nous, qu'en France on a discrédité le *condom*, qui peut jouer un rôle utile dans la prophylaxie. Il fut mis à la mode au commencement du siècle dernier, mais immédiatement condamné par l'Eglise. Le pape Léon XII, en 1826, le proscrivit en effet par un bref où il donnait, entre autres motifs, celui-ci : « ... que le préservatif en question entrave les décrets de la Providence, qui a voulu punir les créatures par où elles ont péché ».

Au point de vue sociologique, nous laissons à son auteur la responsabilité de ce dernier argument. Pour ridicule et grotesque que puisse paraître ce préservatif, il est bien évident que son emploi, plus généralisé parmi nos contemporains, leur éviterait de cuisants déboires et parfois même la perte de leur santé, n'était qu'ils se font le plus souvent une trop haute opinion de la moralité et de la susceptibilité de leurs *partenaires*.

cette incontestable supériorité sur la prostitution libre, à ce que leurs pensionnaires examinent en général attentivement les clients au point de vue syphilitique surtout et peuvent se refuser à tout contact si elles constatent des accidents.

D'autre part, ayant au moins dans les tolérances d'un certain ordre les facilités de se donner des soins de propreté et l'usage des antiseptiques, les femmes peuvent échapper le plus souvent à la contagion et donner ces chiffres rassurants, que constate M. le Dr Buttle.

On s'est demandé s'il n'y aurait pas lieu de faire passer aux clients une visite, un examen approfondi dans les tolérances avant de leur permettre l'accès aux chambres ; beaucoup ont pensé que la maîtresse ou la sous-maîtresse, instruites à souhait, pourraient pratiquer cet examen ; quelques autres et notamment le Dr Teusch ont préconisé l'examen médical pratiqué par des praticiens, qui, attachés au nombre de deux à l'établissement, examineraient à tour de rôle, durant six heures chacun, les clients qui se présenteraient.

De par les résultats de son enquête auprès des matrones et auprès des consommateurs, le Dr Teusch conclut à la possibilité d'appliquer semblable mesure. Nous enregistrons son affirmation sous toutes réserves.

Enfin, la meilleure prophylaxie, assurément la plus réalisable, est sans nul doute la prophylaxie *par le traitement*.

« Pour stériliser la syphilis, suivant l'expression de M. Fournier, c'est-à-dire pour faire qu'un cas n'engendre

pas un ou plusieurs autres cas, l'essentiel est d'instituer un traitement ».

Et cela est très rationnel, car, ainsi que dit le Dr Fiaux : « Plus le médecin soignera de vénériens aujourd'hui, moins l'humanité en comptera demain, la diminution des malades se fait ici par une sorte de décroissance vertigineuse, puisqu'il suffit de l'assainissement d'une seule unité humaine pour assurer l'intégrité de tous ceux et de toutes celles qui en seront nés.

L'organisation actuelle se compose de consultations et d'hôpitaux ; consultations spéciales, hôpitaux spéciaux jusqu'à ce moment. Les consultations actuelles ont soulevé bien des critiques justes ; le professeur Fournier les qualifie de « désobligeantes », « d'inconvenantes », « d'humiliantes », « d'odieuses ».

En effet les malades se présentent en grand nombre et doivent confesser leurs misères au médecin, siégeant au milieu du public, composé souvent de voisins, de camarades.

En outre les heures de consultations forcent l'ouvrier à interrompre son travail et par suite l'éloignent du traitement.

On a reproché aux hôpitaux actuels spéciaux d'être par leur réputation, par leur enseigne, absente en réalité mais connue de tous, un préjudice moral pour ceux qui y rentrent ; aussi certains vénériens fuient-ils toujours l'hôpital « des maladies honteuses » en raison du discrédit qui s'attache à sa seule étiquette.

En outre des inconvénients qu'ils présentent par eux-mêmes, les consultations et les hôpitaux ont en outre ce désagrément que tout traitement pour être fourni gratuitement

exige du malade une formalité humiliante : son inscription dans la classe des indigents, d'où démarches pénibles, perte de temps. Que dire de cet article absurde, défendant de donner aux malades des médicaments, s'ils ne justifient de six mois de résidence.

L'examen de la réalité nous montre que la classe moyenne est la plus atteinte et la plus à plaindre, car ses membres ne pouvant être considérés comme indigents, n'ont pas droit à l'hôpital et d'autre part leurs ressources minimales ne leur permettent pas de réclamer les soins onéreux des cliniques.

Il y a donc lieu de réformer totalement l'organisation actuelle. Chacun a proposé ses idées de réforme qui se résument toutes en deux projets : hospitalisation et dispensaires.

L'hospitalisation a soulevé de nombreuses discussions, tant sur sa valeur en elle-même que sur son organisation.

« L'expérience m'a prouvé, écrit M. le Professeur Fournier, que pour traiter la syphilis l'hôpital reste au second plan ; ce qu'il nous faut, ce sont des consultations gratuites avec distribution également gratuite de médicaments ».

L'hospitalisation, nécessaire dans certains cas est différemment interprétée. On est toutefois généralement d'accord pour la suppression de St-Lazare ou de St-Jean de Bordeaux, hôpitaux-prisons auxquels s'appliquent bien cette phrase : « Les hôpitaux de vénériens ressemblent à des bagnes ».

L'hôpital spécial, préconisé par Le Pileur et Fournier, aurait l'inconvénient d'écarter de lui beaucoup de malades : « tant que la réglementation existera, il n'y aura aucune

place pour un traitement efficace inspirant confiance aux prostituées. » (Janet).

D'autres, ont proposé des services spéciaux dans les hôpitaux généraux ; ces services auraient les mêmes inconvénients, quoique moindres, que ceux déjà reprochés aux hôpitaux et « cependant nous sommes loin du temps (pas plus de vingt ans) où l'administration des hôpitaux gratifiait les vénériens à Brest d'une tunique spéciale et à Rochefort d'un bonnet vert. » (Rapport du Dr Petit).

Cette nécessité d'isolement, de services spéciaux a été affirmée pour deux raisons : d'abord la contagion possible, puis l'intérêt des malades à être placés dans un service spécial, soignés par un spécialiste.

La première raison mise en avant par les partisans des hôpitaux ou services spéciaux a été vivement attaquée par M. le Professeur Gaucher qui à la Société de Prophylaxie dit à ce sujet :

« Ces malades ne sont pas des pestiférés, il n'y a pas de contagion dans nos services hospitaliers où les vénériens mangent avec les autres malades non syphilitiques. »

Un autre clinicien n'a-t-il pas exprimé de même sa pensée : « La contagion dans les salles d'hôpital est un fait de la plus extrême rareté, moindre certainement que la contagion des pneumonies ou des fièvres typhoïdes, ou des angines. »

Le second argument a plus de valeur : les services spéciaux sont confiés à des spécialistes et à notre époque de spécialisation à outrance, on comprend tout l'avantage qui peut en résulter pour les malades.

Il est certain qu'actuellement l'enseignement des maladies vénériennes est insuffisant, on peut en juger en constatant que, sur sept facultés de médecine en France, trois n'ont pas de chaire spéciale et que la syphiligraphie ne figure au programme d'aucun examen.

Cet enseignement plus répandu et plus complet peut être d'une grande valeur dont la lutte antivénérienne à laquelle les médecins doivent prendre la part la plus active. Aussi ne saurait-on trop encourager la création de laboratoires et la multiplication d'emplois pour les savants analogues à ceux que nos voisins les Allemands ont su créer. On permettrait ainsi aux chercheurs de se livrer en toute tranquillité d'esprit et sans souci matériel, à leurs recherches et notre goût de fonctionnarisme trouvait là une sage application : les savants d'état, les pensionnaires d'un Institut Pasteur, comme il existe des pensionnaires de la Villa Médicis.

C'est l'avis exprimé par le Dr G. Milian dans un article de la Presse médicale du samedi 26 avril 1902, dont voici les termes :

« Un moyen prophylactique est l'étude scientifique et raisonnée de la maladie en vue d'une thérapeutique définitive. Et pour cela qu'on crée des laboratoires, qu'on paie des travailleurs qui s'occupent de la question indépendamment du terme et du pain quotidien. »

Tout le monde s'accorde à reconnaître les bienfaits dont les dispensaires sont susceptibles.

Ils doivent être organisés de telle sorte que leur nombre et les heures de consultation permettent à tous les ouvriers

de pouvoir être examinés longuement et sans gêner leurs occupations ; des fiches seraient établies pour chacun ; permettant de les suivre et de les traiter d'une façon rationnelle.

Ces dispensaires, qui ont le mérite d'être singulièrement plus économiques que les hôpitaux, sont en outre mieux adaptés aux nécessités du traitement anti-syphilitique ou anti-blennorragique, qui oblige rarement les malades, jouissant par ailleurs d'un état général satisfaisant, à suspendre leurs occupations et à s'aliter.

Un semblable dispensaire a été organisé à Toulouse et a donné, nous assure M. le Dr Audry, d'excellents résultats.

Les pays qui ont adopté ce genre de consultation s'en sont fort bien trouvés, notamment l'Italie, dont M. Santoliquido, montrait l'état actuel au point de vue vénérien à la deuxième Conférence de Bruxelles :

« Il y a, disait-il, des dispensaires dans lesquels les malades sont assurés du secret le plus rigoureux. Il y a dans chacun des 121 hôpitaux d'Italie une salle réservée aux vénériens, où les noms des malades ne sont jamais demandés. Or, dans une année, 8.000 hommes et 4.000 femmes ont été volontairement hospitalisés. Le gouvernement prend même à sa charge les frais de voyage pour l'hospitalisation des malades ! Cette prophylaxie par le traitement coûte un million par an. Mais par elle l'Italie arrive à la stérilisation des foyers d'infection. Cette dépense est une économie. »

Si l'ont veut que les dispensaires portent leurs fruits il faut que l'on accorde aux malades les médicaments gratui-

tement et il ne serait pas inutile d'inscrire au verso de l'ordonnance une instruction courte mais complète, comme celle proposée par M. le Dr Hudelo, ainsi conçue :

La syphilis se contracte et se transmet par les plaies des organes génitaux, de l'anus, de la gorge, de la langue, des lèvres ; dans les rapports sexuels, par le baiser, les contacts directs, ou encore par l'usage des verres, cuillers, fourchettes, pipes, cigares, linges souillés de virus syphilitique.

» La syphilis se transmet du père à l'enfant, qui meurt en naissant ou devient malade après la naissance et communique la maladie à ceux qui l'entourent. Ne jamais confier ces enfants à une nourrice.

» Il ne faut pas se marier avant plusieurs années et sur la permission expresse du médecin.

» La syphilis ne guérit que par un traitement prolongé, de plusieurs années, surveillé par le médecin ; ce traitement ne fait tomber ni les cheveux, ni les dents ; il ne nécessite pas la cessation du travail. Les médicaments dits dépuratifs ne méritent aucune confiance.

» Le syphilitique ne doit ni fumer, ni boire d'alcool, ni faire d'excès quelconques. Ce serait pour lui s'exposer à des aggravations quelquefois terribles de la maladie aboutissant trop souvent à la paralysie, aux maladies de la moelle épinière et du cerveau, même à la mort.

» Pendant la cure et en tout temps le malade doit prendre des soins de bouche minutieux.

» Le syphilitique ne doit jamais oublier qu'il a été atteint de cette maladie, même après dix, vingt, trente ans : il doit, s'il tombe malade, faire au médecin qui le soigne l'aveu de cette ancienne affection. »

Une notice analogue, renseignant le blennorragique sur les méfaits de son infection et les précautions à prendre, devrait être rédigée et distribuée avec l'ordonnance dans les consultations. Là le consultant d'hôpital, de dispensaire, devrait trouver l'avantage du client de ville, le tête-à-tête avec le médecin, qui facilite les aveux et permet au praticien d'entrer dans les détails et d'impressionner davantage son malade.

De cette façon, le traitement se présenterait sous une forme engageante. Dès lors, comprenant les bienfaits de la cure, pouvant se soigner gratuitement et sans démarches pénibles ou honteuses, les vénériens ne fuieraient plus les soins, comme ils le font actuellement.

Ce côté très réalisable de la question doit être pris en sérieuse considération, en raison des résultats très importants qu'il comporte dans la lutte antivénérienne.

Nous avons réservé, pour en parler en dernier lieu, les positions légales ou les modifications administratives qu'il conviendrait d'apporter pour concourir au but proposé.

Il en est de plusieurs sortes :

Une loi devrait exiger des parents, au moment où ils veulent prendre une nourrice, un certificat médical ainsi conçu, que proposait en 1887, M. le Professeur Fournier dans son rapport à l'Académie de Médecine

« Nul ne sera admis à prendre une nourrice dans un bureau de placement que sur la présentation d'un certificat médical, certificat garantissant la nourrice contre tous risques d'affection

contagieuse qui pourrait lui être transmise par son nourrisson. »

Et M. le Professeur Fournier, prévoyant les objections, ajoute :

« On dira que les familles, ne pouvant pas trouver de nourrices dans les bureaux, chercheront ailleurs. Oui, mais elles en trouveraient moins facilement et puis la protection conférée par le certificat médical attirera dans les bureaux un grand nombre de nourrices. Et peut-être, à la longue, les nourrices isolées, enhardies par l'exemple de leurs compagnes, en viendront-elles à réclamer pour elles-mêmes la même garantie.

« Et puis si la mesure n'était pas suffisante pour empêcher toute contagion, si on ne diminue que de 40 0/0 à 30 0/0 le nombre de contagions, ce n'est pas négligeable. »

Il est de toute nécessité pour que la lutte contre la prostitution porte ses fruits que la loi se montre sévère à l'excès, ou qu'on crée s'il est besoin un article spécial, contre le proxénétisme sous toutes ses formes; quand on aura déporté les souteneurs à casquettes ou à chapeau de soie et sequestré les vieilles dames poudrées et les obligeantes placeuses qui font la « traite des blanches », le nombre des prostituées diminuera sensiblement.

Un article de loi ne serait pas superflu qui interdirait dans les brasseries et débits l'emploi de femmes serveuses.

Les pouvoirs prohibitifs des préfets, des maires, et des commissaires de police en ce qui concerne l'affichage,

l'exposition de gravures et de journaux pornographiques les exhibitions de cafés-concerts, doivent être étendus pour que disparaisse en partie la contagion morale.

La loi par une sanction pécuniaire et pénale doit s'efforcer d'atteindre le séducteur pour abandon de sa maîtresse, si celle-ci peut justifier de promesses et d'engagements ; permettre la recherche de la paternité et donner à l'*enfant naturel* les droits des héritiers légitimes.

Il n'entre pas dans notre programme d'étudier ici les difficultés que rencontrera l'application de semblables mesures, mais nous croyons que l'égoïsme bourgeois a tout fait pour exagérer les obstacles.

Enfin, dans les sociétés de secours mutuels ou autres sociétés analogues les pouvoirs publics pourraient faire une utile pression sur les comités directeurs pour qu'on assimilât les maladies vénériennes aux autres affections, nécessitant un traitement et des secours.

Mais voilà bien des demandes et nos gouvernants qui comme le constate le Pr Fournier, restent indifférents, ou, pour demeurer plus corrects, étrangers à ces préoccupations qui nous occupent, se soucient peu de venir changer l'état actuel des choses, partageant sans doute l'opinion de M. Trarieux qui à pareilles demandes répondait en 1896 :

« Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse ? C'était comme ça avant moi, ce sera comme ça après ! Laissons les choses à l'état ! *Quieta non movere* ! voilà ma devise, c'est celle de tout bon gouvernement. »

Nous nous sommes souvent contentés d'indiquer les moyens prophylactiques qu'il serait bon d'employer et nous ne sommes pas entrés dans les détails, où notre inexpérience et notre incompetence, en sociologie notamment, nous faisaient une règle de ne point nous aventurer.

Nous n'entretenons d'ailleurs pas d'illusions sur les difficultés que ces mesures pourront rencontrer ; s'il est difficile d'introduire des modifications dans les lois, il est encore plus osé de prétendre modifier des mœurs, dont l'évolution est si longue et si indépendante.

Mais si les résultats ne sont pas considérables, nous le craignons, ils méritent, quels qu'ils soient, qu'on prenne parti dans la lutte et nous adoptons l'opinion exposée par un auteur anonyme dans la gazette hebdomadaire de médecine et de chirurgie, sous le titre : « La grande guerre contre les maladies vénériennes. »

« Etant donné que la moyenne des syphilitiques est de 12 à 15 pour 100 parmi les hommes adultes de grandes villes, que le chiffre des blennorragiques est assurément supérieur à celui des individus du sexe masculin, peut-on, améliorer sensiblement la situation ? peut-on par exemple, ramener à la moitié de ce qu'elle est une proportion si élevée ? »

On le peut, croyons-nous, et ce résultat seul légitime des efforts de tous les vaillants qui apportent à la lutte le concours de leur savoir et de leur activité.

Et nous voulons conclure sur les paroles réconfortantes d'un apôtre, le plus vaillant et le plus vénéré, le Professeur Fournier :

« La syphilis est une maladie dont on peut rêver l'extinction. »

CONCLUSIONS

Arrivé au terme de cette étude, quelles vont être les conclusions qu'il nous sera permis de poser ?

En premier lieu, nous dirons :

Les maladies vénériennes ne sont pas des maladies honteuses, elles doivent être connues et soignées comme les autres.

En second lieu, leur extrême fréquence nécessite qu'on leur oppose une lutte acharnée. Pour atteindre ce but les moyens sont variés : répandre largement l'instruction, les notions d'hygiène et de morale, favoriser le mariage précoce, et ici s'imposent un certain nombre de réformes portant d'une part sur l'éducation des jeunes français et françaises et d'autre part sur les formalités légales et administratives du mariage :

1^o *Éducation*. Favoriser au sein de la famille les relations entre jeunes gens et jeunes filles pour qu'ils apprennent à se connaître, à s'apprécier mutuellement et à s'aimer. Inculquer aux uns et aux autres que le mariage a pour but la fondation d'une famille, qu'à l'origine il convient d'être modeste de goûts et d'ambitions, que le luxe et le bien-être s'acquièrent par le travail et la sage administration des époux, et qu'immédiatement le jeune ménage ne peut

égaler le faste et le luxe de la maison paternelle. *Ne plus considérer le mariage comme une affaire.*

2^o *Réformes légales et administratives.* Faciliter le mariage en supprimant les pièces administratives, en diminuant l'importance du consentement des parents ou tuteurs (*les gens se marient pour eux*). Enfin, en rendant, si besoin est, la sortie du mariage : séparation ou divorce, plus facile et plus discrète. En un mot il faut élargir et moderniser le mariage.

La cause des maladies vénériennes est la prostitution : on doit lutter contre celle-ci en empêchant la prostitution des mineures, en multipliant les œuvres d'aide et de secours matériel et moral, en prohibant l'affichage de journaux et de gravures obscènes, en soulageant la misère, en combattant le proxénétisme.

La réglementation, pour utile qu'elle puisse être, demande à être revisée et modifiée de fond en comble. Elle doit être rendue moins dure, moins injuste et aussi moins arbitraire ; elle frappe trop l'un des sexes en ménageant beaucoup trop l'autre. Peut-être, avec le temps, arrivera-t-on à lui substituer les soins hygiéniques et médicaux, les conseils, etc., les mesures prophylactiques : hospices, dispensaires, etc.

Peut-être enfin, à la longue, les maladies vénériennes, mieux connues de la masse du public dans leurs accidents immédiats et futurs, seront-elles plus redoutées. Chacun cherchera mieux à s'en préserver, et les premières victimes, devenant plus scrupuleuses, se surveilleront mieux, se faisant un cas de conscience de transmettre leur mal à autrui.

Toutefois, il ne faut pas se faire d'illusions, le nombre des vénériens sera et restera grand encore longtemps. On peut, en effet, plus facilement empêcher un individu de s'alcooliser ou de se tuberculiser qu'on ne peut l'éloigner de contracter le mal vénérien, car le motif qui pousse tout être humain à s'y exposer, malgré tous les conseils donnés et reçus, est un mobile aveugle et impérieux, nous avons nommé : l'instinct sexuel.

Un petit nombre retenu par la crainte résistera, la majeure partie succombera.

Le grand nombre d'étudiants en médecine atteints de maladies vénériennes, malgré les connaissances spéciales qu'ils peuvent avoir en la matière, n'en est-il pas une preuve ?

Ensuite, parce que pour protéger efficacement l'individu contre ce fléau, il faut presque faire une réforme sociale. Une réforme sociale, c'est un arrêt imposé à l'évolution d'un temps, d'une époque ; c'est une barrière opposée au torrent qui entraîne la masse d'un peuple. Or, arrêter cette masse dans son élan ou lui faire remonter le courant, si bonnes que soient les intentions qui nous animent, nous paraît aussi difficile que de faire remonter un fleuve vers sa source.

VU : *Le Président de thèse,*

M. DEBOVE.

VU : *Le Doyen,*

M. DEBOVE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

ANDRIEUX (Dr). — Thèse de Paris, 1891.

AUDRY (Dr). — « Où se prennent les maladies vénériennes ».
Journal des Maladies cutanées, juin 1902.

AUGAGNEUR (Pr). — *Archives d'anthropologie criminelle*, 1888.

— « Influence de la réglementation » C. I. B.

BAR (Dr). — « A propos d'une loi spéciale aux dommages causés
par l'infection vénérienne ».

BARTHÉLEMY (Dr T.). — *Ann. de Derm. et de Syph.*, 1888.

— « Etat de santé des prostituées clandestines au moment de leur arrestation ».

— « Programmes spécial de syphiligraphie ».
La Syphilis, tome I, juillet 1903.

BENOIST (Charles). — « Les ouvrières de l'aiguille à Paris »,
1895.

BÉRAUD. — « Les filles publiques à Paris », 1839.

BÉRAULT (Dr G.). — « La Maison de Tolérance considérée au
point de vue hygiénique et social ». Thèse de Paris, 1904.

BERGERET (Dr). — *Annales d'hygiène*, 1886.

BERK. — « Quelques aperçus sur la prostitution », 1885.

BERTHOD (Dr). — *Journ. de Méd. de Paris*, 1889.

— « La Commission extra-parlementaire des
mœurs ». *Journ. de Méd. de Paris*, n° 30,
juillet 1903.

BERTHOD (Dr). — « Exhibitionnisme et agents des mœurs ». *Journ. de Méd. de Paris*, n° 28, juin 1903.

— — « Les garanties sanitaires du mariage envisagées au point de vue antivénérien ». *Journ. de Méd. de Paris*, 29 nov. 1903, n° 48.

BERTILLON (Dr). — « Le problème de la dépopulation ». *Revue politique et parlementaire*, juin 1897.

BONNEFON (Jean de). — « La femme doit obéissance, etc.... ». *Journal*, 1904.

BOURGAS (Dr). — « Le droit à l'amour pour la femme », 1903.

BRIEUX. — « Les Avariés ».

BROUARDEL (Pr). — « Le Mariage », Paris, 1900.

BRU (P.). — « L'Insexuée ».

BRUGNOT (Dr J.). — « Abolitionnisme et Réglementarisme ». Thèse de Paris, 1902.

BRUZON (Dr P.). — « La Médecine et les Religions ». Paris, 1903.

BULKLEY-DUNCAN (Dr). — *Syphilis in the Innocents* (New-York).

BULLETIN de la Société française de Prophylaxie sanitaire et morale, juillet 1901, novembre 1903.

BULLIOD (Dr). — Thèse de Toulouse, 1895.

BURLUREAUX (Dr). — « Doit-on éclairer les jeunes gens de la classe ouvrière sur le péril vénérien ».

Bull. de la Soc. de Proph., 10 nov. 1903.

— — « Pour nos filles, quand elles auront seize ans ». *Dito*.

BUTTLE (Dr). — « Etat sanitaire des filles soumises dans les maisons de tolérance de Paris, de 1872 à 1902 ». *Journ. de Méd. de Paris*, n° 22, 1903.

CAZALIS (Dr). — « La Science et le Mariage ». Paris, 1900.

CLADO (Dr). — « Vénérologie sociale ». *Progrès Médical*, 11 avril 1903.

- COMMENGE (Dr). — « Syphilis chez les insoumises mineures », 1893.
— — « La prostitution clandestine à Paris », 1897.
- CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE BRUXELLES, 1899-1902.
- CORDAY (Michel). — « Vénus ou les Deux Risques ».
- COUVREUR (André). — « Les Mancenilles ».
- CROCQ et ROLLET. — *Ann. de Derm. et de Syph.*, 1869.
- DARIER (Dr). — « Garanties sanitaires du mariage, envisagées exclusivement au point de vue des maladies vénériennes ». *Bull. Soc. franç. de Proph.*, 10 novembre 1903.
- DAVILA (Dr). — « De la prophylaxie de la syphilis », 1853.
- DEBAUD-MANOIR (Dr). — « La Police des Mœurs ». *Gazette méd. de Paris*, 6 juin 1903.
- DECK (Dr L.). — « Syphilis et réglementation de la prostitution en Angleterre et aux Indes ». Thèse de Paris, 1898.
- DEBOVE (Pr). — « Prophylaxie des maladies vénériennes ». *Revue de Thérapeutique médico-chirurgicale*, n° 12, 15 juin 1904, Paris.
- DESCAVES (L.). — « Le délit et la honte ». *Journal* du 4 juillet 1904.
- DEZOBRY. — « Rome au siècle d'Auguste ».
- DIDAY (Pr). — « Nouvelles doctrines sur la syphilis ».
— — *Ann. de Derm. et de Syph.*, 1887.
— — *Bulletin de l'Académie de Médecine*, 1888.
- DREYFUS (F.). — Conférence Internationale pour la répression de la « Traite des Blanches ». *Revue Philanthropique*, 10 août 1902.
- DUCLAUX. — « Hygiène sociale », 1902.
- DUPOUY (Dr E.). — « La prostitution dans l'antiquité », 1898.
- ESQUIROS. — « Les Vierges Folles ».
- FALLOT (T.). — « La femme esclave ».
- FÉRÉ (Dr). — « Evolution et dissolution de l'instinct sexuel ».
- FERRERO. — *Revue scientifique*, 1892.

FIAUX (Dr). — « Police des mœurs en France », 1888. *Progrès Médical*, 1892, 1893, 1898.

— — « La Maison de Tolérance », 1896.

— — « La Prostitution réglementée et les pouvoirs publics », 1902.

FISCHER (Dr G.). — « Sur les maladies de cœur dans le cours de la syphilis et de la gonorrhée ». *Presse médicale*, 15 janvier 1902.

— — « Essai de prophylaxie des maladies vénériennes ». *Presse médicale*, 2 avril 1902.

FOURNIER (Pr). — « Traité de la Syphilis ».

— — « Syphilis et mariage ». Leçons professées à l'Hôpital Saint-Louis, 1880.

— — *Bulletin de l'Académie de Médecine*, 1887-1888.

— — *Tribune Médicale*, 1901.

— — *Bulletin Médical*, 13 et 20 août 1902.

— — « Le dispensaire vénéorologique », 1902.

GARNIER (P.-L.). — Introduction historique au « Proletariat de l'Amour », de Henri Turot, 1904.

GAUCHER (Pr). — *Bull. de la Soc. de Prophylaxie*, mai 1902.

— — « Préservation de la santé publique ». *Bull. de la Soc. de Derm.*, 10 mai 1902.

GONCOURT (E. DE). — « La Fille Elisa », 1877.

GORON. — « Le Marché aux femmes ».

GRANJUX (Dr). — « Prophylaxie morale de la Syphilis dans l'armée ». *Bull. Médical*, 15 janvier 1902.

HALLOPEAU (Dr). — *Ann. de Derm. et de Syph.*, 1899.

HARAUCCOURT (E.). — « Le Fiancé ».

HAUSSONVILLE (Comte D'). — « L'Enfance à Paris ».

HELWIG. — « Importance des maladies vénériennes au point de vue du droit civil ».

- ISSALY. — « Syphilis des campagnes ». Thèse de Paris, 1895.
- JAUNEAU (Dr). — « Etude sur la morbidité vénérienne et les résultats de la réglementation antivénérienne à Brest ». Thèse de Bordeaux, 23 janvier 1903.
- JOUON (Pr F.). — « Conférence imaginaire sur le péril vénérien », 1901.
- JULLIEN (Dr L.). — « Blennorrhagie et mariage ».
- LANGLEBERT (Dr). — « La syphilis dans ses rapports avec le mariage ».
- LARDIER (Dr). — « Les vénériens des champs et la prostitution à la campagne », 1882.
- LAVARENNE (Dr). — « Contre la syphilis ». *Presse Médicale*, 19 avril 1902.
- LECOUR (C.-J.). — « La prostitution à Paris et à Londres ».
- LEPILEUR (Dr). — « Réglementation de la Prostitution à Paris », 1887.
- — « De l'hospitalisation des prostituées », 1889.
- — *Revue de Médecine légale*, 1895.
- — *Journ. de Médecine de Paris*, 1898-1901.
- — « De l'abolitionnisme ». *Journ. de Médecine de Paris*, 27 juillet 1902 et suivants.
- LE ROUX (Hugues). — « Vers l'amour. — Malentendus ».
- LOMBROSO. — « L'homme criminel ».
- LUTAUD (Dr A.). — « La Prostitution patentée ». *Journ. de Méd.*, 7 juin 1903.
- MACÉ. — « La Police parisienne », 1887.
- MALHERBE (Dr H.). — *Gazette Médicale de Nantes*, 24 déc. 1904.
- MARTINEAU (Dr). — « La prostitution clandestine ».
- MILIAN (Dr G.). — *Presse Médicale*, avril 1902.
- MINOD (H.). — Rapport sur les mesures à prendre par l'Etat contre la prostitution des mineures. (Congrès de Bruxelles, 1902).

MIREUR. — *Syphilis et Prostitution.*

MONIN (Dr). — « Les troubles nerveux de cause sexuelle ».

MORACHE (Dr). — « Le Mariage ».

MORSIER (A. DE). — « Le droit des femmes et la morale intersexuelle ».

— « La police des mœurs et la campagne abolitionniste ». (Congrès de Lyon, 1901).

MOTY (Dr). — « Prophylaxie des maladies vénériennes ». *Echo Médical du Nord*, 17 août 1902.

OLLIVE (Dr G.) et LÉQUEYER (Dr). — *Gazette Médicale de Nantes*, 24 décembre 1904.

OSMONT (Dr). — « Prostitution et réglementation ». *Journ. des Maladies Cut. et Syph.*, novembre 1903.

PARENT-DUCHATELET. — « De la prostitution à Paris », 1836.
Précis hygiénique, 1857.

PETIT (Dr). — Rapport sur le péril vénérien dans l'armée, 1902.

PRESLE (M^{me}). — Supplément social du Relèvement social.

QUANTIN. — « Prostitution et syphilis », 1863.

RAOULT (Dr). — « Prophylaxie de la Syphilis ». Thèse de Paris, 1902.

RATIER. — *Ann. d'hygiène*, 1836.

RENON (Dr L.). — « Les Maladies Populaires », 1904.

REUSS. — *Journ. de Méd. de Paris*, 1868.

— — « Prostitution en France et à l'étranger ».

REVEL (J.). — « Le Testament d'un Moderne ».

RICHARD (E.). — « La Prostitution à Paris ».

SABATIER. — « Histoire de la Législation sur les femmes publiques », 1828.

SICARD DE PLAUZOLLES. — « Contaminations vénériennes par les W. C. ». — « Contaminations vénériennes par les pièces de monnaie dans les omnibus ». *Bull. Soc. Fr. de Prophyl.*, 10 nov. 1903.

SIMON (Dr L.). — « Réglementation de l'affichage dans les urinoirs ». *Dito*.

TÉRAMOND (Guy DE). — « L'Adoration perpétuelle ».

TEUSCH (Dr R.). — « Morale de l'Instinct Sexuel », 1902.

TOULOUSE (Dr). — « Les conflits intersexuels », 1904.

TUROT (H.). — « Le Prolétariat de l'Amour », 1904.

VALENTINO (Dr). — « L'admissibilité des syphilitiques au mariage ».

Revue des Sciences, 21 nov. 1903.

VINOT. — *Revue scientifique de Bordeaux*, 1885.

VITOUX (Dr G.). — « La prostitution des mineures ». *Presse médicale*, 5 janvier 1903.

X... — « La grande guerre contre la syphilis ». *Gazette hebdomadaire de Médecine et de Chirurgie*, 16 juin 1901.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉAMBULE	9
CHAPITRE PREMIER	
Les Maladies vénériennes : le chancre mou, la blennorragie, la syphilis ; leurs ravages.....	13
CHAPITRE II	
Causes de propagation des maladies vénériennes : D'abord et surtout la prostitution. — La prostitution dans l'antiquité et dans les temps modernes. — La Maison de Tolérance	41
CHAPITRE III	
Autres facteurs de contamination dont la plupart sont aussi des causes de prostitution : éducation mal comprise ou manque d'éducation, ignorance, misère et promiscuité, proxénétisme, spectacles, livres et journaux pornographiques, charlatanisme para-médical, le mariage tardif.....	75
CHAPITRE IV	
Moyens de défense publics : Réglementation. — Réglementarisme et abolitionnisme. Les deux théories : Avantages ou inconvénients.....	117

CHAPITRE V

Pages

Mesures prophylactiques d'ordre public et d'ordre privé.

— La réglementation, quoiqu'injuste, illégale, insuffisante, ne doit pas être abolie actuellement, mais améliorée. — Retour au droit commun.

Instruction vénérienne largement répandue dans le public et parmi les jeunes gens surtout. — Réformes dans l'éducation. — Sports. — Prophylaxie dans l'armée.

Mariage précoce facilité et encouragé. — Le certificat médical.

Enrayer la prostitution et supprimer celle des mineures.

— Quelques mesures légales..... 173

CONCLUSIONS..... 225

BIBLIOGRAPHIE..... 229